

Les mensonges de l'Etat

Jean-Marie Vincent

Ce document comporte une mise en ligne de « la partie la plus théorique » du livre épuisé *Les mensonges de l'Etat* du philosophe Jean-Marie Vincent (256 pages, éd. Le Sycomore, « Arguments critiques », Paris, 1979). C'est un recueil d'articles de l'auteur publiés dans divers ouvrages et revues (*Critique socialiste*, *Critiques de l'économie politique*...). Si cela peut favoriser un projet de réédition...

Avertissement : La numérotation des pages de ce document n'est pas celle du livre. Ce document comporte 7 parties qui suivent les chapitres et les titres des parties du livre.

- Avant-propos (p. 2)
- Classe et parti (p.7)
- Etat et classes sociales. Sur un livre de Nicolas Poulantzas. (p.16)
- Etat et accumulation (p. 29)
- Réflexions sur l'Etat et l'économie (p.39)
- L'Etat en crise. Les contours de la crise actuelle. (p.50)
- En guise de conclusion. Les mensonges de l'Etat. (p.58)

Quatrième de couverture

L'Etat, qui se présente comme la forme la plus rationnelle d'organisation de la société, comme un pouvoir capable de répondre à tous les problèmes sociaux importants, se révèle sensible à d'innombrables pressions. Il est dirigé autant qu'il dirige, il subit les mouvements de l'économie autant qu'il les canalise et les contrôle.

En réalité, il est aujourd'hui en mutation profonde et est pris dans une véritable situation d'éclatement entre ses tâches nationales et son rôle de soutien aux multinationales. Il ne peut plus se prétendre un « Etat-providence » comme il y a quelques années. Il lui faut au contraire se manifester comme l'Etat de la rationalité économique renouvelée, comme un Etat qui combat ses propres tendances dépensières et réajuste les politiques sociales.

C'est l'« Etat-providence » qui craint de plus en plus la démocratie et repousse la participation effective du plus grand nombre à ses activités.

Avant-propos

Il faut refaire périodiquement ses comptes avec l'État, le remettre en question dans sa multiplicité et sa plasticité pour ne pas se laisser prendre à ses apparences de divinité tutélaire que le temps semble devoir laisser inchangé dans son être. L'État, si nous voulons savoir ce que nous devenons nous-mêmes, ne peut rester cette individualité supérieure, cette entité supra-sociale qui se veut omniprésente et omnisciente au-dessus de la mêlée des hommes. En bref, il faut en finir avec l'anthropomorphisme qui fait de l'État une sorte d'homme-dieu qui régit les affaires de la cité selon son bon plaisir ou, ce qui revient à peu près au même, selon une sagesse qui échappe au commun des mortels. L'État ne doit pas être accepté comme cette synthèse qui échappe à la volonté des participants du jeu politique, comme cette rationalité de l'intérêt général qui surdétermine tous les agissements des groupes et les calculs des individus. Il faut le saisir au contraire comme un ensemble de rapports qui changent tant avec les mouvements de l'accumulation du capital, qu'avec les allées et venues de la lutte des classes dont il est partie prenante. L'État ne vit pas dans l'harmonie et l'équilibre, mais dans des états de déséquilibre prononcés, qui se succèdent les uns aux autres sans repos et sans fin : il reflète autant qu'il sanctionne des rapports sociaux mouvants. Et c'est précisément cette mobilité que rien n'explique immédiatement et qui n'obéit pas à une téléologie perceptible aux acteurs, qui en première approximation rend difficile le déchiffrement des transformations étatiques. C'est à bon compte que l'État s'enveloppe dans un discours de la continuité ou de la sérénité, de l'effacement des contradictions, pour dire l'immuabilité des relations sociales fondamentales. Les changements ne sont pris, dans une telle perspective, que pour des variations de portée secondaire, entraînant des déplacements plus ou moins visibles sur le marché des opinions ou encore l'extension des fonctions économiques de l'appareil d'État. Le monde politico-étatique ne semble ainsi pas connaître de césures graves (si ce n'est lors des guerres et des révolutions), mais simplement des évolutions lentes, souvent insensibles qui majorent peu à peu son poids dans la vie sociale. De l'État libéral du XIX^e siècle à l'État tentaculaire d'aujourd'hui, il n'y a pas de solution de continuité, tout au plus des différences de degrés.

L'État qui parle sans discontinuer de cette façon est, en réalité et quant au fond, un État-fétiche, c'est-à-dire un État qui se sert de l'atomisation des individus pour les empêcher de comprendre ce qu'il fait réellement. En garantissant l'égalité juridique formelle des individus qui échangent des marchandises, en réglant la circulation des biens et des personnes de manière à ce que soient observées les normes de l'équivalence, il s'affirme de fait comme le gardien des intérêts généraux des échangistes, ce qui lui permet d'occulter son rôle dans la production et autour de la production (conditionnement et reproduction de la force de travail). L'État, par les mécanismes mêmes de la société capitaliste, est donc sans cesse présenté et représenté comme au-dessus des classes, comme au-dessus des affrontements économiques. A cela, les dénonciations théoriques ne peuvent rien changer, et c'est seulement l'activité de mise en question du mouvement ouvrier qui permet dans une certaine mesure de gripper les mécanismes de l'occultation. Mais force est bien de constater qu'aujourd'hui cette activité critique est loin d'être suffisante, et aussi décapante qu'il serait souhaitable. Le fétichisme de l'État connaît de nouveaux développements, il redouble même sous le coup des dénonciations des différentes formes de Goulag que l'on voit se multiplier depuis quelques années. Le déchaînement de la violence étatique et de la répression dans les zones de décomposition du capitalisme sert, en effet, à justifier la violence plus tempérée des États occidentaux et à les parer de l'auréole des États de droit au sens kantien du terme. L'interdépendance étroite qui relie les systèmes d'État à l'échelle de la planète et qui enserme le monde dans des liens de solidarité – complémentarité plus ou moins continue, est par là même ignorée ou refoulée comme une vérité désagréable. Il ne faut pas qu'il soit dit que les régimes bureaucratiques de

l'Est européen ou de l'Extrême-Orient s'intègrent dans un même ordre mondial où coexistent avec plus ou moins de bonheur des bourgeoisies établies (l'impérialisme), des bourgeoisies en voie de formation (le tiers-monde) et des couches bureaucratiques qui se substituent aussi bien à la bourgeoisie qu'au prolétariat qu'elles prétendent incarner. Il faut au contraire que les oppositions relatives entre les États de l'Est et de l'Ouest, que leur concurrence dans le cadre des rapports interimpérialistes mondiaux soient transformées en antagonismes irréductibles et que puisse être construite une opposition abstraite (abstraite parce qu'elle refuse les analyses indispensables) entre démocratie et totalitarisme. L'étatisme se prévaut en quelque sorte de sa propre montée aux extrêmes pour monter en épingle sa modération en quelques lieux bien délimités (les pays occidentaux). La règle — l'absence de toute démocratie politique — est censée confirmer l'exception — l'existence de systèmes de démocratie politique à peu près stables.

Cela explique qu'on ne prenne que rarement conscience des véritables enjeux, notamment de la confrontation État-classe ouvrière qui se joue actuellement à l'échelle internationale dans un contexte de croissance du prolétariat et de réadaptation des structures capitalistes (réaménagement de la division du travail). La fétichisation de l'État de droit, la réduction des luttes politiques à des oppositions idéologiques, partiellement vraies ou totalement fausses, empêchent qu'apparaissent dans toute leur ampleur les mutations en cours des rapports étatiques dans les grandes métropoles impérialistes. D'abord, on ne voit pas que l'État national devient un État transnational qui ne peut plus raisonner seulement en termes d'espace économique national ou de rapports d'échanges avec des espaces du même type. Aujourd'hui, le marché mondial est une réalité, qu'on le veuille ou non, qui fait éclater les espaces nationaux, les déstructure et les restructure en les combinant entre eux de façon contradictoire, dans la dissymétrie et le déséquilibre. L'appareil productif d'une grande puissance industrielle capitaliste est écartelé entre un secteur exportateur (de marchandises, de techniques et de capitaux) dominé par des formes multinationales peu intéressées par la production et la consommation intérieures d'une part, et un secteur tourné essentiellement vers le marché interne, d'autre part. Les intérêts des uns et des autres ne sont, bien sûr, pas identiques et l'État qui assure l'équilibre économique national ne peut lui-même qu'être partagé entre les exigences du capital qui va au grand large et les exigences de celui qui ne va pas au-delà du cabotage. Plus profondément, il faut concilier la reproduction nationale des rapports de classes avec l'internationalisation croissante des rapports de production, c'est-à-dire transmettre au système économico-social nationalement limité les pressions de l'environnement international sans mettre en danger la stabilité relative des relations de classes. L'heure n'est plus maintenant aux « planifications nationales », aux politiques sociales ambitieuses (la « grande société » de Johnson aux États-Unis par exemple), mais à la « croissance maîtrisée », c'est-à-dire adaptée aux contraintes de plus en plus fortes du marché mondial. L'État renonce aux thématiques keynésiennes du contrôle des flux économiques pour mettre l'accent sur la rapidité des transformations sociales et sur la capacité de réaction des institutions à l'imprévu : la politique ne doit plus être saisie en ce sens comme une façon de circonscrire un futur bien jalonné, mais comme une méthode pour éviter les difficultés les plus graves et contourner les écueils les plus menaçants. Il n'est plus question de produire un avenir sans nuages, ou une sorte de développement linéaire de l'économie et du bien-être social, il s'agit, entre autres, de combattre les difficultés écologiques, d'empêcher les pénuries les plus graves (en matière énergétique, par exemple) et surtout de reproduire les conditions propres à la rentabilité du capital. Le plein-emploi n'est plus considéré comme le soubassement de l'équilibre du système, comme la justification de sa dynamique du profit, mais seulement comme une résultante possible de son fonctionnement. En fait, le matériel humain doit s'adapter aux variations de la conjoncture, à la mobilité des méthodes et des

localisations de la production, ce qui signifie, autrement dit, que la classe ouvrière doit être traitée, tronçonnée et réorganisée de façon à satisfaire aux nouvelles exigences du capital. L'État n'a plus pour fonction principale, comme au cours des années 60, d'intégrer les travailleurs par l'utilisation des instruments de la politique sociale, mais de les affaiblir comme force contractante face au capital. En bref, chômage, déclin des politiques contractuelles, reconversions brutales des hommes comme des installations sont autant de moyens de s'attaquer à une classe ouvrière qui s'est trop renforcée au cours des années de prospérité et réclame avec vigueur une amélioration de ses conditions de travail, d'existence.

Sous le couvert de désengagements partiels (démantèlement de certaines politiques sociales, rétrocession de certaines activités économiques au secteur privé), l'État s'engage donc plus que jamais dans la mêlée sociale, activant dans tous les pays occidentaux la lutte de classes qui vient d'en haut pour faire face aux ratés de l'accumulation. Le paradoxe est que cette offensive généralisée qui s'accompagne d'une floraison de demi-vérités étatiques sur le caractère incontournable des contraintes économiques, ne rencontre pas de résistance consciente des grandes organisations du mouvement ouvrier. On a l'impression qu'elles ne voient littéralement pas ce qui se passe sous leurs yeux ou qu'elles ne veulent voir que des effets sans remonter aux causes. Suffit-il de dire au regard de cette situation qu'elles sont en retard d'une guerre et sont toujours prisonnières des vues acquises au cours des années 40 et 50 ? Le mal est en réalité bien plus profond : le mouvement ouvrier occidental en particulier est victime de son propre culte de l'État. Ce phénomène est particulièrement apparent et prégnant quand on se tourne vers le mouvement communiste qui se réclame d'une tradition critique à l'égard de l'État. De mille façons, il manifeste son attachement à l'État interventionniste, c'est-à-dire à un État qui est censé faire face à tous les problèmes sociaux et économiques. Sans doute, les partis communistes mettent-ils en question la domination de certaines couches ou fractions bourgeoises (les monopolistes) sur le fonctionnement des appareils d'État, mais ils restent, quant au fond, persuadés de la capacité des États capitalistes modernes à promouvoir des changements économiques et sociaux décisifs. Ils postulent de façon très nette que les États, débarrassés d'une poignée de monopoleurs et de leurs pratiques parasitaires dans le domaine de la gestion, sont immédiatement capables de renouveler les relations sociales en transformant certaines de leurs composantes essentielles. En d'autres termes, pour eux, c'est l'initiative étatique qui doit être à l'origine des réformes de structure et du changement des rapports de classes, l'action des groupements politiques et des groupes sociaux ne faisant que « stimuler » la machine étatique et ses mécanismes complexes. Ils manifestent, par là, à quel point ils sont marqués par l'inachèvement des révolutions du XXe siècle, par leur enlèvement, voire leur régression dans les rapports politiques internationaux, c'est-à-dire dans l'étatique. Leur horizon n'est pas véritablement le dépassement du capitalisme, mais sa décomposition bureaucratique, c'est-à-dire le remplacement des mécanismes capitalistes de production de la plus-value par des mécanismes bureaucratiques de la soumission du travail et des travailleurs. C'est ce qui permet de comprendre leur attachement entêté aux différentes formes de l'Etat-Providence (ou *Welfare State*), alors que celles-ci sont radicalement mises en question par l'évolution actuelle des rapports de production et de la lutte des classes. Les partis communistes continuent à défendre des politiques dépassées de type keynésien, parce qu'ils ne peuvent concevoir d'autres perspectives pour leur intervention, ni ne veulent accepter la crise d'adaptation des États nationaux. Ils se trouvent ainsi en porte à faux en se proposant de mener une politique aux objectifs de plus en plus irréalistes (la « planification nationale ») dans un contexte où la démocratie politique — leur principal moyen d'intervention — voit restreindre son champ d'action et d'influence. Le passage sur des positions « euro-communistes » en Italie, en Espagne et en France, quoi qu'en pensent beaucoup, ne change d'ailleurs rien d'essentiel à

cette inadaptation chronique aux nouvelles données du jeu social et politique, puisque les orientations « corrigées » restent marquées par le réformisme étatique et étatiste. Les partis communistes comme la social-démocratie, cette dernière avec une échine plus souple, il est vrai, ne font en définitive que sacrifier à une utopie rétrograde au moment même où tout ou presque tout se met à bouger dans nos sociétés.

Il ne faut donc pas s'étonner si le mouvement ouvrier vit, dans les pays occidentaux où il est né, une crise majeure qui est à la fois idéologique, politique et organisationnelle. Comme l'ont très bien vu certains « ouvriéristes » italiens [1], le mouvement ouvrier européen en particulier reste attaché à la valorisation du travail, c'est-à-dire à l'idée d'une société qui tournerait autour d'un travail industriel sacralisé, au moment même où ce dernier entre en crise. Implicitement ou explicitement, les grandes organisations syndicales et politiques continuent, en effet, à admettre que la société doit être construite à partir d'un travail-réalisation des individus, conçu sur un modèle artisanal ou de métier qui n'a plus grand-chose à voir avec la réalité d'aujourd'hui. Dans les organisations les plus évoluées, on pense, certes, à l'autogestion, mais celle-ci n'est pas saisie comme la transformation progressive des rapports de production. Elle n'est la plupart du temps, pour elles, qu'une organisation autre, démocratique, de processus de production inchangés dans leurs caractéristiques fondamentales. L'autogestion, c'est la démocratie dans l'atelier ou l'établissement, mais ce n'est pas la restructuration de toutes les relations économiques et des rapports de travail dans le but de mettre fin au travail comme activité subordonnée (soumise aux conditions et aux moyens de production). Le problème de l'État est naturellement abordé dans le même esprit : il faut un État du travail, c'est-à-dire un État qui protège les travailleurs en tant que travailleurs salariés, garantisse l'emploi ou la reproduction de la force de travail sur une échelle élargie. Là non plus on ne dépasse pas vraiment l'horizon de l'exploitation et de l'oppression ; on croit proposer des perspectives de libération alors qu'on ne fait que proposer l'aménagement du système dans des circonstances qui ne sont pas particulièrement favorables. Socialistes et communistes officiels sont ainsi à la poursuite d'objectifs qui ne sont plus mobilisateurs en profondeur et, de surcroît, ont peu de chances de réalisation. Malgré de multiples réflexions programmatiques ces dernières années, le mouvement ouvrier s'installe en fait dans le vide stratégique, et ses différentes fractions se réfugient dans des tacticismes divers. Derrière la permanence et la relative solidité des appareils, on voit monter, en conséquence, une crise rampante des formes d'organisation, qu'elles soient politiques ou syndicales, marquées toutes à un degré ou à un autre par ce protectionnisme du travail qui imprègne toute l'idéologie social-démocrate ou euro-communiste. C'est assez apparent dans le cas des syndicats frappés de plein fouet par le chômage, la crise des relations contractuelles et le redéploiement industriel international. Mais c'est vrai également pour la forme parti, pour le parti en tant que parti purement national, intégré au jeu de la représentation institutionnalisée et qui encadre une masse de partisans passifs. Dans la mesure où il ne paraît plus porteur d'une stratégie convaincante, c'est-à-dire d'une stratégie qui articule des orientations tactiques profondément démocratiques — expressions de la résistance ouvrière — à des perspectives réelles de subversion, il ne peut que décevoir périodiquement ceux qui aspirent à une transformation radicale de la société. Il en résulte une tendance de plus en plus forte à la détérioration des rapports entre le sommet et la base, au durcissement des structures hiérarchiques, au fonctionnement à l'idéologie (il suffit de regarder ce qui se passe dans le P.C.F. depuis mars 1978 pour s'en rendre compte).

Cette crise profonde qui redonne à la bourgeoisie des moyens d'intervention politiques et idéologiques inespérés et lui permet de repasser à l'offensive sur toute une série de fronts, ne peut à l'évidence être dépassée par des rappels de principes, par un renvoi aux classiques du marxisme. C'est un renouvellement complet des orientations stratégiques et des pratiques

politiques qui est en réalité nécessaire. Il n'y a pas à se raccrocher à l'âge d'or supposé des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, mais à prendre en compte les nouveaux développements de l'État capitaliste pour jouer sur ses contradictions. L'État capitaliste aujourd'hui n'est pas moins vulnérable que celui d'hier, d'une certaine façon il l'est même plus et toute une série de points de faiblesse sont visibles dès maintenant. L'État supporte, par exemple, de plus en plus mal la centralité politique, c'est-à-dire un jeu politique qui se donne pour objectif la synthèse des intérêts opposés et divers présents dans la société, il tend par conséquent à émettre les expressions politiques et à restreindre la démocratie. C'est ce que le mouvement ouvrier doit précisément combattre, non pas en essayant de revenir en arrière à la synthèse politique de l'État-Providence, à sa façon de transmuter idéalement les intérêts particuliers en intérêt général, mais en promouvant une centralité politique différente, qui rassemble, unifie toutes les mises en question des rapports de travail, des diverses formes d'oppression. Il ne s'agit plus de gérer le politique, mais de le recréer en cassant ses relations étroites à l'étatique.

Note :

[1] On peut se reporter aux œuvres récemment parues en français de Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, éd. Christian Bourgois, et d'Antonio Negri, *la Classe ouvrière contre l'Etat*, éd. Galilée.

Deuxième épisode : extrait de la première partie de l'ouvrage (pp.49-62). Ce texte a été publié initialement dans *Critique Socialiste*, n° 1, mars-avril 1970.

Classe et parti

Le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes occidentaux a vécu de longues années après la Deuxième Guerre mondiale sous l'influence d'un discours idéologique trompeur et démobilisateur : celui de l'intégration de la classe ouvrière au régime capitaliste sous le poids d'un déterminisme technologique irrésistible. Comme tout discours de ce genre, il s'appuyait naturellement sur des faits troublants, justifiant apparemment le pessimisme ou l'acquiescement à cette intégration supposée. La classe ouvrière des pays en question semblait s'adapter avec une parfaite aisance aux conditions du développement économique capitaliste et accepter la perspective d'une amélioration lente de son sort comme la seule perspective possible. L'image qu'on se faisait de la dynamique sociale, des milieux sociaux-démocrates aux protestataires comme Herbert Marcuse en passant par certains secteurs communistes, était marquée par la croyance en une technicisation de plus en plus poussée du pouvoir capitaliste. En d'autres termes, la réalité de l'exploitation et du despotisme capitaliste reculait devant l'expansion de la technologie et des techniques de résolution des conflits ou de diminution des tensions. Le capitalisme s'insinuait à ce point dans la technique qu'il en épousait la neutralité sociale. Sans doute ne manquait-il pas de non-conformistes pour dénoncer les méfaits de ce monde technicisé et pour surajouter au discours sur l'intégration un discours sur l'aliénation par la technique, mais il n'apparaissait que comme une des mille variantes de la critique de la civilisation.

Depuis Mai 68, les luttes ouvrières de France, d'Italie, de Belgique, d'Espagne et de Scandinavie sont venues bousculer tout cet édifice. De nouvelles questions sont maintenant formulées. L'intégration n'est-elle pas plutôt le fait des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière ? N'est-elle pas, par conséquent, de nature essentiellement politique ? Ne faut-il pas de ce fait la ramener à des erreurs d'orientation stratégique et à des concessions opportunistes ? Questions fort pertinentes qui risquent cependant de conduire à des discours tout aussi idéologiques, si l'on ne se pose pas le problème des rapports fort complexes qui existent entre la classe et ses organisations, entre la classe telle que la façonne et la re façonne la reproduction élargie du capital et du système d'une part, les organisations telles qu'elles se modèlent elles-mêmes par leur pratique et par les relations qu'elles établissent avec les réactions quotidiennes de la classe d'autre part. Il reste par ailleurs à formuler en termes précis le problème plus général de l'organisation de la classe elle-même, c'est-à-dire des conditions de son intervention autonome et de son mouvement autonome d'appropriation de la technique et du savoir.

Marx, on l'ignore trop souvent, ne se représentait pas la lutte des classes au niveau de la production comme un affrontement simple, exempt de toute ambiguïté pour la conscience des participants ou réductible par exemple au choc de ceux qui sont destinés à commander et de ceux qui sont voués à obéir (selon un modèle applicable à presque toutes les sociétés). Pour lui, l'usage capitaliste des machines (et de la technologie), c'est-à-dire la transformation des moyens de production en capitaux à mettre en valeur par la production, entraînait la soumission de la force de travail aux impératifs de l'accumulation du capital, non comme la soumission d'un collectif de travailleurs solidaires, mais comme la soumission d'une collection lâche de possesseurs individuels d'une force de travail. L'échange libre de la force

de travail contre le salaire (capital variable) hors de la production, condition préalable au rassemblement des ouvriers dans les mêmes lieux de travail, impliquait en même temps leur entrée dans l'organisation capitaliste du travail comme individus isolés.

Dans le livre premier du *Capital*, Marx dit très clairement à ce sujet : « Aux débuts du capital, son commandement sur le travail a un caractère purement formel et presque accidentel. L'ouvrier ne travaille alors sous les ordres du capital que parce qu'il lui a vendu sa force : il ne travaille pour lui que parce qu'il n'a pas les moyens matériels pour travailler à son propre compte. Mais dès qu'il y a coopération entre des ouvriers salariés, le commandement du capital se développe comme une nécessité pour l'exécution du travail, comme une condition réelle de production. Sur le champ de la production, les ordres du capital deviennent dès lors aussi indispensables que le sont ceux du général sur le champ de bataille [...] Cette fonction de direction, de surveillance et de médiation devient la fonction du capital dès que le travail qui lui est subordonné devient coopératif, et comme fonction capitaliste elle acquiert des caractères spéciaux [...] Entre les mains du capitaliste, la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore et éminemment la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite. »

Dès lors, si les ouvriers entrent dans le procès de travail sans avoir de prise sur ses tenants et aboutissants, ils ne peuvent être maîtres de leur propre collaboration et démêler immédiatement la double nature de la fonction de direction qui leur fait face. Marx observe sur ce point : « La coopération d'ouvriers salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les occupe simultanément. Le lien entre leurs fonctions individuelles et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. L'enchaînement de leurs travaux leur apparaît idéalement comme le plan du capitaliste, et l'unité de leur corps collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but », ou encore : « Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital, mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier d'existence du capital. La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleur collectif est, par conséquent, force productive du capital. Les forces sociales du travail se développent sans être payées dès que les ouvriers sont placés dans certaines conditions, et le capital les y place. Parce que la force sociale du travail ne coûte rien au capital et que, d'un autre côté, le salarié ne la développe que lorsque son travail appartient au capital, elle semble être une force dont le capital est doué par nature, une force productive qui lui est immanente. »

La classe ouvrière, donc, organisme actif du processus social de production, est dans l'incapacité de s'affirmer d'emblée comme force collective organisatrice, la division capitaliste du travail, telle qu'elle se manifeste au niveau de l'entreprise, la dépouille de ce que Marx appelle les puissances intellectuelles de la production (c'est-à-dire de la force combinée des savoirs dispersés entre les participants du processus de production que le capitaliste s'approprie en grande partie, sinon en totalité, par son système de contrôle de l'information, par sa monopolisation des tâches de commandement, par la disposition de son réseau hiérarchique). On s'explique ainsi que les travailleurs apparaissent spontanément comme le jouet du progrès technique, comme la matière première sans cesse malaxée et triturée par une technologie dont le capitaliste n'est que l'agent ou l'interprète. Mais en réalité, ce mouvement

n'a rien d'aveugle, pas plus qu'il n'est la marche en avant d'une rationalité en soi. Il est partie intégrante de la reproduction élargie du capital qui implique à la fois l'élargissement de la base technique de la production (en fonction de la concurrence et de la recherche de la plus-value relative) et la reproduction de la classe ouvrière en tant qu'agent passif de valorisation du capital, en tant que simple valeur d'usage aux vertus, il est vraie, merveilleuses (produire plus que ne coûte son entretien). Il ne s'agit pas d'une adaptation abstraite des hommes au progrès technique, mais d'une récréation incessante du despotisme capitaliste, de ses formes, de ses auxiliaires (les différents préposés à la surveillance et au commandement), de ses moyens (la redéfinition des tâches d'exécution, même lorsque l'élément intellectuel ne peut en être absent), des conditions de sa cohésion (conciliation d'un processus matériel de production et d'un processus d'extraction de plus-value). Qu'on se rappelle les paroles célèbres du *Manifeste communiste* : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de travail et par cela même les rapports de production et tout l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien de leur mode traditionnel de production était au contraire la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures. Ce qui distingue donc l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est la transformation incessante de la production, l'ébranlement continu des situations sociales, l'agitation et l'incertitude éternelles. » Dans la même veine, Marx note dans *le Capital* : « L'industrie moderne ne considère et ne traite jamais comme définitif le mode actuel d'un procédé. Sa base est donc révolutionnaire, tandis que celle de tous les modes antérieurs était essentiellement conservatrice. Au moyen de machines, de procédés chimiques et d'autres méthodes, elle bouleverse avec la base technique de la production, les fonctions des travailleurs et les combinaisons sociales du travail, dont elle ne cesse de révolutionner la division en lançant sans interruption des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans une autre. »

Mais, et c'est là le revers de la médaille, le capital n'est pas totalement maître de sa création. Tout en produisant et en reproduisant le prolétariat moderne, il produit et reproduit, aussi inéluctablement, la résistance ouvrière, car il ne peut subordonner complètement les travailleurs, leur donner la plasticité suffisante pour en faire de simples facteurs de production ou les transformer en rouages parfaitement huilés de son mécanisme d'extraction de la plus-value. Les transformations des rapports sociaux et des relations de production modifient profondément les relations des ouvriers avec leur environnement naturel et technique, élargissent leur horizon intellectuel malgré les effets de la division du travail au stade de la production et font naître chaque jour des besoins nouveaux chez eux. Le travail ne peut, de ce fait, être réduit à une simple dépense d'énergie, pas plus que la vie hors de la production (consommation, loisirs, relations familiales et d'amitié) ne peut être réduite à une simple phase de récupération. D'un côté l'ouvrier est un simple support des rapports de production, de l'autre il dépasse les limites de cette situation en cherchant à nier sa condition de travailleur salarié par les réactions les plus diverses, et cela dès les débuts du capitalisme (luddisme, évasion individuelle, absentéisme, etc.). Pour faire rentrer la force de travail dans le rang, et cela même quand la résistance ouvrière ne prend pas la forme d'une rébellion ouverte, les capitalistes sont contraints à une véritable fuite en avant, à une révision perpétuelle de leur système d'encadrement du travail, à un réajustement permanent des méthodes à employer pour obtenir le consentement des exploités. En dehors même de ce qui est connu et enregistré par les canaux officiels de l'opinion publique, il y a une lutte des classes souterraine que le capitalisme traîne avec lui sans pouvoir s'en dépêtrer, serait-ce dans les périodes de plus grande prospérité.

De plus, il est inévitable que les individus qui composent la classe ouvrière s'aperçoivent dans

les grandes concentrations industrielles où ils sont rassemblés qu'ils ont des intérêts communs face au patronat et que l'exploitation est d'autant plus forte qu'ils sont plus dispersés et désunis dans leurs réactions. Un minimum de solidarité, pour empêcher le prix de la force de travail de tomber au-dessous de sa valeur (coût de sa reproduction en tenant compte d'un élément historique ou moral), apparaît alors indispensable avec toutes les conséquences que cela ne peut pas ne pas comporter sur le plan syndical et politique. C'est ce que Marx avait déjà très bien montré en 1847 dans *Misère de la philosophie* : « La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance-coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie de leur salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivés à ce point-là, l'association prend un caractère politique. Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Par là, la naissance, puis la permanence du mouvement ouvrier moderne s'explique parfaitement. Sa possibilité, son inéluctabilité même, sont inscrites dans les rapports de production capitalistes et dans les relations qu'entretiennent nécessairement exploiters capitalistes et exploités salariés. Il n'est pas le produit d'une propagande idéologique faite par des intellectuels révolutionnaires, mais le prolongement logique d'une révolte irréprouvable. Mais, et c'est là un point absolument capital, la constitution d'une force sociale ouvrière, son débouché inévitable sur la politique ne signifie pas pour autant que la classe ouvrière récupère sa force collective au niveau du processus de production, qu'elle s'approprie les puissances intellectuelles de la production et qu'elle s'affirme comme organisateur collectif de l'économie et de la société tout entière. Loin de là. La mobilisation ouvrière se réalise de façon primaire autour d'objectifs (salaire, défense et amélioration des conditions de vie) qui n'ont pas trait directement aux rapports de production, mais à la circulation et aux rapports de distribution. Si forte que soit l'aspiration ouvrière vers un autre type de société, vers d'autres relations sociales dans certaines périodes de fermentation, la coalition autour de tels objectifs ne supprime pas l'impuissance quotidienne devant le despotisme capitaliste, même si elle la tempère quelque peu, puisque l'organisation du travail et les mécanismes d'extraction de la plus-value restent pour l'essentiel hors de portée. Il s'ensuit d'ailleurs que les organisations syndicales et *a fortiori* les organisations politiques que construisent les travailleurs dans leur volonté de résistance sont largement extérieures à la réalité des relations de production, ne collent pas aux caractéristiques les plus essentielles de l'exploitation. A ce point de vue, elles ne sont pas l'organisation de la classe ouvrière (au sens de structuration interne de celle-ci), mais des organisations que la classe détache d'elle-même et à qui elle délègue la tâche de la défendre contre les effets les plus intolérables du régime capitaliste. En tant que corps

collectifs, elles ne sont pas directement l'expression de l'organisme ouvrier, même si elles lui sont indispensables pour dépasser le stade de la masse totalement manipulée par le capital.

Cette distance entre classe et organisations, qui témoigne du fait que l'affirmation de l'opposition ouvrière n'est pas pour autant libération des forces productives humaines asservies, donne évidemment à la bourgeoisie une très grande marge de manœuvre. Tous les moyens de conditionnement, matériels, politiques et idéologiques dont elle dispose, peuvent servir de façon permanente à augmenter encore un peu plus l'éloignement entre la masse ouvrière et ses représentants, pour faire des organisations issues de la classe des puissances étrangères à cette dernière, au même titre que la force collective de production des travailleurs devient la puissance étrangère de l'organisation capitaliste du travail. Ce conditionnement est en fait un élément essentiel de la reproduction du système et de ses rapports de classe, absolument complémentaire de la reproduction élargie du capital et de la force de travail. Toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis la deuxième moitié du XIXe siècle en est l'illustration, avec tous les débats qui se sont développés autour de la bureaucratisation et du révisionnisme comme adaptation à l'ordre bourgeois. Aussi faut-il bien se pénétrer de l'idée que les organisations ouvrières ne peuvent donner *a priori* l'assurance qu'elles sont immunisées contre la contamination bureaucratique et bourgeoise : instruments de combat nécessaires, elles sont aussi des champs de bataille et des enjeux pour les classes en présence. Des syndicats jaunes aux syndicats révolutionnaires d'orientation anarcho-syndicaliste, l'éventail des positions possibles est très vaste, et les liens que les organisations revendicatives peuvent entretenir avec la classe ouvrière extrêmement changeants. Il en est d'ailleurs de même sur le plan politique.

Pour reprendre les termes d'un vieux débat, on est conduit à constater que la révolte des travailleurs, que la résistance ouvrière, dans leur expression « spontanée », résultant de la position subordonnée et passive de la force de travail dans le processus de production capitaliste, ne mènent pas sans détours à une pratique révolutionnaire, c'est-à-dire à une mise en question irrévocable et sans ambiguïté de la société capitaliste. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nier que la classe ouvrière au travail soit dans une relation antagonique avec le capital, mais de comprendre que l'antagonisme en question ne peut être porté à son point d'incandescence par la seule confrontation des forces et des situations immédiatement données. A la résistance ouvrière contre l'exploitation capitaliste il faut ajouter un ingrédient particulier, l'orientation révolutionnaire, la politique révolutionnaire, élaborée, non dans la pratique quotidienne, mais en fonction d'une compréhension approfondie de l'ensemble des mécanismes sociaux et de l'objectif stratégique : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. De là, naît toute la thématique de l'avant-garde qui du dehors (mais de où précisément ?) doit apporter à la classe ouvrière la conscience de ses tâches historiques : c'est-à-dire créer un nouvel État et édifier de nouveaux rapports de production.

Suffit-il, cependant, que des intellectuels révolutionnaires élaborent une théorie et cherchent à la mettre en pratique en convaincant les travailleurs de sa justesse pour que la question soit réglée ? La difficulté est qu'une problématique de la conscience — l'avant-garde face à des masses arriérées qu'il faut faire progresser — ne dépasse pas la conception de l'organisation comme agissant pour le compte d'une classe ouvrière, elle-même incapable d'affirmer son hégémonie. On peut, bien évidemment, postuler que la classe passera d'une conscience latente à une conscience de classe développée par l'action de l'avant-garde, écartant peu à peu les voiles idéologiques qui obscurcissent la compréhension de la société d'exploitation comme un tout caractérisé par la complémentarité de ses éléments, mais on ne fait que repousser à plus tard la soumission à la spontanéité en espérant que dans une période de crise elle sera apte à

résoudre tous les problèmes. Dans cette optique, la lutte révolutionnaire n'est plus guère qu'une sorte d'attente messianique dans laquelle la part de la préparation politique est fortement minimisée, jusqu'à se réduire en réalité à une lutte idéologique axée sur la préservation de la pureté doctrinale. Contre un tel fatalisme on peut réagir en privilégiant encore un peu plus l'avant-gardisme du parti et voir en lui la seule expression authentique de la classe ouvrière, en même temps que l'instrument unique de la prise du pouvoir. Le parti est alors compris comme une sorte de phalange militaire dans laquelle la discipline et la préparation politico-technique de l'activité insurrectionnelle priment toutes les autres considérations. Le parti doit, certes, chercher à obtenir par son agitation, par sa dénonciation des méfaits du capitalisme le maximum de consentements parmi les masses, son activité d'organisation consiste toutefois et pour l'essentiel à sélectionner des cadres, à renforcer son organisation d'élite. Les mouvements profonds des masses, les courants souterrains qui les traversent dans leurs rapports à l'exploitation et à l'idéologie dominante sont dans cette perspective relativement secondaires. Ils n'ont d'intérêt pour le parti que s'ils peuvent être intégrés dans la stratégie de l'offensive à tout prix, c'est-à-dire lui fournissent un support.

Cette conception, dont le meilleur défenseur sur le plan théorique fut le communiste italien Amadeo Bordiga, marqua profondément les premières années de la III^e Internationale. La gauche du Parti communiste allemand (Ruth Fischer, Arkadi Maslow), certains courants du communisme hongrois la propagèrent avec ferveur. Le Ve Congrès de l'Internationale, en 1924, l'entérina en grande partie, sous l'impulsion de Zinoviev, alors en lutte contre Trotsky. Mais autant on peut admettre que ses partisans recherchaient sincèrement et même avec acharnement la voie révolutionnaire, autant il faut constater que la fétichisation du parti qu'elle comportait a eu des conséquences négatives. Elle prépare en fait la voie à la stalinisation des partis communistes dans la phase de stabilisation relative du capitalisme (1924-1929), dans la mesure où elle voyait dans l'avant-garde extérieure à la classe la seule incarnation du processus révolutionnaire. En 1928, au VI^e Congrès de l'Internationale, Staline imposa définitivement sa prédominance à partir d'une orientation gauchiste (la dénonciation de la social-démocratie comme social-fasciste), mais en instaurant en même temps une discipline absolue et une soumission complète des partis aux instances hiérarchiques de l'Internationale. Les conditions des tournants ultérieurs, de la pratique opportuniste des fronts populaires se trouvaient ainsi réunies, toutes les manœuvres devenant licites, à partir du moment où elles sont faites par un parti qui garde l'orthodoxie révolutionnaire.

Ceci dit, c'est seulement par une singulière distorsion des textes qu'on peut attribuer une telle conception du parti à Lénine. Depuis l'époque de *Que faire* jusqu'à ses derniers écrits, le problème du lien entre partis et masses n'a cessé d'être une de ses préoccupations. Après la révolution russe de 1905 et naturellement dans la période précédant immédiatement octobre 1917, il a souvent insisté sur la nécessité pour le parti de trouver le contact avec les organes ou organismes où s'expriment les masses (syndicats, associations populaires diverses, soviets, comités d'usine). *L'État et la révolution*, qui est sans doute son œuvre majeure, montre d'ailleurs à quel point il était soucieux de ne pas impartir aux masses ouvrières un rôle passif dans le processus de construction de l'État prolétarien. Il faut, en outre, ne pas oublier que les thèses des III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste sur le front unique prolétarien, sur les formes communistes d'organisation et où son empreinte est si forte, traduisent l'effort théorique maximum de l'Internationale pour établir entre les partis et la classe ouvrière une relation non paternaliste.

Il reste évidemment, malgré les indications précieuses qu'il nous a laissées sur la bureaucratisation dans sa théorie de l'impérialisme et dans les textes contre Staline de la fin de

sa vie, qu'il n'a pas produit une théorie totalement satisfaisante du parti révolutionnaire en pays capitaliste développé. Les difficultés considérables de la révolution russe après octobre 1917 — guerre civile et intervention étrangère, chocs avec une paysannerie enfermée dans l'horizon de la propriété privée, recul temporaire des forces productives et prostration du prolétariat industriel — ont accaparé son attention et l'ont détourné de la voie qu'il avait commencé à emprunter en avril 1917. Il fut amené par la pression des circonstances à voir dans le parti une sorte de substitut de la classe qu'il fallait absolument préserver contre les influences hostiles (anarchisantes, bourgeoises, petites-bourgeoises, etc.) en l'isolant et en le claquemurant vis-à-vis de l'extérieur, d'où l'interdiction des fractions au Xe Congrès du P.C. russe en 1921 et toutes les mesures qui pavèrent le chemin à Staline et à sa conception du parti-caserne.

En se posant le problème du parti révolutionnaire aujourd'hui, après le mouvement de mai-juin 1968 et le regain des luttes ouvrières dans le monde occidental, on ne peut donc faire l'économie d'une réflexion propre et se contenter d'un rappel aux classiques et aux principes. Il faut tenter de passer au crible les expériences passées et retrouver dans les actions révolutionnaires menées dans des pays capitalistes développés les éléments d'une solution. A cet égard la révolution allemande de 1918-1920 et la vague révolutionnaire qu'a connue l'Italie du Nord en 1919-1920 sont des mines d'enseignements. Les débats de l'extrême-gauche allemande d'alors sur les rapports entre partis, syndicats et conseils ouvriers et sur leurs poids et places respectifs dans le processus révolutionnaire ont encore maintenant beaucoup de choses à nous dire. Mais, dans le cadre limité de cet article, il est préférable d'examiner l'élaboration la plus achevée, la plus cohérente, celle de Gramsci, nourrie par la participation au mouvement des conseils ouvriers de la région de Turin et par la critique du vieux Parti socialiste italien qui avait adhéré à la IIIe Internationale sans modifier véritablement sa pratique.

Dans son règlement de comptes avec la tradition du socialisme italien, Gramsci ne mettait pas seulement en question l'opportunisme électoral ou parlementaire d'un Turati ou d'un Treves, mais aussi le maximalisme (d'ailleurs majoritaire depuis de longues années) qui prétendait faire entrer tout le cours révolutionnaire dans le lit du parti. Il incriminait, en particulier, la conception, alors fort répandue, qui voyait dans le système des sections du parti l'embryon du pouvoir prolétarien et voyait par conséquent la prise du pouvoir comme une prise du pouvoir par le parti. Pour lui, le parti né dans le camp de la liberté politique, c'est-à-dire dans les limites de la démocratie bourgeoise qui cantonne la liberté à une vie publique située hors de la production et du domaine du despotisme capitaliste, ne pouvait pas traduire adéquatement la mobilisation progressive des forces ouvrières, la transformation de leur révolte en une pesée de plus en plus forte contre l'organisation capitaliste du travail. Autrement dit, selon lui, le parti n'adhérait pas suffisamment à la vie profonde de la classe pour épouser tous ses mouvements et pour les guider à bon escient. Vivant essentiellement les combats limités et illusoire de la scène politique officielle, il ne pouvait qu'être très sensible aux mécanismes d'intégration propres à la démocratie formelle et cacher très souvent sous une phraséologie révolutionnaire une pratique tout à fait adaptée au système.

Dans son esprit, des critiques du même ordre devaient être dirigées contre les syndicats, organisations sans doute plus larges que les partis et plus proches de la vie quotidienne, mais fondées comme les partis sur les libertés consenties par la démocratie bourgeoise, et de plus vouées pour l'essentiel à la défense du niveau de vie des travailleurs. Pas plus que les sections du parti, les sections syndicales ne pouvaient de ce fait constituer le noyau essentiel de l'État prolétarien et exprimer directement le processus de libération des forces productives humaines

(la classe ouvrière) se soumettant véritablement les forces productives matérielles. Son intérêt se tournait par conséquent au-delà des organisations partiellement externes à la classe (partis, syndicats) vers les moyens d'organisation internes à la classe : les conseils d'usine englobant la totalité des exploités. C'est là qu'il trouvait l'embryon réel du nouvel État, c'est là qu'il trouvait les organismes collant directement à la réalité de la production, c'est là qu'était pour lui le lieu où la classe ouvrière en s'auto-organisant affirmait son hégémonie et posait sa candidature à la direction de la société. Aussi en tirait-il logiquement la conclusion que partis et syndicats, dans une perspective révolutionnaire, n'avaient pas d'autre rôle à jouer que celui de préparateurs idéologiques et politiques du mouvement des conseils d'usine en tant qu'organisation autonome des masses.

Malheureusement cette intuition profonde n'a pas eu son prolongement dans une théorisation précise de la dialectique parti-conseils, organisations partiellement séparées des masses et organisation propre à la classe. Dans ses écrits de 1919-1920, Gramsci n'a pratiquement pas abordé les problèmes précis du rôle du parti dans la lutte révolutionnaire et dans l'accouchement des organes de masse du type conseil. Par ailleurs, il a eu tendance dans son analyse de l'activité des conseils turinois à présenter l'organisation en conseils comme manifestant directement la libération des forces productives humaines et comme résolvant d'emblée les problèmes de la construction de l'État prolétarien (conception qui fait d'une lutte encore très largement économique en fonction d'un horizon encore restreint une lutte déjà entièrement politique). Et, de fait, en opposant trop abruptement le volontarisme du parti (négatif) à l'organicisme du conseil (positif), il fut largement désarmé au sein du Parti communiste italien face à Bordiga qui, après 1920, put se prévaloir de l'échec des conseils. Par la suite, dans ses cahiers de la prison, il procéda lui-même à une réhabilitation du parti en tant que prince « moderne », décisif pour tous les affrontements de classes.

On peut en tirer la conclusion que le rôle du parti ne peut être réduit au rôle de conseiller idéologique, de propagandiste en faveur de l'organisation autonome des masses ouvrières. Bien au contraire, il doit être un initiateur du devenir – organisation de la classe par l'impulsion qu'il donne aux luttes de masse. En se saisissant dans sa séparation par rapport à la classe, il doit se fixer comme objectif permanent de la surmonter et de fournir aux masses les moyens de leur organisation (moyens idéologiques, politiques, logistiques et humains). En d'autres termes, il doit établir des relations de réciprocité avec les masses, dans la lutte pour leur libération, seule garantie contre les dégénérescences bureaucratiques. Le parti n'est pas « la classe pour soi », il n'est qu'un instrument absolument indispensable à la classe qui doit le contrôler étroitement. Parti obstacle à la révolution socialiste ou parti ferment de la révolution, il n'y a pas de moyen terme.

Il faut le répéter, le parti n'a pas à être considéré comme un parti-sanctuaire où l'on vient rendre un culte à la classe ouvrière. Sa première tâche est de desserrer l'étreinte de l'État bourgeois autour des travailleurs, étreinte qui sous ses diverses formes (répressives, politico-culturelles) tend à rendre la classe exploitée étrangère à toute organisation pour la faire rentrer tout entière dans les rapports de production capitalistes pour la réduire à l'état de simple moyen de production. Il ne peut mener cette lutte éminemment politique à partir de la seule utilisation des mécanismes de la politique traditionnelle — élément d'atomisation des travailleurs, il lui faut pour cela trouver la jonction avec la résistance ouvrière — limite insurmontable sur laquelle le capital se casse toujours les dents — et joindre lutte politique et lutte économique jusqu'à ce qu'elles se fondent en un mouvement politique de masse à objectifs révolutionnaires. En un sens, le parti qui regroupe des individus d'origines sociales diverses (même si la majorité d'entre eux est d'origine ouvrière) apporte les analyses et

l'orientation révolutionnaire à la classe de l'extérieur (de l'extérieur de son expérience quotidienne), mais lui-même ne peut parvenir à ces analyses et à cette orientation qu'en se plaçant du point de vue du prolétariat et des forces productives humaines asservies, qu'en saisissant la dynamique du système à partir du rapport capital-travail et qu'en vérifiant la validité de ses interventions par le degré d'auto-organisation de la classe. Le parti a un rôle moteur pour aider la classe ouvrière à sortir de l'organisation capitaliste du travail et des autres domaines de la sociale, mais il lui faut accepter d'être mû à son tour par le mouvement qu'il a suscité. C'est seulement en détruisant elle-même l'État capitaliste et le système de la grande industrie capitaliste que la classe ouvrière pourra commencer à se libérer elle-même et toutes les forces productives dans la transition vers le socialisme.

Troisième épisode (en deux livraisons) : extrait de la troisième partie. C'est un long compte-rendu critique d'un livre de Nicos Poulantzas, publié dans la revue *Critiques de l'économie politique*, n° 19, janvier-mars 1975.

État et classes sociales

Sur un livre de Nicos Poulantzas

Dans son nouveau livre *les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Nicos Poulantzas s'est efforcé de préciser et de corriger, mais aussi d'élargir la problématique du pouvoir et des classes qui est la sienne depuis *Pouvoir politique et classes sociales*, paru en 1968. Il ne s'agit plus seulement pour lui de procéder à la mise au point de définitions ou à des classifications permettant une première mise en ordre d'une matière particulièrement touffue, il s'agit de passer à une théorisation plus poussée des rapports de classes dans les sociétés capitalistes contemporaines afin de mieux saisir leurs mouvements. Il ne faut donc pas s'étonner si l'on trouve dans l'ouvrage beaucoup plus de références aux phénomènes et à l'empirie en général, et si l'étude des transformations sociales récentes est au centre de l'intérêt. Nicos Poulantzas ne craint pas de prendre parti dans des questions complexes et très controversées : internationalisation du capital, existence ou non d'une nouvelle petite bourgeoisie, etc., en s'éloignant des sentiers abrités de la prudence académique. Cela fait tout le prix de son travail pour ceux qui ne se satisfont pas d'abstractions désincarnées, et il apparaît indispensable, pour en faire un compte rendu sérieux, correspondant à son importance, de ne pas éviter la discussion de fond, voire la polémique.

L'introduction, consacrée à la reproduction élargie des classes sociales, a manifestement pour objectif de combattre les idées fausses que l'on peut se faire sur les classes. Nicos Poulantzas y prend ses distances par rapport aux conceptions structuralistes ou économistes — Balibar y est nommément visé [1] — et explique qu'il n'est pas possible de parler de classes sans parler simultanément de luttes de classes. Il écrit (p. 16) : « Les classes sociales recouvrent des pratiques de classe, c'est-à-dire la lutte des classes, et ne sont posées que dans leur opposition. » Pour lui, il importe donc, au premier chef, de déterminer ces pratiques matérielles de classe dans toutes leurs dimensions, c'est-à-dire bien au-delà du seul domaine de l'économie. Reprenant et développant à ce niveau une thèse élaborée dans son premier ouvrage, il souligne que les classes se manifestent de façon constante au niveau idéologique et au niveau politique : elles ont une place (de subordination ou de domination) dans les rapports politiques et idéologiques comme elles occupent une place spécifique dans les rapports économiques. On serait tenté de dire fort bien, après ces considérations à notre sens tout à fait convaincantes, mais la poursuite de la lecture montre toutefois que toutes les ambiguïtés sont loin d'être levées. Nicos Poulantzas récuse, comme on s'en doute, les conceptions qui identifient les pratiques de classe avec des positions conjoncturelles prises par telle ou telle fraction de classe, il récuse également les conceptions qui étalonnent ces pratiques de classe en fonction d'une norme (le maximum de conscience possible, etc.). On s'attend donc à trouver une délimitation rigoureuse du fondement objectif de la lutte des classes, une explication qui permette de comprendre les permanences et les variations d'une lutte des classes, moteur de l'Histoire. Or, il n'en est rien, puisque la lutte des classes apparaît tout au long de cette introduction comme une sorte de donnée première, absolue et irrécusable au point de ressortir parfois à des métaphores comme l'instinct de classe. Le fait est d'autant plus

regrettable que Nicos Poulantzas en fait, à juste titre, un élément essentiel de la reproduction sociale (la reproduction élargie des classes sociales) contre ceux qui surestiment les appareils scolaires, et qu'il nous invite à concevoir les affrontements de classes, non en termes métaphysiques, mais dans leur double potentialité, conservation ou subversion du régime capitaliste.

A l'origine de cette difficulté, il y a, croyons-nous, une critique restée à mi-chemin de la conceptualisation des rapports de production faite par Balibar dans *Lire « le Capital »*. En effet, lorsque Nicos Poulantzas fait référence aux rapports de classe dans la production, il reste dans les limites d'une définition structurale des rapports de production comme combinaison d'éléments (relations des non-travailleurs et des producteurs immédiats aux objets et aux moyens de travail) et laisse échapper par là des déterminations fondamentales comme l'extériorité ou l'autonomisation des relations sociales de production par rapport aux individus ou aux groupes. En d'autres termes, il ne s'aperçoit pas que les relations aux objets et aux moyens de travail ne sont pas premières, mais qu'elles sont médiées par la cristallisation en puissances autonomes des relations de production ou d'échange de marchandises et de capitaux (dont les objets et les moyens de travail ne sont que les supports). C'est pourtant ce qui explique que Marx puisse parler de phénomènes aussi étranges que des rapports sociaux des produits du travail au-delà des individus, ou de rapports de valeur des produits du travail qui n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique, et que tout cela puisse être présenté par lui comme une conséquence nécessaire de rapports établis entre échangeurs de marchandises et de capitaux, de telle façon que les individus n'ont de liens sociaux que par l'intermédiaire de la production et de l'échange de valeur et non de valeurs d'usage. C'est ce qui explique également que Marx puisse saisir très largement la dynamique sociale en termes de métamorphoses des formes et de rapports de formes sociales (forme valeur, forme marchandise, forme monnaie, etc.) se passant dans le dos ou par-dessus la tête des agents de production, c'est-à-dire au-dessus des relations conscientes que les individus entretiennent les uns avec les autres et avec leur environnement social. En bref, la production capitaliste en tant que production de valeurs produit nécessairement le fétichisme, c'est-à-dire la perception par les individus de leurs propres connexions sociales comme autant de relations entre les choses [2].

Tout cela — la théorie de la valeur — nous permet d'entrevoir pourquoi la lutte des classes est inéliminable — les détenteurs de capitaux ne peuvent pas ne pas tenter de tirer le maximum de plus-value possible, et les vendeurs de force de travail ne peuvent pas ne pas tout faire pour réduire la part du travail non payé —, mais en même temps aveugle dans son mouvement spontané — la classe exploitée se heurte aux rapports de production comme à une seconde nature ou comme à la force des choses. Au-delà de ce qu'affirme Nicos Poulantzas — l'existence de pratiques matérielles de classe —, il faut donc pousser plus loin l'explication et saisir que l'autonomisation des relations de production par rapport aux travailleurs (dont la séparation par rapport aux moyens de production n'est qu'un aspect) implique l'autonomisation des formes sociales, des formes intellectuelles objectives (les catégories de l'économie démontées par Marx) et plus généralement des formes d'organisation par rapport aux travailleurs exploités. En ce sens, on ne peut se contenter de constater l'existence de niveaux différents de la pratique sociale, ni non plus de dire qu'ils jouent chacun un rôle dans la détermination des classes sociales, il faut aller plus loin en analysant plus précisément leurs relations. L'économie est le lieu où se nouent les relations fondamentales d'extériorité des liens sociaux et, de ce fait, il retentit profondément sur les deux autres niveaux qui, à bien des égards, ne font que le prolonger et le redoubler (l'idéologie et la politique comme puissances étrangères pour la classe ouvrière), mais lui-même ne peut assurer son existence que grâce à

l'autonomisation de formes étatiques (le politique comme sphère particulière de l'organisation) et de formes idéologiques (systèmes de codes et de signifiants autonomes). Il y a, en fait, compénétration des différentes modalités de pratique sociale dans les relations de classe les plus quotidiennes, et il ne faut prendre la métaphore des instances qu'avec beaucoup de précautions. Nicos Poulantzas le pressent à plusieurs reprises et il indique même (p. 35) que la théorie du fétichisme (qui explique effectivement cette intrication) pourrait être très féconde, mais il reste prisonnier d'une distinction intemporelle, supra-historique des niveaux du social, qui ne s'articulent selon lui que sur la base de leur hétérogénéité, de leurs différences affirmées : les instances ont des effets les unes avec les autres, elles ne s'interpénètrent pas à proprement parler. Il en résulte de nombreuses difficultés qu'il faut beaucoup de virtuosité pour lever, au moins apparemment. A titre d'exemple le plus significatif, on peut prendre le problème de l'État. Nicos Poulantzas refuse justement de faire des organismes étatiques des réalités sociales supérieures, coiffant souverainement tout l'ordonnement des rapports sociaux (la rationalité au sens hégélien), ou de simples instruments pour ajuster les groupes les uns par rapport aux autres (pp. 29-30), mais, ces précautions prises, il lui est à peu près impossible de fonder la spécificité de l'État et de ses appareils, ou d'une instance juridico-politique. L'État, se contente-t-il de nous dire, est une condensation des rapports sociaux, ce qui ne comporte aucune indication claire sur le comment et le pourquoi de cette condensation. Autrement dit, on ne sait pas pourquoi il y a un État qui s'élève au-dessus des relations sociales « ordinaires », pourquoi les possesseurs de marchandises et de capital ne peuvent définir un « intérêt général » qu'en dehors de leurs relations immédiates et pourquoi cet « intérêt général » se présente lui aussi comme une puissance étrangère aux producteurs de plus-value. On voit bien pourquoi Nicos Poulantzas est réticent à penser cette séparation État-société, à laquelle Lénine attribuait tant d'importance : il craint à l'évidence de retomber dans les catégories hégéliennes de l'État et de la société civile (la sphère des besoins). Mais il oublie aussi que le Marx de la maturité a montré que l'autonomisation de l'État en tant qu'extériorité du politique par rapport au social, n'est que la conséquence ultime et la sanction nécessaire de l'extériorité des relations de production par rapport aux agents de la production. L'État ne surmonte pas les contradictions sociales (il n'est pas le servo-régulateur d'une circulation des valeurs marchandes entre sujets égaux), il les contient et les perpétue en organisant la domination des formes abstraites de l'organisation sur les organisés, c'est-à-dire en reproduisant grâce à une catégorie sociale séparée — la bureaucratie — les formes intellectuelles objectives, alliées aux cristallisations organisationnelles correspondantes (les différentes institutions) nécessaires à l'atomisation des exploités et à la régulation des rapports entre possesseurs de capitaux.

Ces réticences de Nicos Poulantzas devant la théorisation de l'État « séparé » ont évidemment des conséquences négatives, lorsqu'il essaye de déterminer le statut des appareils d'État (par opposition au pouvoir d'État). Il dénonce le piège des conceptions wébériennes qui donnent aux institutions, « au pouvoir », l'antériorité sur les rapports de classe, subtilement il prend même ses distances par rapport aux conceptions althussériennes qui font d'une grande partie des appareils d'État (les appareils idéologiques d'État) la matérialisation ou l'incarnation de l'idéologie en observant que c'est la lutte des classes à tous les niveaux qui commande aux appareils (p. 32), mais lui-même ne va pas plus loin que la prise en considération du pour et du contre de la formule althussérienne, et se perd finalement en formulations extrêmement balancées et prudentes. Il ne peut donc concevoir que les appareils d'État ne sont pas une simple condensation des rapports de classe, mais une partie intégrante de ces rapports ou encore un élément décisif de leur constitution et des relations inégales, asymétriques, différentes, que les classes nouent entre elles. Il lui échappe par là que les rapports de domination-subordination au niveau politique et idéologique (dont il fait d'ailleurs état pour

définir les classes) relèvent d'une domination et d'une subordination spécifiées par des excroissances sociales objectives et fétichisées qui délimitent le champ d'action des individus. La classe ouvrière n'est pas seulement dépossédée des moyens de production et dépouillée de la puissance collective développée dans le processus du travail, elle est aussi dépossédée des moyens fondamentaux de l'organisation sociale collective. C'est la séparation même de l'État par rapport aux masses qui en fait un moyen d'expression de classe et le pendant nécessaire de l'exploitation économique : le politique est en somme présent dans le rapport social de production pour en parfaire la cohésion. On comprend mieux alors pourquoi la lutte des classes peut apparaître sous un double éclairage, d'une part comme aiguillon de l'accumulation capitaliste, en stimulant la recherche de la plus-value relative, d'autre part comme une mise en question radicale des formes sociales fétichisées (rapports sociaux en extériorité combinés avec des catégories mentales objectivisées) lorsqu'elle tend à restituer aux travailleurs les forces collectives de l'organisation économique et politique dont ils sont dépouillés. Aussi bien est-ce un contresens d'interpréter les références faites par Marx à la « classe en soi » et à la classe « pour soi » dans *Misère de la philosophie* (œuvre du début de la maturité) en termes de résidus hégéliens. Dans le premier cas, Marx dessine les contours d'une lutte de classes où le prolétariat n'arrive pas à secouer le joug des formes sociales capitalistes, dans le second cas il brosse le tableau d'une lutte de classes où le prolétariat pense et organise sa propre résistance à l'exploitation, c'est-à-dire cherche consciemment à renverser des barrières sociales (rapports sociaux en extériorité, catégories économique-politiques fétichisées) qui s'opposent à son émancipation. Il nous invite par conséquent à ne pas considérer la lutte de classes dans ses seules déterminations générales, mais aussi en fonction du stade atteint par la lutte ouvrière dans son combat pour la réappropriation des forces collectives, déployées et perdues dans les rapports sociaux. C'est dire que le degré d'organisation de la classe ouvrière (de l'économisme à l'auto-organisation révolutionnaire), ses relations aux syndicats et aux partis qui se réclament d'elle, son rapport à l'État (intégration ou dissidence) sont des éléments décisifs de la reproduction élargie des classes sociales, que l'on considère l'économique (le taux d'exploitation), l'idéologique ou le politique (stabilité ou instabilité du système social). Nicos Poulantzas en a l'intuition, mais ses propres incertitudes l'empêchent de l'explicitier.

La deuxième partie de l'ouvrage traite de l'internationalisation des rapports capitalistes et de l'État-nation. Placée avant l'étude de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie en tant que classes, elle présente l'intérêt considérable de traiter des problèmes généraux de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, plus particulièrement dans les pays capitalistes avancés ou métropoles impérialistes. N. Poulantzas, à l'évidence, n'entend pas se laisser enfermer dans une vue étroitement nationale des rapports de classe alors que tout le contexte économique est marqué par l'action des firmes multinationales et des « conglomérats ». La question qu'il pose et à laquelle il essaye de répondre : « Existe-t-il des bourgeoisies nationales ? » est effectivement fondamentale. De la réponse qu'on lui donne dépendent effectivement beaucoup de choses : le cadre géo-politique des interventions ouvrières et des éventuelles crises révolutionnaires, les modalités d'organisation de la classe ouvrière, etc. L'enjeu est donc d'importance et Nicos Poulantzas essaye de procéder à l'examen de la question en dépassant les vues unilatérales de ceux qui, tel Ch. Palloix, ne l'envisagent guère que sous l'angle de la circulation du capital ou de ceux qui ne tiennent compte que de l'exportation des marchandises. Il nous laisse donc espérer une analyse basée sur l'unité contradictoire du processus de production et du processus de circulation à l'échelle mondiale, le tout pouvant être couronné par un début de théorisation sur le processus d'ensemble de la production capitaliste. On ne peut cependant dissimuler une certaine déception devant la façon dont ces promesses sont tenues ou plus exactement ne sont pas tenues. Au départ, Nicos

Poulantzas ne semble pas éprouver le besoin de revenir sur les problèmes théoriques que Marx s'était posés à propos du commerce mondial, et à propos de la concurrence entre capitaux à l'échelle internationale. Il ne se demande pas, en particulier, si l'on peut aujourd'hui postuler la formation d'un taux de profit moyen à l'échelle mondiale en même temps que l'alignement des prix du marché mondial sur des prix de production et si les raisons qui poussaient Marx à rejeter de telles hypothèses ne sont pas toujours d'actualité. S'il l'avait fait, il aurait lui-même constaté qu'il est impossible de suivre cette conception (de l'égalisation des taux de profit nationaux) sans admettre des absurdités (l'égalisation des conditions de production et de circulation des capitaux). Aussi, sans s'en rendre compte, appuie-t-il ses analyses sur des assertions parfaitement contradictoires, d'une part une sorte d'homogénéité de l'espace économique mondial où le capital se meut et se produit sans se préoccuper des frontières économiques, d'autre part l'inégal développement de la production du capital et de la plus-value. En fait, il passe de l'un à l'autre pour les besoins de ses démonstrations sans y voir malice [3].

La thèse principale de Nicos Poulantzas tient en peu de mots : l'internationalisation du capital a déjà atteint un stade très avancé, au point de se subordonner les États nationaux, et elle s'opère sous la domination décisive du capital américain. Pour cela il se base d'ailleurs sur des faits incontestables : l'ampleur des investissements américains en Europe, leur pénétration dans des branches très importantes de l'industrie, la prédominance américaine dans la formation des firmes multinationales et sur le marché de l'argent. Il souligne également l'apparition de formes nouvelles de la division internationale du travail et d'internationalisation de la production sous forme d'intégration des procès de travail (établissements répartis sur plusieurs pays). Il écrit à ce sujet (p. 65) : « L'intégration des procès de travail à l'intérieur d'une firme à l'échelle internationale peut prendre plusieurs formes. Il peut s'agir d'une intégration verticale, chaque filiale dans un pays étant chargée d'un stade de production ou d'une série de composants et parties d'un produit ou d'un groupe de produits : cas classique de l'I.B.M. Il peut s'agir également d'une intégration horizontale, chaque établissement ou filiale se spécialisant, d'un bout à l'autre, dans la production de produits qu'ils échangent entre eux : cas de la Ford. Cette production intégrée est d'ailleurs souvent partiellement réalisée à travers plusieurs branches dans les formes actuelles de conglomérat. Quoi qu'il en soit, ces formes de socialisation des procès de travail, même si elles ne constituent pas encore la forme dominante de la concentration internationale du capital, constituent en tout cas la tendance la plus marquée : elles font en fait partie d'un procès bien plus large de socialisation internationale du travail. »

A partir de ces constatations, les conclusions que l'auteur veut clairement nous faire tirer sont que les capitalistes européens ou japonais, que leurs assises soient nationales ou internationales, sont en perte de vitesse. Pour lui, les capacités autonomes d'accumulation des firmes capitalistes non américaines sont de plus en plus résiduelles et on s'avance à pas de géant vers une situation où les contradictions intercapitalistes et interimpérialistes seront des contradictions entre firmes multinationales sous direction américaine. Peu importe à cet égard que les Européens ou les Japonais augmentent massivement leurs exportations de marchandises à l'échelle mondiale, s'ils deviennent de plus en plus des sous-traitants ou des sous-ordres du capital américain dans la production.

Mais on peut toutefois être sceptiques sur cette conclusion tout en acceptant les prémisses du raisonnement. Nicos Poulantzas ne prouve nulle part que la dynamique globale de l'accumulation du capital dépend déjà en Europe et au Japon de la stratégie appliquée par le capital financier d'Amérique du Nord. Il ne montre nulle part que la concurrence entre firmes

américaines et européennes dans les différentes parties du globe pourrait être attribuée aux effets indirects des affrontements américains les plus importants. Il ne fait, en réalité, qu'extrapoler à partir des tendances actuelles à l'internationalisation du capital sans essayer d'analyser l'extrême inégalité du développement par lequel elle s'exprime. Historiquement, l'internationalisation du capital a commencé par l'internationalisation de la circulation (capitaux, marchandises) pour s'étendre peu à peu à la production et s'accélérer dans les vingt dernières années, mais le processus n'a rien de linéaire. Le capital-argent à la recherche de profit va s'investir là où les conditions d'extraction de la plus-value lui paraissent plus favorables que dans sa zone d'origine. Pour cela, il lui faut s'adapter à des conditions de production et de circulation qu'il est difficile de maîtriser complètement (surtout dans les grandes métropoles impérialistes), et qui très vite peuvent se révéler défavorables (d'où des fermetures d'entreprises et des replis sur d'autres zones). Même dans les cas peu nombreux où les monopoles américains semblent contrôler entièrement une branche (voir pp. 71-73), ils ne sont à l'abri ni du regroupement de concurrents jusqu'alors très inférieurs, ni de l'apparition d'innovations technologiques, ni de la constitution de nouvelles branches. On peut par ailleurs s'interroger sur la puissance financière qui serait nécessaire à des trusts internationaux comme l'I.T.T. ou l'I.B.M. afin d'établir un contrôle durable sur l'offre et la demande à l'échelle mondiale. A la vérité, si les monopoles américains à extension internationale ont une préséance indéniable sur le marché international, ils n'apparaissent pas capables, malgré leur gigantisme, de se prémunir contre les surprises et encore moins de réduire les échanges qui peuvent se produire entre leurs filiales à des échanges « techniques » entre des établissements répartis rationnellement sur le territoire de la planète. Ils dépendent, pour une bonne part, des différentes conjonctures zonales ou nationales et, pour une très large part, de leur propre aptitude à produire de la plus-value dans leurs établissements essentiels.

De ce point de vue, Nicos Poulantzas ne se demande pas assez si l'exportation de capital américain ne s'est pas accompagnée d'un affaiblissement relatif de l'appareil américain du Nord d'extraction de la plus-value par rapport à ses principaux concurrents. Sans doute peut-on observer depuis plusieurs années une tendance à l'égalisation des conditions de production entre l'Amérique du Nord et l'Europe ou le Japon (productivité du travail, rémunération du travail), mais elle n'est pas encore telle que les firmes européennes ou japonaises ne puissent jouer dans de nombreux cas sur des avantages de rentabilité (c'est ce qui attire les capitaux américains à l'étranger et affaiblit en même temps la dynamique de l'accumulation du capital aux États-Unis). Les protestations de nombreux économistes américains à propos des effets négatifs de l'exportation du capital sur les États-Unis eux-mêmes (faible accumulation du capital, diminution du taux de croissance à l'emploi, crise des finances publiques, accroissement du fardeau de l'endettement) ne doivent pas être prises à la légère, elles indiquent que la marche à l'internationalisation du capital est une marche chaotique qui bouleverse sans cesse les positions acquises.

Ces quelques remarques n'épuisent évidemment pas le sujet, mais font mesurer toute l'importance qu'il peut y avoir à suivre le mouvement concret d'internationalisation du capital dans toutes ses déterminations, dans les allées et venues que lui impriment les cycles nationaux ou interrégionaux de l'accumulation du capital. C'est ici qu'on retrouve la problématique oubliée, par Nicos Poulantzas, celle des taux de profit et des prix de production différenciés à l'échelle mondiale, problématique elle-même inextricablement liée à la différence des conditions d'exploitation et de valorisation du capital, aux rapports monétaires et aux données objectives de la concurrence (limites diverses de la circulation du capital). C'est, en effet, à travers les mouvements des taux de profit dans des espaces économiques

particuliers et dans des cycles ou temporalités spécifiques que se font jour les tendances à la concentration et à la centralisation des capitaux. Plus précisément les capitaux se valorisent, franchissent leurs propres limites (les tendances récurrentes à la baisse du taux de profit), en dévalorisant d'autres capitaux qui ne peuvent faire face aux conditions de la concurrence (nationale et internationale). De ce point de vue, il n'est pas indifférent de constater que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale les capitaux européens ont connu un développement beaucoup plus rapide que les capitaux américains, et aussi qu'ils ont en partie comblé leur retard en matière de centralisation et de concentration. Les firmes multinationales d'origine américaine sont, certes, plus grandes et plus fortes que les firmes multinationales d'origine européenne ou japonaise, mais les disproportions deviennent moins grandes lorsqu'on se réfère à leurs sources respectives d'accumulation, c'est-à-dire à leurs potentialités et à leurs dynamiques de développement (force de travail disponible, matières premières, moyens techniques) : les États-Unis ont l'avantage presque partout, ils ne l'ont pas au point de réduire leurs concurrents à la portion congrue. Même la récession très grave qui se répand en ce moment à l'échelle internationale ne doit pas être considérée unilatéralement comme une nouvelle preuve de l'hégémonie sans conteste des firmes américaines. Le *recycling* des pétrodollars, ou tout au moins d'une partie d'entre eux, se fait en faveur du système bancaire américain, mais cela ne suffit pas à le garantir des effets négatifs d'un énorme endettement. La circulation des capitaux américains entre maintenant dans une phase de désordres difficilement contrôlables, ce qui ne fait qu'ajouter aux difficultés dues au recul de la production dans de nombreuses branches d'activité. On s'oriente, par conséquent, vers une période d'affrontements entre capitaux, dont l'enjeu est la dévalorisation d'une partie d'entre eux et dont l'issue pour le moment est tout à fait incertaine en Amérique comme en Europe. Il est impossible à l'heure présente de déterminer quels courants de capitaux vont devenir dominants (exportation), dans quelles zones du monde capitaliste impérialiste la dynamique de l'accumulation du capital se révélera le plus favorable lors de la reprise économique. La seule chose que l'on puisse affirmer est que la centralisation et la concentration des capitaux feront un nouveau bond en avant suivant des lignes très inégales dans les différents pays et dans les branches les plus diverses.

Pour autant, il ne s'agit pas de se réfugier dans une attitude de scepticisme, et de récuser toutes les intuitions de Nicos Poulantzas sur le dépassement des frontières nationales. Il faut au contraire retenir que le capitalisme mondial aujourd'hui n'est pas simplement la combinaison d'économies nationales plus ou moins développées, et plus ou moins intégrées les unes aux autres. L'économie mondiale (pays capitalistes) est, en réalité, la combinaison complexe et contradictoire de firmes internationales en concurrence les unes avec les autres, s'appuyant sur l'activité de firmes beaucoup moins internationalisées, c'est-à-dire tournées essentiellement vers des marchés et des zones de production nationaux ou interrégionaux. Si l'on veut, le paradoxe est que les firmes multinationales font éclater le cadre national trop étroit pour elles (même le cadre des États-Unis d'Amérique du Nord), alors qu'elles continuent à se lier organiquement à des sphères d'exploitation nationales (une ou plusieurs) et qu'elles profitent du système de formation des prix sur le marché mondial (échange entre zones à productivité du travail différente). Elles se livrent entre elles à une concurrence internationale, tout en s'appuyant sur des concurrences de capitaux nationales, ce qui revient à dire que l'économie mondiale est un ensemble extrêmement complexe, où les modalités de centralisation et de concentration des capitaux se chevauchent et s'opposent autant qu'elles se complètent et s'interpénètrent. On arrive ainsi à un tableau extrêmement contrasté de la division internationale du travail. Contrairement à ce que croyait Boukharine dans son ouvrage *l'Impérialisme et l'économie mondiale*, il n'y a pas affrontement ou concurrence interétatique entre des capitaux nationaux rassemblés en des sortes de trusts d'État, mais des niveaux

superposés et interdépendants de concurrence qui rejaillissent les uns sur les autres. Dans un même pays, on constate que certains secteurs du capital financier sont orientés vers le grand large, c'est-à-dire produisent de la plus-value et la réalisent sans se limiter aux frontières nationales, d'autres par contre, même s'ils sont exportateurs de marchandises, se contentent pour l'essentiel d'une accumulation nationale. Le tableau se complique encore, si l'on tient compte qu'il existe des secteurs non monopolistiques qui consentent des transferts de plus-value aux secteurs monopolistiques tout en dépendant étroitement d'un marché national. L'image que l'on peut retenir finalement de l'économie mondiale et de la division internationale du travail est donc, à peu de chose près, celle d'un système de vases communicants où les goulots d'étranglement et les interruptions momentanées de circulation en tel ou tel point créent des pressions intolérables, où de nouveaux canaux de communication se frayent la voie de façon sauvage. Si l'on veut s'en convaincre, il n'est que de se reporter aux désordres monétaires actuels marqués par l'effondrement du système de Bretton Woods et la renonciation aux parités fixes entre les grands pays impérialistes, désordres qui sont parallèles à des modifications saccadées des balances de paiement (déficit commercial, endettement extérieur, etc.), et des rapports de force entre les grandes firmes sur le marché mondial. Selon toute vraisemblance, la crise actuelle, et les restructurations qui s'ensuivront, ne mettra pas fin à cet état de choses pour donner naissance à un super-impérialisme ou à un ultra-impérialisme, mais poussera à un nouveau degré l'organisation du marché mondial en fragments mal emboîtés les uns dans les autres ou en sphères d'influence inégalement développées et traversées par des courants centrifuges.

Tout ceci ne peut évidemment rester sans conséquences sur les États nationaux, comme Nicos Poulantzas a raison de le souligner. Les États des grands pays impérialistes se trouvent dans la situation inconfortable de coordinateurs de mouvements de capitaux qui vont dans des sens très différents et quelquefois dans des sens opposés. Qui plus est, le jeu des firmes multinationales les fait entrer dans une ère de souveraineté limitée, en particulier à l'égard du marché financier, au moment même où les difficultés de l'accumulation et les tensions sociales exigent d'eux des politiques conjoncturelles efficaces. A l'heure actuelle, la plupart des États se trouvent effectivement confrontés à des poussées inflationnistes ou de chômage qu'ils n'arrivent pas à maîtriser avec les instruments classiques du néo-keynésisme (fiscalité sélective, taux d'intérêt, dépenses improductives, etc.). Cela ne veut pas dire, bien sûr, que l'État ne peut plus intervenir ou qu'il devient impuissant devant les problèmes qui lui sont posés. Cela veut dire qu'il entre dans une période où il est de plus en plus délicat d'aboutir à des formes d'hégémonie politique stable, et à des orientations économiques fermes, puisque les capitalistes d'un même pays, en fonction de leurs intérêts hétérogènes, adoptent des attitudes très diverses face aux travailleurs et aux différentes catégories de la petite bourgeoisie. Il y a bien des intérêts communs en dernière instance, ceux de la conservation de l'État et des rapports de production face au prolétariat, mais ils ne se manifestent pas en dehors de situations exceptionnelles et il ne peuvent empêcher que les affrontements de stratégie se multiplient dans un contexte d'internationalisation contrastée. La bourgeoisie et son État dans les pays impérialistes se débattent, en fait, avec une crise permanente de direction, et cela malgré le renforcement des moyens, coercitifs entre autres, dont disposent les bureaucraties et les appareils. Les déséquilibres deviennent une caractéristique permanente du fonctionnement des rouages étatiques : des objectifs contradictoires sont poursuivis simultanément ou à peu de distance. Cela explique la recherche, en réaction de cartels étatiques ou d'organismes supranationaux [4], au niveau européen par exemple, mais il apparaît assez clairement maintenant que la mise au point de ces nouvelles formes par-étatiques se concilie très difficilement avec la nature contradictoire des mouvements de l'accumulation. Les firmes multinationales européennes ont ainsi un champ d'action bien au-

delà des frontières de l'Europe, mais elles sont liées en même temps à des sphères nationales d'exploitation et à leurs conditions d'équilibre social. Pour être plus précis, dans une période de récession comme celle que nous vivons, la marche à la supranationalité rencontre forcément des obstacles considérables, d'abord les résistances de ceux pour qui le cadre de l'Europe des Neuf est trop étroit, ensuite la résistance de ceux pour qui le cadre national est absolument vital. La bourgeoisie, dans ses différentes fractions, est comme enfermée dans une alternative impossible : ou aller de l'avant dans la plus grande des incertitudes, ou tenter de maintenir le *statu quo* avec tous ses inconvénients. Pour le moment, rien n'apparaît décidé et on ne peut écarter que des ententes interétatiques puissent à l'avenir se produire qui iront plus loin que les unions douanières que nous connaissons aujourd'hui, mais cela renvoie aux affrontements encore obscurs qui se déroulent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Apparemment, Nicos Poulantzas se soucie peu de cette complexité, puisqu'il tend à ne plus voir dans l'État qu'une sorte de fondé de pouvoir du capital financier international, c'est-à-dire américain dans son optique. Les fonctions nationales proprement dites se limitent largement dans son esprit à des spécifications territoriales, largement héritées du passé, d'une réalité mondiale.

Il note à ce sujet (p. 90) : « Pour revenir à notre problème, le capital qui transgresse ses limites nationales a bel et bien recours aux États nationaux, non pas seulement à son propre État d'origine, mais également aux autres États. Ceci produit une distribution complexe du rôle des États dans la reproduction internationale du capital sous la domination du capital américain, et qui peut avoir comme effets des décentrations et des déplacements dans l'exercice de ces fonctions parmi leurs porteurs, ceux-ci restant pour l'essentiel les États nationaux. Suivant la conjoncture, il arrive que ce soit à tel ou tel État national des métropoles que revienne la charge de telle ou telle intervention de portée internationale concernant cette reproduction, et le maintien du système dans son ensemble. »

Il est alors logique qu'il n'existe plus, selon lui, que des « bourgeoisies intérieures », fractions subordonnées d'une bourgeoisie internationale unique, essentiellement américaine, dont les oppositions internes ne font plus que refléter les oppositions fondamentales entre les fractions du grand capital international, et les oppositions secondaires entre le capital monopoliste et le capital non monopoliste. C'est d'ailleurs pourquoi Nicos Poulantzas peut se gausser à bon compte de ceux qui, allant trop vite en besogne, affirment, devant les crises actuelles d'hégémonie politique et de direction des affaires de l'État, qu'il n'y a plus de véritables blocs au pouvoir possibles. Sans toujours percevoir les implications de sa propre pensée, il tend à sous-estimer les contradictions dans lesquelles se développent les rapports sociaux de production et à découvrir une unification du monde dont on est encore très loin.

Dans sa dernière partie, la plus nourrie et la plus argumentée, Nicos Poulantzas aborde directement la question de la petite bourgeoisie et, indirectement, celle de la classe ouvrière. Son but explicite est de réfuter deux conceptions théoriques fort en vogue dans les milieux qui se veulent marxistes. La première est celle qui identifie les nouvelles couches salariées en plein développement dans les pays capitalistes occidentaux à des couches intermédiaires ou classes moyennes sans statut de classe très déterminée. La deuxième est celle qui est portée à assimiler ces nouveaux salariés à la classe ouvrière ou au prolétariat en partant des analogies dans les modes d'acquisition du revenu. D'emblée, Nicos Poulantzas nous fournit une contre-thèse d'une très grande netteté : la plupart des nouveaux salariés peuvent être placés dans une fraction de la petite bourgeoisie, ce qu'il appelle la nouvelle petite bourgeoisie, en fonction de la polarisation de classe de la société entre le prolétariat et la bourgeoisie. Autrement dit, même si les nouveaux salariés (dans leur majorité) et les petits-bourgeois artisans et

commerçants n'occupent pas des places identiques dans la production sociale, ils partagent un même rapport, au sein de la division du travail social, à la bourgeoisie, et à la classe ouvrière. Sur ce point, il écrit (p. 221) : « Le point commun à la petite bourgeoisie traditionnelle (petite production et propriété) et à la nouvelle petite bourgeoisie (travailleurs salariés non productifs), c'est qu'elles n'appartiennent ni à la bourgeoisie, ni à la classe ouvrière, à savoir un critère commun apparemment négatif. Mais on fera de fait une estimation toute différente de cet élément si on le considère "en soi", c'est-à-dire comme circonscrivant des places "isolées" de la petite bourgeoisie, et si on le considère, comme il est juste de le faire, dans le contexte de la polarisation de classe, auquel cas on se posera la question des effets de ce critère négatif. La petite production et petite propriété d'une part, le travail salarié de l'autre, ne revêtent de sens par rapport à ce qui se passe, à cet égard, avec la bourgeoisie et avec la classe ouvrière. »

A nouveau, Nicos Poulantzas essaye de replacer la structuration en classes et son évolution dans la reproduction élargie, c'est-à-dire dans le cadre de l'interdépendance des formes sociales. Mais, pour ce faire, il lui faut naturellement recourir à un certain nombre de concepts théoriques, dont on peut se demander s'ils sont utilisés à bon escient, en particulier celui de travail productif. Pour Nicos Poulantzas, en effet, la notion de travail productif est l'élément principal de définition de la classe ouvrière et plus exactement celui qui permet de tracer les frontières entre le prolétariat et les couches appartenant à la nouvelle petite bourgeoisie constituée de salariés non productifs. Il écrit (pp. 225-226) : « Le travail productif désigne toujours un travail effectué sous des conditions sociales déterminées et renvoie ainsi directement aux rapports sociaux d'exploitation d'un mode de production donné. Le caractère productif ou non du travail ne dépend ni de caractères intrinsèques d'un travail en soi, ni de son utilité [...] Est donc travail productif, dans un mode de production donné, le travail qui donne lieu au rapport d'exploitation dominant de ce mode : ce qui est travail productif pour un mode de production peut ne pas l'être pour un autre. Ainsi, dans le mode de production capitaliste, est travail productif celui qui produit directement de la plus-value, qui valorise le capital et qui s'échange contre du capital [...]. »

Après ces constatations, la cause peut paraître entendue, mais quand on regarde les problèmes de plus près, on se rend compte que la question ne peut pas être résolue aussi simplement. L'exploitation capitaliste, par exemple, n'apparaît pas aussi directement liée au travail productif que Nicos Poulantzas ne l'affirme. Il admet lui-même que des travailleurs du secteur commercial — non directement productif selon les définitions données par Marx — fournissent un travail non payé aux capitalistes en échange de la partie variable d'un capital non productif de marchandises (ou non directement productif). En l'occurrence, on est donc très loin de la situation des prestataires de services qui échangent leur force de travail contre une partie du revenu du capitaliste et ne sont donc pas dans la position de travailleurs dont on attend qu'ils fassent fructifier un capital, serait-il limité à la sphère de la circulation. Dans le secteur commercial comme dans le secteur de l'industrie, au contraire, le profit du capitaliste, c'est-à-dire la part de la plus-value totale qui lui est attribuée, dépend largement de sa capacité à limiter le coût de la main-d'œuvre par rapport au capital engagé. Il faut, par conséquent, bien reconnaître que les travailleurs des secteurs non productifs où il y a échange entre force de travail et partie variable du capital sont eux aussi exploités et à ce titre membres du prolétariat. Pour autant, la distinction entre travail productif et travail improductif, si l'on ne s'en sert plus pour définir le prolétariat ou la classe ouvrière, ne perd rien de son intérêt. Elle indique où se trouve l'axe de gravité de l'exploitation, où se situe la matrice du travail exploité tout comme elle renvoie à des distinctions fondamentales entre les différentes parties du capital dans les mouvements de l'accumulation et du processus de valorisation. Le travail

productif est le seul qui soit producteur de sa plus-value parce qu'il est confronté au capital industriel engagé dans la production de marchandises, mais il impose sa marque — celle du travail abstrait producteur de valeurs — à l'immense majorité des activités indépendantes de la société capitaliste.

On peut supposer que Nicos Poulantzas n'est pas totalement insensible à cet aspect du problème, puisqu'il recourt à une autre distinction, celle entre travail intellectuel et travail manuel, pour saisir les différences décisives entre prolétariat et nouvelle petite bourgeoisie. Après avoir fait remarquer qu'il n'est pas possible d'intégrer les activités de supervision et de direction, ou encore de collecte de l'information, dans les activités du travailleur collectif exploité (qu'il identifie d'ailleurs faussement à l'ensemble des travailleurs productifs de plus-value, alors qu'il s'agit d'une catégorie qui cerne tous ceux qui, dans le processus capitaliste de valorisation, concourent à la production matérielle [de valeurs d'usage] de façon plus ou moins directe), il juge nécessaire d'ajouter une dimension politico-idéologique à la dimension proprement économique. A ce sujet, il affirme, p. 239 : « Nous venons de voir les déterminations proprement économiques de classe de la nouvelle petite bourgeoisie, par rapport au travail productif et au travail non productif, déterminations qui marquent déjà les frontières qui la séparent de la classe ouvrière. Mais la détermination structurelle de classe s'étend également aux rapports politiques et idéologiques qui cernent sa place dans l'ensemble de la division sociale du travail. La référence à ces rapports est en effet ici doublement importante :

« 1. Les rapports économiques de l'ordre de la distinction entre travail productif et travail improductif sont insuffisants pour délimiter des frontières mêmes de classe entre la classe ouvrière d'une part, et certaines franges de cette nouvelle petite bourgeoisie, franges qui, elles, sont directement impliquées dans un procès de production matérielle : c'est le cas des surveillants du procès de travail et des ingénieurs et techniciens.

« 2. Ces rapports politiques et idéologiques sont décisifs également pour les ensembles déjà analysés de la nouvelle petite bourgeoisie, dont pourtant les rapports économiques et la distinction travail productif/travail improductif tracent nettement les frontières qui la séparent de la classe ouvrière. Ces rapports sont décisifs car ils interviennent dans les rapports de ces ensembles entre eux et dans leur commune appartenance de classe (nouvelle petite bourgeoisie), dans leurs rapports avec la petite bourgeoisie traditionnelle, enfin dans le fractionnement de la nouvelle petite bourgeoisie en fonction de la polarisation qui la traverse. »

Cette dimension politico-idéologique qui s'articule aux rapports de production, c'est précisément la division entre travail intellectuel et travail manuel que Nicos Poulantzas refuse d'envisager sous un angle purement technique ou comme une référence à des opérations définissables par la part de manipulation matérielle ou de réflexion intellectuelle qu'elles contiennent. Pour lui, ce qu'il importe de noter, c'est que le « travail intellectuel » sous ses formes propres à la société capitaliste contient un élément de valorisation ou de symbolisation culturelle que les rapports idéologico-politiques de domination-subordination inscrivent dans le contexte de la division sociale du travail. Le travail intellectuel en tant que catégorie de l'économie peut, en fait, comprendre des travaux qui, par leurs caractéristiques concrètes, sont tout à fait analogues aux travaux effectués par les ouvriers de la grande industrie, mais qui bénéficient d'une appréciation sociale tout à fait différente. Nicos Poulantzas observe à ce sujet qu'il peut y avoir du travail parcellaire dans les bureaux ou dans les magasins, voire même des formes de travail à la chaîne dans des lieux qui ne sont pas assimilables à des

usines, pour autant il tient que ces travaux sont valorisés socialement de façon beaucoup plus positive que le travail productif.

Pour étayer cette construction, il fait référence aux différences de rémunération et surtout aux possibilités d'ascension sociale qui sont offertes à ces différentes couches. La nouvelle petite bourgeoisie serait située dans une zone intermédiaire dans le champ des rapports de domination-subordination (politiques) et en fonction de l'intériorisation (ou de l'acceptation) de ces rapports elle aurait droit à un traitement relativement privilégié. A quoi il ajoute d'ailleurs la bureaucratisation comme processus de séparation des fonctionnaires et des employés de la grande masse des travailleurs productifs (monopole d'une parcelle de savoir ou d'une parcelle d'autorité). Il écrit (p. 293) : « Les formes de bureaucratisation sont complexes et soumises, elles aussi, à des transformations. On peut même dire qu'une certaine forme de bureaucratisation, calquée sur un type centralisateur-militaire, a vécu et appartient au passé. Il n'empêche que les traits essentiels de la bureaucratisation se reproduisent actuellement. Il est inutile de poursuivre la description de faits bien connus. Mais on peut dire que, par l'articulation des rapports idéologiques — secret et monopolisation intériorisée du savoir — et des rapports politiques, la bureaucratisation apparaît en fait, pour l'essentiel, comme la matérialisation spécifique, dans la division sociale du travail, d'un travail intellectuel "séparé", dans le sens capitaliste du travail manuel. »

Sur cette voie, il n'apparaît donc pas impossible de mettre cette nouvelle petite bourgeoisie dans la même classe que la petite bourgeoisie traditionnelle des artisans et des commerçants, puisque, comme cette dernière, elle relève d'une situation de classe définie par ses points de contacts avec les deux classes antagonistes, la bourgeoisie et le prolétariat. Ceci dit, comme on est justement obligé de faire référence aux deux classes fondamentales de la société pour cerner sa réalité, cette classe à double entrée qu'est la petite bourgeoisie est surtout un ensemble idéologique. En d'autres termes, c'est moins sur ses déterminations économiques qu'il faut insister — petite production marchande et travail salarié non productif —, en définitive assez hétérogènes, que sur la réceptivité aux influences venues de la classe dominante ou dans des conditions bien précises de la classe dominée et exploitée.

L'édifice est-il si solide qu'il y paraît au premier abord ? Peut-on postuler, comme le fait Nicos Poulantzas, une nouvelle petite bourgeoisie aussi vaste et confondue largement avec les nouvelles couches salariées ? Pour le faire, il faudrait être persuadé comme lui que la séparation entre travail intellectuel et travail manuel fait appel pour l'essentiel à des distinctions extra-économiques. Or, bien des considérations vont à l'encontre de telles vues. On lui accordera facilement que la séparation en question ne renvoie pas pour l'essentiel à des aspects techniques ou technologiques. Mais cela n'exclut pas pour autant l'intérêt des analyses de Marx sur le despotisme du capital dans la grande industrie en tant que manifestation du processus de formation de la valeur, lui-même base du processus de valorisation. Marx y montre, en effet, que l'appropriation de la force de travail par les capitalistes s'accompagne d'une appropriation (par ces mêmes capitalistes) des puissances intellectuelles de la production et des forces collectives développées par les travailleurs dans la coopération (nécessitée par la production) [5]. Pour lui, la distinction entre travail intellectuel et travail manuel est donc située directement dans le processus de production et de valorisation. Il y a, d'une part, ceux qui commandent et participent du commandement, d'autre part ceux qui exécutent et cèdent aux capitalistes et à leurs fondés de pouvoir non seulement leur force de travail individuelle, mais aussi leurs capacités d'organisation collective. Point n'est besoin, par conséquent, pour expliquer la séparation des deux types de travaux, de faire appel aux rapports politiques et idéologiques de domination-subordination qui, en fait, ne font que

redoubler et renforcer les différences produites dans la valorisation du capital, c'est-à-dire les effets de ce que Marx appelle la subsumption réelle du travail sous le capital. Il s'ensuit également que l'extension dans la sphère de la circulation et de la réalisation de la plus-value du despotisme capitaliste — banques, assurances, commerce — est l'indice d'un mouvement accéléré de prolétarianisation. Des travailleurs qui bénéficiaient jusqu'alors d'une parcelle de savoir ou d'autorité se trouvent entraînés dans un processus particulièrement brutal de dépossession qui les transforme en fournisseurs interchangeables de travail non payé que l'on presse au maximum. C'est ce que Nicos Poulantzas constate lui-même involontairement en soulignant la polarisation qui traverse ce qu'il appelle la nouvelle petite bourgeoisie, les franges supérieures étant plus proches du *management*, les franges inférieures plus proches de la classe ouvrière. Il oublie évidemment de ramener cette polarisation à ses racines objectives, sous leurs deux aspects fondamentaux, inclusion dans un processus de valorisation (par le biais de la circulation ou de la réalisation de la plus-value), soumission au despotisme capitaliste. Il existe bien une nouvelle petite bourgeoisie au sens fort du terme, mais beaucoup moins étendue que ne le croit Nicos Poulantzas, c'est en fait la couche sociale constituée par tous ceux qui se situent de l'autre côté du despotisme capitaliste et de sa domination sans en être les émanations directes et qui, tout en participant aux activités de valorisation, ne sont pas soumis à l'extraction du travail non payé (privilèges de formation, de qualification, etc.). A ce niveau, on peut effectivement reprendre toute une série des analyses de Nicos Poulantzas sur la bureaucratisation comme partie intégrante du processus de séparation en travail intellectuel et travail manuel et retenir qu'elle a son répondant dans toute une série d'idéologies politiques (technocratisme, une certaine façon de concevoir l'autogestion, etc.). On peut même découvrir dans cette fraction de classe un des véhicules que la bourgeoisie utilise pour faire pénétrer dans la classe ouvrière ses propres conceptions, en particulier dans les couches de prolétarianisation récente. Mais il faut justement garder le sens des proportions et se rendre compte que ce mouvement qui explique bien des développements politiques récents — l'accent mis sur le changement ou le blocage de la société par exemple — n'est qu'un aspect d'un mouvement plus vaste de brassage des classes. Le prolétariat croît par sédimentations nouvelles dans un climat de fermentation politique et idéologique extraordinaire. C'est ce qui donne aux perspectives révolutionnaires une actualité nouvelle. Encore une fois, on a l'impression que Nicos Poulantzas le pressent, mais dans ce domaine comme dans l'examen des problèmes de l'État, ses bases méthodologiques le conduisent à sous-estimer quelque peu les contradictions réelles pour insister sur les affrontements et glissements idéologiques.

Notes :

[1] Celui de *Lire « le Capital »*, Maspero, Paris, 1965.

[2] Il faut, bien sûr, ajouter que ces connexions sociales ne ressortissent pas à une simple interaction entre les individus, mais relèvent d'une objectivité sociale qui a nom division sociale du travail, marché des produits du travail et de la force de travail, production de valeurs auxquels les individus se réfèrent comme aux conditions indépassables de leur activité.

[3] Il faut renvoyer au chapitre XX du livre Ier du *Capital*, ainsi qu'aux chapitres VIII et IX du livre III. Voir également Christel Neusüss, *Imperialismus und Weltmarktbewegung des Kapital*, Erlangen, 1972.

[4] Ces faits ont bien été mis en lumière par Ernest Mandel, et il faut regretter que Nicos Poulantzas le traite si mal en interprétant très souvent faussement ses positions.

[5] Nicos Poulantzas n'ignore pas ces analyses (il les cite), mais il en sous-estime la portée.

Quatrième épisode : extrait de la troisième partie (pp.115-130). L'article semble être l'introduction d'un numéro de la revue *Critiques de l'économie politique*, "L'État contemporain et le marxisme", Maspero, 1975.

État et accumulation

Il y a bientôt soixante ans, Lénine déplorait, en écrivant *l'État et la révolution*, que la théorie marxiste de l'État fût défigurée et déformée par la plupart des marxistes. Le diagnostic que l'on peut faire aujourd'hui n'est guère plus encourageant. Dans les courants dominants du marxisme occidental, c'est-à-dire pour l'essentiel les P.C., on a certes toujours emprunté des citations classiques pour dénoncer la bourgeoisie et son État de classes, mais, quand on procède à un examen plus attentif, on s'aperçoit vite que cet État de la bourgeoisie devient dans les déclarations programmatiques et dans les études les plus sérieuses un État au service des monopoles qu'il s'agit de mettre au service de la nation. Implicitement, les théoriciens des P.C. admettent ainsi que la nature de classe de l'État est due au personnel dirigeant bourgeois, aux serviteurs zélés d'une poignée de monopoleurs, et qu'il suffit de les remplacer pour couler un contenu nouveau dans les formes étatiques. Que les sceptiques réfléchissent à ces phrases tirées du récent *Traité d'économie marxiste* : « Mais la phase du capitalisme monopoliste d'État est aussi en rupture avec la précédente, en ce sens que l'État, bien qu'étant plus directement sous le contrôle des monopoles, voit son rôle s'accroître, car tel est objectivement le besoin et l'intérêt des grands groupes monopolistes : ce rôle s'exerce cependant selon des modalités particulières qui, à un moment donné, entrent en contradiction avec l'action propre des monopoles et nécessitent une transformation de la société et des rapports de production. Autrement dit, entre les monopoles et l'État, il n'y a ni fusion ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant, à la fois, un rôle propre et un même but : développer l'accumulation du capital et la concentration, renforcer l'exploitation capitaliste et accroître le profit des groupes monopolistes. En dernière instance cependant, le rôle déterminant appartient aux monopoles [1] » Et plus loin : « Parce qu'elles sont publiques et sociales, les formes spécifiques du capitalisme monopoliste fournissent ainsi objectivement les conditions de la création des formes socialistes. Aussi la plupart d'entre elles, à condition que leur contenu soit transformé, peuvent-elles être mises au service de la classe ouvrière, qu'il s'agisse de la planification, du financement public, de l'orientation des investissements, etc. Pour leur donner un contenu antimonopoliste, l'État doit devenir le propre instrument de la classe ouvrière et des forces démocratiques et les secteurs clés de l'économie doivent être progressivement nationalisés [2]. »

Derrière des formulations prudentes et embarrassées où l'on a soin de mentionner le pour et le contre afin d'apparaître orthodoxe, c'est toute une conception techniciste de l'État qui s'étale. Il n'est plus question de mettre en cause l'existence même de l'État, c'est-à-dire la séparation du pouvoir et de la grande masse des travailleurs ou encore tout l'appareil bureaucratique qui se charge du pseudo-intérêt général au-dessus de la tête des intéressés. Il s'agit, bien au contraire, de perfectionner l'État, de le rendre un peu moins oppressif pour la grande masse des citoyens, en un mot de le démocratiser dans sa composition et son fonctionnement. On assiste, d'une part à une réhabilitation du parlementarisme, qu'il faut simplement adapter à notre temps, d'autre part à une surestimation des capacités d'intervention rationnelle de l'État, un peu comme si les organismes de planification et de régulation économique planaient au-dessus des classes et des rapports de production. Kautsky, le vieil adversaire de Lénine, ne disait pas

autre chose quand il affrontait la critique des communistes, il y a une cinquantaine d'années. Toutefois, prenons-y garde, il ne suffit pas de s'indigner, il faut aussi comprendre le pourquoi de ces positions, le pourquoi de leur force sur beaucoup d'esprits. On peut, bien sûr, renvoyer à l'opportunisme et à l'alignement de la théorie sur cet opportunisme et penser que, de ce fait, elle n'a pas grande importance, tout au plus une valeur instrumentale. Mais les choses sont en fait plus compliquées : l'opportunisme des P.C. est un fait acquis depuis des années, et ces derniers doivent se justifier aux yeux des autres et à leurs propres yeux, non seulement dans l'instant, mais aussi tout au cours d'une période historique. Il leur faut, en outre, des instruments théoriques pour se retrouver dans la réalité sociale, l'analyser de façon complexe au-delà des seuls problèmes quotidiens. C'est pourquoi la position des P.C. sur l'État doit être vue sur l'arrière-fond de la théorie du capitalisme monopoliste d'État (C.M.E.) qui, depuis quelques années, est arrivée à un assez grand degré d'élaboration (particulièrement en France). Dans sa variante française, cette théorie part des conceptions de Marx sur la suraccumulation de capital consécutive à la baisse du taux de profit en leur donnant une signification qu'elles n'avaient pas à l'origine. Marx entendait montrer que les crises périodiques se manifestent par une surproduction de capital, dans la mesure où le capital additionnel, qui n'est pas encore transformé en capital industriel dans cette phase du cycle, n'arrive plus à s'employer de façon rentable (en rapportant une masse de profit suffisante [3]). Contre cette suraccumulation, le seul moyen efficace est la dévalorisation d'une partie du capital social, obtenue en général par les faillites, des liquidations, des rachats à bas prix d'entreprises, c'est-à-dire par le processus même de la crise qui élimine, comme on dirait aujourd'hui, les canards boiteux. Les économistes du P.C.F., P. Boccara entre autres, vont bien au-delà de ces affirmations. Pour eux, la baisse tendancielle du taux de profit traduit une décadence sans cesse aggravée, linéaire, du capitalisme, c'est-à-dire une décadence plus forte que les hauts et les bas de la conjoncture conduisant à des difficultés de valorisation de plus en plus insurmontables à mesure que passent les années. Le capitalisme arriverait ainsi à des limites absolues de développement si l'État au service des monopoles ne prenait en charge, de façon permanente, la dévalorisation d'une partie du capital social en le transformant en capital d'État susceptible de transférer une partie de la plus-value qu'il produit au secteur privé et plus précisément au secteur monopolistique.

A cette intervention, il faut ajouter la prise en charge par l'État d'une grande partie des dépenses de la recherche et de développement ainsi que les subventions qu'il verse à toute une série de grandes firmes. La régulation de l'économie par l'État capitaliste ressemble donc à une vaste entreprise de pillage où l'on prend ce que produisent les uns pour donner aux autres, par-dessus la tête des lois habituelles de l'économie. L'État en ce sens est bien un État au service des monopoles, mais, tendancielle, il échappe déjà à la logique du profit capitaliste, c'est-à-dire à la loi de la valeur, puisque son activité contrecarre les effets de la valorisation capitaliste — élévation de la composition organique du capital, baisse tendancielle du taux de profit. Il n'est pas étonnant, alors, que des nationalisations soigneusement sélectionnées (les fameux « secteurs clés ») puissent être considérées comme des moyens privilégiés de modifier les conditions de la gestion économique, étant donné qu'elles sapent à la base les monopoles les plus assoiffés de profit et qu'elles étendent encore les possibilités d'intervention étatique au-delà des contraintes de la valorisation capitaliste, tout au moins si l'on suit ce mode de raisonnement. Les théoriciens du P.C.F. ne négligent évidemment pas les résistances que peuvent opposer les représentants bureaucratiques du grand capital, mais ils en minimisent la portée et la profondeur. Les petits et les moyens patrons — le capital non monopoliste — n'ont-ils pas intérêt à mettre fin au pillage dont ils sont victimes de la part des monopoles et de leurs complices au niveau de l'État ? Le reste —

la transformation pacifique du capitalisme en socialisme sous le simple effet des pressions démocratiques des masses — découle tout à fait logiquement de ces prémisses.

En réalité, la faiblesse véritable de cette théorisation est la faiblesse de toutes les théories mécanistes sur le capitalisme contemporain qui ramènent la dynamique de l'accumulation au jeu de quelques facteurs et expliquent ses difficultés sans tenir compte de tous les niveaux d'analyse — processus de production, processus de circulation, processus d'ensemble de la production — ni, bien entendu, de leur interaction. Quand P. Boccara et ses co-auteurs du *Traité d'économie marxiste* parlent de la baisse tendancielle du taux de profit, ils oublient qu'elle ne peut être saisie en faisant abstraction des mouvements cycliques de l'économie, des rapports de force entre classes qui influent sur le taux de plus-value et aussi des rapports qui se nouent entre la production matérielle (production de valeurs d'usage) et le processus de valorisation. En d'autres termes, on peut leur reprocher d'admettre implicitement que la tendance à la baisse est une sorte de destin qui s'impose sur le long terme, indépendamment de la lutte des classes, comme la rançon du progrès technique et du progrès économique. Le fameux thème de Marx sur la contradiction croissante entre les rapports de production et la socialisation des forces productives se retrouve ainsi interprété selon une clé « économiste » : la croissance de l'accumulation mine de plus en plus le capitalisme qui, pour survivre, doit recourir de plus en plus à des méthodes qui sont sa propre négation. Tout se passe pour les théoriciens du P.C.F. comme si le capitalisme allait insensiblement et lentement à sa perte et comme si la reproduction sociale (la reproduction des rapports de production) se faisait de plus en plus mal. Dans un passage très significatif, les auteurs du traité déjà cité écrivent : « Sur le plan des rapports économiques, par sa tendance à éliminer le travail vivant, le capitalisme ne cesse de mettre en contradiction la reproduction de la force de travail des travailleurs et celle de leurs instruments de travail ; les intérêts profonds des travailleurs sont ainsi totalement inconciliables avec ce système économique et social dans son ensemble. C'est pourquoi la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste ne peut que se développer [4]. » Sous une forme sophistiquée, c'est la vieille thèse antidialectique de la crise générale du capitalisme, illustrée il y a déjà longtemps par des économistes staliniens comme Varga, qui réapparaît.

On ne se préoccupe plus de cerner les mouvements contradictoires de l'accumulation du capital, les alternances de prospérité et de crise au cours desquelles le capital produit et reproduit sans cesse ses propres limites tout en les dépassant momentanément. Autrement dit, l'analyse reste abstraite, c'est-à-dire ne recherche plus les multiples déterminations du capital et leur redéploiement dans le temps, elle s'arrange avec une énumération des contradictions et les relie au moyen de postulats sur l'aggravation desdites contradictions. Pour ces raisons, elle est incapable de comprendre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas à séparer de la loi du mouvement du capitalisme, de ses phases à long et à court terme. Si les auteurs du traité avaient adopté cette méthode, ils se seraient rendu compte que, dans la longue phase de prospérité du monde occidental après la Seconde Guerre mondiale, les taux de profit ne baissaient que très temporairement au cours de récessions courtes (et peu marquées dans beaucoup de pays), pour les rétablir ensuite à des niveaux élevés. Par contre, la nouvelle phase de l'histoire du capitalisme, qui s'est ouverte depuis 1972, se caractérise par une baisse assez générale des taux de profit et semble devoir connaître des crises économiques plus longues et plus dures. A l'origine de cette prospérité d'hier — comme des graves difficultés d'aujourd'hui —, il y a bien sûr le jeu complexe des déterminants du taux de profit, mais plus particulièrement les variations du taux d'exploitation, ce qui renvoie à la lutte des classes et à l'évolution des rapports de force sur le marché mondial. Le capitalisme a été prospère pendant plus de vingt ans parce que, à la faveur du fascisme, du nazisme et de la

guerre mondiale, il a imposé à la classe ouvrière un niveau très élevé d'exploitation (dans beaucoup de pays les salaires réels n'ont atteint leur niveau de 1929 qu'au cours des années 50) et parce que, grâce à l'hégémonie américaine dans la seconde moitié des années 40, il a fait sauter toute une série de barrières qui tronçonnaient le marché mondial. Au lieu d'étudier ce type de phénomènes, les auteurs du traité n'ont fait qu'hypostasier le rôle de l'État en le transformant en une sorte de *deus ex machina*, en surestimant le poids du financement public, entre autres. On peut s'étonner par exemple qu'ils ne se soient pas interrogés un peu plus sur la signification et la portée de la prise en charge par l'État d'un certain nombre de secteurs économiques (infrastructure, énergie, etc.). Peut-on affirmer qu'il s'agit d'un moyen privilégié de lutter contre la baisse du taux de profit ? Certainement pas. Sans doute, cette croissance du secteur d'État peut-elle apporter des avantages au secteur monopolistique, mais, en faisant produire une partie du capital social (le capital d'État) avec peu ou pas de profit, elle ne fait qu'opérer des transferts de plus-value, ce qui ne change rien à la masse totale du profit confrontée au capital social. Pour que le secteur d'État soit vraiment ce moyen efficace de faire du profit pour les capitalistes, il faudrait imaginer que le taux d'exploitation y soit deux ou trois fois plus fort qu'ailleurs, ce qui est tout à fait absurde. En ce qui concerne le financement public d'une partie des dépenses du secteur privé, il faut faire observer que là encore il s'agit d'une redistribution de la plus-value au profit d'une partie monopolistique de l'économie, redistribution qui rencontre très vite ses limites. Il n'est pas pensable, en effet, que l'État prélève la quasi-totalité de la plus-value produite dans le secteur non monopolistique. S'il le faisait, il introduirait des facteurs de crise très graves dans l'économie (arrêt de l'accumulation dans toute une série de branches). En réalité, l'intervention de l'État est décisive depuis longtemps, mais c'est surtout pour assurer la continuité de l'extraction de la plus-value.

Il est vrai qu'à l'intérieur du mouvement communiste officiel en France se présente un courant théorique, l'école althussérienne, qui a l'ambition de fournir des orientations théoriques tout à fait différentes. Si l'on se rapporte par exemple au livre récent d'Etienne Balibar *Cinq études du matérialisme historique* [5], on y trouve des critiques fort pertinentes des thèses qui découvrent dans le marxisme une économie politique, concurrente de l'économie politique bourgeoise (classique ou post-classique), et non une critique de l'économie politique comme critique des théories économiques ou comme critique de la réalité sociale qui produit ces théories. Balibar relève en particulier que la prétention à construire une théorie positive du fonctionnement du système capitaliste — et donc une thérapeutique à ses vices de fonctionnement — occulte fondamentalement la conception marxienne du rapport capital-travail comme procès consubstantiellement marqué par la lutte des classes. La plus-value, dans ce cadre, n'apparaît pas comme une forme originaire du profit, mais, plus exactement, comme un rapport social antagonique impliquant une lutte incessante du capital contre le travail pour extraire du travail non payé. Il n'y a donc pas une évolution en soi de l'économie, une marche autonome des catégories économiques, mais des développements rythmés par les affrontements de classes. De façon significative, E. Balibar, contrairement aux auteurs du *Traité d'économie marxiste*, s'intéresse d'assez près aux cycles économiques, c'est-à-dire aux contradictions qui se développent à travers l'accumulation du capital, mais il ne suit pas cette voie jusqu'au bout. Il met certes en garde contre ceux qui font de la lutte des classes un principe simple d'explication et subjectivisent ainsi les rapports de production (les réduisant en pratique à une sorte de cristallisation de rapports de force entre les classes), mais il s'occupe très peu des métamorphoses du capital (changements dans la composition organique, vitesse de rotation, circulation du capital-argent) et des effets qu'elles ont sur la lutte des classes — ce qui veut dire qu'il n'explicite pas son intuition. Chez lui, comme chez la plupart des althussériens, c'est la lutte politique — par opposition à la lutte économique défensive —

qui vient jouer le rôle d'élément de subversion des rapports de production, en tant qu'elle transcende précisément les conditionnements venant de la production de capital. Tout cela n'est apparemment pas contestable, mais les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de déterminer l'articulation entre lutte économique et lutte politique et de comprendre comment l'une vient se greffer sur l'autre. L'interrogation est d'autant plus justifiée que Balibar ou N. Poulantzas [6] admettent que l'État et la politique font partie de la structuration des rapports de classes (donc ont des incidences d'une façon ou d'une autre sur la lutte économique). C'est à ce niveau que la solution abstraite des instances (économique, juridico-politique, idéologique), supposées s'influencer les unes les autres dans le cadre de la dominance de l'une d'entre elles, se révèle désastreuse. Quand on consulte les ouvrages des tenants de l'école althussérienne, on ne trouve aucune justification précise pour cette distinction en trois instances, si ce n'est des considérations très générales, assorties de constatations assez platement empiriques. Althusser décrète que l'idéologie comme l'inconscient est éternelle (comme si l'on devait à ce niveau faire un parallélisme absolu), ses disciples se contentent, eux, la plupart du temps, de délimiter la politique, l'économie et l'idéologie en fonction des divisions qui apparaissent dans la vie courante de la société capitaliste. On serait tenté de conclure que, pour eux, il y a des pratiques économiques, politiques et idéologiques parce qu'il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours ainsi. Les hommes ne doivent-ils pas en tout état de cause produire, s'organiser et penser leurs propres pratiques ? Cette sagesse digne de tous les poncifs de la sociologie académique fait bon marché des analyses de Marx sur la base et sur la superstructure. Sans doute ces dernières ont-elles un caractère largement métaphorique, mais on ne peut ignorer — sous peine d'être victime de beaucoup de confusions — que Marx a voulu par là montrer qu'une relation spécifique s'établit entre un niveau autonomisé de la pratique — la production de biens matériels devenue production de capital et de plus-value — et les autres aspects de la pratique sociale, séparés du premier par cette opération même d'autonomisation. L'économique n'est donc pas une manifestation transhistorique de la production et de la reproduction de la vie — marquées suivant les époques par des traits plus ou moins contingents —, mais une structure propre à la société capitaliste (d'où la difficulté à la retrouver telle quelle dans les sociétés antérieures) qui trouve son complément et son redoublement dans les niveaux eux aussi autonomisés par contre-coup : le politico-juridique et l'idéologique. Autrement dit, comme Marx l'a fait observer, les rapports sociaux de production prennent une consistance indépendante de ceux qui en constituent la matière première ou le terrain nourricier (les hommes), ce qui fait que la société n'est pas une combinaison d'individus, mais un assemblage de rapports sociaux surimposés aux agents de la production sociale, à leurs interactions et à leurs intentions. Le politique, dans cette optique, ne peut être conçu autrement que comme une sphère de l'organisation sociale surimposée aux rapports sociaux de production qui sont ses présupposés et ses limites à la fois. L'idéologie, pour sa part, ne peut être conçue simplement comme une fausse conscience (ou conscience inadéquate aux rapports sociaux), encore moins comme un ensemble de conceptions biaisées directement par les intérêts de classe, mais comme la réflexion au niveau collectif des volitions, des orientations des individus et des groupes et comme la résultante des limites fixées à l'horizon des pratiques individuelles et de groupe (fétichisme de la marchandise, etc.). Dans ce cadre — celui de l'analyse de la société capitaliste et de ses contradictions —, le rapport État-économie n'est pas à comprendre comme un rapport de deux entités distinctes, mais comme une articulation spécifique de deux modalités des pratiques sociales (la spécificité de l'articulation étant ici constitutive de ces deux modalités de la réalité sociale). Or, sur ce point, les analyses des althussériens sont particulièrement défailtantes. Ils refusent bien les séquelles de l'hégélianisme — saisir l'État comme la rationalité sociale s'élevant au-dessus des besoins atomisés —, mais ils n'arrivent pas à cerner le rôle particulier de l'État, dans la mesure où ils fétichisent les instances et où ils

élaborent dans l'abstrait sur l'économique, le politique et l'idéologique. Quand Nicos Poulantzas étudie les fonctions de l'État capitaliste, il parle de son rôle de facteur de cohésion de la formation sociale, de son rôle d'organisateur de la classe dominante et, bien sûr, de ses fonctions d'atomisation de la classe dominée, sans s'apercevoir qu'à quelques variantes près ce qu'il dit s'applique à des formations aussi différentes que l'État chinois d'avant la colonisation ou l'empire des Incas. La véritable question ne peut ainsi apparaître, celle, décisive, des modalités particulières de la domination et de la subordination sous le capitalisme, et il s'ensuit que le recours à l'empirisme devient obligatoire pour traiter des problèmes de la marche actuelle de l'État. Nicos Poulantzas, par exemple, s'étend beaucoup sur l'intervention économique de l'État, soulignant l'extension de son activité dans la reproduction élargie du capital, mais, pas plus que les théoriciens les plus officiels du P.C.F., il n'apporte une véritable théorisation, même s'il fait beaucoup de constatations pertinentes. L'État d'aujourd'hui est pour lui un État interventionniste en matière économique, sans qu'il nous montre vraiment ce qui renvoie aux mouvements profonds de l'accumulation du capital et de la lutte des classes. Quoiqu'il en soit, il ne permet pas de réfuter les arguments ou les conceptions de ceux qui font de l'interventionnisme étatique un moyen de conjurer les contradictions sociales. En outre, comme Althusser lui-même dans son article de 1970 « Idéologie et appareils idéologiques d'État [7] », il tend à majorer aussi le rôle de l'idéologie sous la forme des appareils idéologiques (école, mass média, Églises, syndicats, etc.). L'inculcation de l'idéologie dominante, sa « matérialisation » au moyen de l'activité d'appareils divers, lui paraît expliquer l'évolution des idées actuelles, un peu comme si l'instance inconsciente de l'idéologie trouvait son incarnation adéquate dans les pratiques sociales sans avoir à passer par les contingences des mouvements économiques et des luttes sociales qui les accompagnent. Sans doute, Nicos Poulantzas, dans son dernier ouvrage *les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui* [8], fait-il référence au rôle déterminant de la lutte des classes dans la reproduction sociale, mais ce recours en dernière instance reste abstrait, puisque la lutte des classes n'est pas elle-même présentée dans ses diverses manifestations aux niveaux économique, politique, idéologique et dans l'interdépendance de leurs processus. La constatation banale que l'État joue un rôle très important en politique, dans l'économie, l'idéologie serait-elle le dernier mot du marxisme ? On est malheureusement tenté de le conclure si l'on ne va pas plus loin.

En réalité, il ne s'agit pas du dernier mot de la théorie marxiste de l'État. Depuis quelques années, après 1968 et surtout en Allemagne, des chercheurs ont essayé de redonner sa vigueur critique à la théorie marxiste de l'État en reliant la construction conceptuelle de l'État au mouvement du capital en général, c'est-à-dire aux déterminations multiples de l'accumulation s'imposant comme le cadre de la socialisation des individus et des groupes [9]. Leur première préoccupation est donc de montrer que les déterminations de l'État ne sont pas extérieures à l'économie, ou plus exactement qu'elles ne viennent pas se surajouter à une économie autosuffisante. A partir des analyses de Marx sur la valeur, ils s'efforcent par conséquent de démontrer que le dédoublement de la société en société et en État trouve son origine dans les phénomènes de dédoublement de la marchandise en marchandise et en argent. Cette affirmation peut paraître particulièrement obscure, mais elle s'éclaire si l'on veut bien se rappeler que le mouvement des formes sociales (autonomes par rapport aux individus) se présente comme un ensemble de processus contradictoires qui ont besoin de trouver des éléments au moins provisoires de résolution pour continuer leur marche chaotique.

A travers ces formes, marchandise et argent par exemple, qui prennent l'apparence de choses sensibles et suprasensibles à la fois, se manifeste l'arrangement objectif des rapports sociaux par-dessus la tête des individus. La marchandise, forme valeur des produits du travail, se donne pour une chose qui porte en elle-même sa valeur (bien au-delà de son utilité) et qui, en

tant que telle, entre en relation avec d'autres choses semblables. La circulation des marchandises, remarque Marx, apparaît comme un ensemble de rapports sociaux entre les choses, dont les individus ne sont plus que les porteurs ou les supports. Toutes les opérations sociales qui aboutissent à l'échange des marchandises semblent ainsi se résumer à des rapports entre des équivalents, et il faut le noter, des équivalents qui sont des choses dépouillées ou abstraites de leurs qualités nouvelles (pourtant base ou condition première de l'échange). Il y a là une contradiction — la valeur d'échange d'une marchandise ou « chose » s'exprime dans la valeur d'usage d'une autre, dans une série infinie d'équations — qui ne peut être provisoirement résolue que grâce à une marchandise équivalent général : l'argent ou la monnaie. Mais cet équivalent général n'est pas qu'un signe ou une mesure de valeur : en tant que moyen de paiement, il a une existence indépendante face à la circulation des marchandises, au point que ces dernières peuvent ne plus être que le reflet de cette incarnation des richesses. L'argent ou la monnaie, comme le constate Marx dans les *Grundrisse*, devient le lien social par excellence, ce qui fait toucher du doigt le fait que l'organisation sociale ne peut être que l'organisation de rapports entre valeurs et porteurs de valeurs. Sur le plan conceptuel, on peut donc saisir l'étroite relation entre la circulation des marchandises et de l'argent, d'une part, la constitution des rapports juridiques, de l'autre. Les individus — supports des échanges de marchandises et de valeurs pour qui la relation sociale n'est qu'un moyen — ont besoin d'une régulation externe de leurs échanges. On pourrait même dire qu'au-delà des individus-sujets égaux les marchandises et l'argent ont besoin de voir leur circulation sanctionnée tant par des règles de portée universelle que par des institutions. L'État, à ce niveau, apparaît comme le complément de la circulation des valeurs et des marchandises et comme le garant de relations atomisées et égalitaires, par elles-mêmes incapables de se discipliner.

Mais cette détermination du juridico-politique par la circulation des valeurs n'est qu'un aspect du problème, puisque la circulation renvoie d'elle-même au processus de production. Si l'on reprend l'examen de l'argent, on s'aperçoit que sa fonction de moyen de paiement ne s'éclaire véritablement que si l'on fait référence à sa métamorphose en capital-argent, c'est-à-dire au moyen d'accumulation permettant d'acquérir la partie constante et la partie variable du capital industriel. La circulation argent-marchandise-argent (A-M-A') ne s'explique en effet que grâce à l'appropriation par le capital de la force de travail (et de sa valeur d'usage spécifique), c'est-à-dire grâce à la transformation de l'activité de production (de la majorité des travailleurs) en travail abstrait porteur de valeurs (la forme valeur du travail). L'État, à ce deuxième niveau, se constitue comme le garant de la libre vente de la force de travail et, surtout, comme le garant de son utilisation dans le processus de formation de la valeur, en vue de l'accumulation du capital (travail mort). Les ouvriers doivent avoir le droit de vendre leur force de travail interchangeable pour que les capitalistes puissent monopoliser les moyens de production et faire fructifier le capital dans les conditions de la concurrence. La première détermination — l'État comme organisateur de la liberté et de l'égalité des possesseurs de marchandises — se révèle ainsi comme l'expression dérivée, à la superficie des mouvements sociaux et économiques, de la seconde — l'État comme instrument de coercition et de discipline de la force de travail. Pour autant, elle n'en est pas moins réelle, surtout si l'on considère qu'elle occulte objectivement — fétichise — le mouvement de constitution du juridique et du politique aux yeux d'individus atomisés et séparés les uns des autres (si l'on fait abstraction du processus d'organisation de la classe ouvrière). L'État se constitue indépendamment des individus et des groupes en un ensemble de forces sociales autonomes parce que l'activité des uns et des autres n'est sociale qu'indirectement, parce que l'interdépendance sans cesse croissante du processus matériel de production (procès des travaux concrets aboutissant à des

valeurs d'usage) ne peut se frayer un chemin qu'à travers la concurrence des capitaux et l'exploitation de la force de travail.

Cette analyse conceptuelle permet déjà de saisir tout ce qu'a de simplificateur la présentation de l'État comme un instrument manipulable à volonté par la classe dominante. Il faudrait présupposer, en effet, que les capitalistes ont d'emblée une volonté de classe, qu'ils ne sont pas eux-mêmes déterminés par les mouvements de l'accumulation, du taux de profit et de la résistance ouvrière à l'exploitation, et qu'en outre les relations de concurrence qu'ils entretiennent entre eux ne sont pas un obstacle majeur à l'expression explicite de leurs intérêts de classe. En réalité, en tant que classe ils ont besoin de l'État pour s'affirmer, pour donner toute sa portée au rapport social d'exploitation. L'État capitaliste est bien leur État, mais il ne sont pas eux-mêmes immédiatement et en toutes circonstances l'État : ils doivent avoir des fondés de pouvoir spécialisés dans la Raison d'État (la haute bureaucratie). Pour la bourgeoisie, le droit et l'État sont des réalités objectives dont elle ne peut pas plus se passer que de plus-value. Mais cette objectivité des formes étatiques et politiques n'est pas neutre par rapport à la lutte des classes, même si des capitalistes pris individuellement peuvent parfois être durement touchés par la force étatique. Les institutions, sous peine de se nier elles-mêmes et ceux qui les portent, ne peuvent favoriser une véritable socialisation des administrés, c'est-à-dire leur permettre de s'organiser et de s'associer librement. Autrement dit, les formes étatiques sont indissolublement liées à l'atomisation et à la concurrence des individus, au relatif amorphisme et à l'impuissance des groupes. Il faut noter aussi que, plus profondément, les institutions juridiques et étatiques ne sont pas indépendantes de la division sociale du travail et, plus précisément, de la réduction de la majorité des travailleurs à l'état de fournisseurs de force de travail, car c'est sur cette base que sont créés les administrés par excellence, ceux qui, soumis à l'organisation capitaliste du travail, sont particulièrement faits pour être mis sous tutelle. Pour tous les membres de la société capitaliste, l'État est une puissance extérieure, étrangère à leurs préoccupations les plus immédiates, mais les différentes classes n'ont pas avec lui le même rapport. Les capitalistes attendent de lui qu'il assure contre l'arbitraire individuel la régularité et la continuité de l'ordre économique : ils ont en ce sens un rapport privilégié aux institutions. La classe ouvrière et, plus généralement, les vendeurs de force de travail n'attendent au contraire rien de particulièrement positif du droit et de l'État : ils savent qu'ils sont là pour les maintenir à leur place. Tout au plus peuvent-ils espérer que l'État leur permettra — au besoin contre les capitalistes les plus âpres au gain — de reproduire dans des conditions à peu près acceptables cette force de travail qui est leur seule véritable possession. Ce qu'il faut évidemment bien comprendre, c'est que cette force des formes politiques et juridiques sur les esprits — leur caractère apparemment indépassable — repose moins sur des mécanismes d'inculcation idéologique (par le biais d'appareils idéologiques d'État ou A.I.E., selon Althusser) que sur le jeu complémentaire des différentes modalités du fétichisme. Fétichisme de la marchandise qui fait prendre des rapports sociaux (et les opérations qui les accompagnent) pour des rapports entre les choses, fétichisme de l'organisation et de la « chose politique » qui fait prendre un système de domination impersonnel et basé sur les dépendances objectives de l'économie pour une manifestation des impératifs fonctionnels — ordre-organisation-répartition de l'autorité — propre à toute société. Les développements des idéologies politiques s'insèrent eux-mêmes dans ce cadre, ils ne sont pas au premier chef utilitaires, c'est-à-dire destinés à tromper ou à mystifier. A ce sujet, on peut observer que les mécanismes de formation de l'opinion, de création politique présentent bien des analogies avec la production et la circulation de la monnaie, dans la mesure où les idées ou stéréotypes politiques sont produits et échangés en fonction de la contribution qu'ils apportent à la régularisation et à la stabilisation des rapports entre les classes et l'État. Des groupes ou des fractions de classes se reconnaissent dans des idéologies

ou des courants politiques, ils y voient une valeur sûre, parce que ces courants les aident à comprendre et à défendre la position qu'ils occupent dans la division sociale du travail. On est, en fait, très loin du schéma idéal de la représentation politique propre aux défenseurs de la démocratie bourgeoise, où les individus-citoyens sont censés faire abstraction de leurs particularités pour ne plus songer qu'à « l'intérêt général », puisque les confrontations en question sont aveugles et que leurs résultats — nouveaux équilibres politiques, mettant fin à des déséquilibres intolérables — s'intègrent dans une reproduction sociale dépassant les projets ou les stratégies des individus et même des classes (sauf lorsque la classe ouvrière est sur la voie de son auto-organisation révolutionnaire). Ces considérations sont très importantes parce qu'elles permettent de saisir que la bureaucratie, en tant que catégorie sociale liée à l'ordre étatique bourgeois, n'a qu'un champ d'action limité et qu'on ne peut lui demander d'agir à l'encontre des lois fondamentales de la valorisation et de l'accumulation, pas plus qu'à l'encontre des relations les plus essentielles entre les classes et l'État. La bureaucratie, encore moins que les classes, ne domine plus le jeu social auquel elle participe.

Si l'on revient maintenant, après cette reconstruction de la démarche de Marx, au problème de l'intervention économique de l'État posé au début, il est possible d'écarter toute une série d'erreurs ou d'impasses, dont la plus commune est de croire que l'État joue un rôle dans l'accumulation du capital en contrevenant à la loi de la valeur. Dans ce domaine, l'accroissement indéniable de l'intervention des États occidentaux, depuis la Première Guerre mondiale et surtout depuis la crise économique de 1929, est pris fausement pour un changement qualitatif. On s'appuie sur les nationalisations, sur la planification indicative ou programmation ou encore sur les dépenses d'armements pour affirmer que la reproduction élargie du capital devient de plus en plus dépendante d'une activité autonome de l'État développée à partir de critères étrangers au profit [10]. C'est, en réalité, oublier que la plus-value globale dont peut disposer l'État n'est pas comparable à n'importe quel surplus social, qu'elle n'est ni produite ni utilisable n'importe comment, c'est-à-dire en dehors de rapports sociaux de production — la plus-value elle-même est plus qu'une quantité de produits non consommés, elle est avant tout production de relations sociales et reproductions de la séparation entre producteurs et conditions ou finalités de la production sociale. L'État ne peut donc prélever arbitrairement de la plus-value sans tenir compte des conditions générales de la reproduction sociale et de la dynamique de l'accumulation : il n'est pas l'agent de la transformation du capitalisme en économie « mixte », tout au plus peut-il donner des coups de pouce pour faciliter les mouvements dominants chez les capitalistes (transferts de plus-value limités, soutien sous certaines conditions de la demande dans certains secteurs économiques). Ni sur le plan structurel ni sur le plan conjoncturel, il ne maîtrise la concurrence monopolistique des capitaux (nationale et internationale). Bien au contraire, il doit se plier à ses conditions pour se maintenir en tant qu'appareil séparé susceptible de compenser *a posteriori* les déséquilibres les plus criants. Cela ne veut pas dire que l'État n'ait pas des fonctions nouvelles par rapport aux débuts du capitalisme. Plus encore que capitaliste de suppléance (pour les secteurs où la plus-value est la plus difficile à produire), il est devenu une véritable machine à produire et à standardiser le travail abstrait. Que l'on songe à son rôle dans l'établissement des grilles de qualification, des barèmes de salaires, des retraites, des assurances-chômage ; que l'on pense à son importance dans les conventions collectives, dans la codification des relations de travail et des mouvements de main-d'œuvre : l'État contemporain est bien ce Moloch au service du capital qui broie et malaxe la matière humaine, non cette Providence dont on veut faire chanter les mérites.

Notes :

- [1] P. Boccara et alii, *Traité d'économie marxiste. Le Capitalisme monopoliste d'État*, Éditions sociales, Paris, 1971, t. I, p. 25.
- [2] *Ibid.*, p. 97.
- [3] Ou, ce qui revient au même, se manifeste par le sous-emploi des capacités existantes.
- [4] *Ibid.*, p. 103.
- [5] Etienne Balibar, *Cinq études du matérialisme historique*, Maspero, Paris, 1974.
- [6] Voir son livre *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, Paris, 1968.
- [7] Voir *la Pensée*, n° 151.
- [8] Le Seuil, Paris, 1974.
- [9] On peut se reporter au livre de Helmut Reichelt, *Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Marx*, Frankfurt/Main, 1970, et aux articles parus dans *Probleme des Klassenkampfes*, Erlangen ; Sibylle von Flatow, Freeck Huisken, « Zum Problem der Ableitung des bürgerlichen Staates », n° 7, mai 1973, pp. 83 et 153 ; B. Blanke, U. Jürgens, H. Kastendiek, « Zur neueren marxistischen Diskussion über die Analyse von Form und Funktion des bürgerlichen Staates », n° 14-15, juin-juillet 1974, pp. 51 et 104.
- [10] Sur tous ces problèmes, voir l'ouvrage d'Ernest Mandel, *Der Spatkapitalismus*, Frankfurt/Main, 1972, paru en français, en 1975, aux éditions du Seuil.
-

Cinquième épisode : extrait de la troisième partie, pp. 131-148. Ce texte a été publié dans la revue *Critiques de l'économie politique*, n° 24-25, avril-septembre, 1976.

Réflexions sur l'État et l'économie

L'État est, semble-t-il, extérieur à l'économie. S'il intervient dans son fonctionnement, c'est apparemment parce qu'il est susceptible d'introduire dans ce domaine — celui de la production et de l'échange de marchandises — des principes de correction s'inspirant, non plus de la valorisation — la recherche du profit — mais du bien commun ou de considérations supérieures aux intérêts privés. L'État serait, en ce sens, l'incarnation d'une rationalité supérieure à la rationalité du calcul économique immédiat et de l'entrepreneur économique individuel. Il prolongerait, complèterait, amenderait les rapports libres des agents de l'économie et leur donnerait ainsi la possibilité de s'affirmer et de s'étendre aux dépens de toutes les formes économiques antérieures. Mais précisément, cette rationalité de la totalité ne conserverait sa supériorité, voire même sa réalité, qu'à condition de s'opposer, tout en les respectant, à des myriades de décisions individuelles croisées et entrelacées. En d'autres termes, la justification profonde de l'État serait non la négation, mais la surveillance des fins privées afin qu'elles puissent se transmuier en bien général de par leur tendance à se développer de façon intime par-delà toutes les barrières. Il n'y aurait pas de rationalité en soi de l'État, susceptible de pénétrer toute l'économie, mais une rationalité de supervision qui serait fonction de l'agitation et de la diversité du monde des besoins et des activités privés.

Cette extériorité de l'État par rapport à l'économie — intervenir à contre-courant dans les activités économiques pour empêcher leurs effets négatifs — n'est pourtant pas aussi évidente qu'il y paraît au premier abord. L'activité étatique elle-même n'échappe pas au calcul de la rentabilité, ni au recours aux intérêts particuliers, voire particularistes, qu'elle prétend discipliner. L'État est lui-même une organisation bureaucratique, c'est-à-dire un système hiérarchisé des compétences reposant sur la concurrence entre les individus et sur l'égalité des responsabilités, des tâches et des rémunérations. Il adapte les moyens aux fins ou les fins aux moyens, comme les entrepreneurs capitalistes, dans le but d'assurer la continuité de la production de plus-value et de capital. Il est, de ce point de vue, beaucoup plus lié à la valorisation qu'il ne veut bien le concéder dans son discours sur l'intérêt général et le bien de la communauté ; l'intervention a pour objet de perpétuer le rapport capital-travail et non une activité économique socialement neutre. L'État, c'est, en ce sens, la sanction et la perpétuation de la séparation entre les producteurs et les moyens de production, ce qu'il fait non seulement en garantissant la propriété privée, mais aussi en se produisant et en se reproduisant comme ensemble d'appareils séparés des masses et caractérisés eux-mêmes par un degré prononcé de division du travail. Il n'y a pas de discontinuité absolue entre l'accumulation du capital et la production des valeurs propres à l'État, ordre, sécurité, formalisme de l'égalité, mais au contraire discontinuité relative, dialectique subtile de l'exclusion et de l'inclusion. D'un côté, l'État se présente comme la sublimation des relations sociales immédiates, comme s'il renvoyait aux individus de la société capitaliste une socialité dont ils ont été dépossédés. D'un autre côté, il est intimement lié à la socialisation-privatisation de la vie capitaliste. En verrouillant le rapport social de production — défense de l'appropriation privée des moyens de production et de la séparation entre producteurs et moyens de production —, il se manifeste, en effet, comme une des conditions essentielles de la dispersion des activités et de l'isolement des agents économiques les uns par rapport aux autres. Derrière son égalitarisme formel se profile le rôle permanent des institutions étatiques en faveur des inégalités sociales

les plus substantielles. Les possesseurs de marchandises sont en principe traités sur le même pied, ils ont le droit d'échanger sur le marché, mais il y a des différences fondamentales entre les possesseurs de la marchandise capital et les possesseurs de la marchandise force de travail. Les uns en tant que supports du véritable sujet du processus de production — le capital — sont plus appréciés ou valorisés que les autres qui, pour rester vendeurs de force de travail, doivent de toutes façons être maintenus dans une situation permanente d'infériorité. L'État, en réalité, est beaucoup moins éloigné du processus de reproduction que ses idéologues ne veulent l'admettre, ne serait-ce qu'en contribuant à produire la division entre travail de commandement et de conception d'une part, travail d'exécution d'autre part. Il est ainsi omniprésent, dans le rangement-ordonnement des agents de la production, voire dans les agencements de la technologie destinés à déposséder les travailleurs de leur force collective et des puissances intellectuelles de la production afin de les transformer en puissance sociale du capital. En tant qu'extériorité apparente de l'organisation sociale par rapport aux organisés, il complète l'extériorité apparente des échanges économiques — le marché comme enchaînement de relations — par rapport aux échangeurs et aux producteurs. Il est à la fois une condition ou une présupposition de la production de plus-value et de capital — il combat les excès de la concurrence entre capitalistes et régularise les données de l'exploitation — et un résultat nécessaire de l'accumulation du capital en tant que production et reproduction du rapport social de production-reproduction de la socialisation-séparation des individus comme supports des relations sociales. C'est pourquoi l'État, loin d'être un arbitre au-dessus de la mêlée, s'insère dans une chaîne de dépendances dont il est un constituant parmi d'autres, et dans une série de processus dont il ne peut être séparé.

C'est dans ce contexte qu'il faut poser la question de l'efficacité de l'activité étatique. Sans doute la tentation est-elle grande de surestimer les possibilités de l'État et de lui attribuer des capacités d'intervention bien au-delà des limites que lui assigne la valorisation, voire directement à l'encontre de la logique profonde du profit. L'État se trouve ainsi paré dans l'abstrait de pouvoirs considérables, en particulier de ceux qui sont nécessaires pour compenser toutes les défaillances de l'investissement privé et toutes les incohérences qui naissent des variations de l'offre et de la demande. Il est en quelque sorte la réponse à tout ce qui ne va pas et l'instrument potentiellement utilisable dans toutes les situations hors de l'ordinaire. Mais, sur cette base, on reste prisonnier d'une conception idéologique bien incapable de saisir les modifications qui peuvent se produire dans les rapports entre l'État et l'économie en fonction des aléas de l'accumulation du capital. Plus précisément, on reste prisonnier des vues indifférenciées sur l'intervention étatique — elle s'accroît et en tant que telle elle restreint la sphère de la production de la plus-value. C'est par exemple ce qu'affirment, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les social-démocrates allemands. Pour eux, les expériences dirigistes de la guerre et des années de révolution marquent la fin du capitalisme organisé. Hilferding, le théoricien du « capital financier », conçoit dans cet esprit l'intervention de l'État comme antinomique de l'accumulation privée du capital et prévoit son extension progressive jusqu'à la disparition du régime capitaliste. Sans aller aussi loin dans la prophétie, beaucoup d'économistes commencent, à partir de cette époque, à développer la conception d'une économie « mixte » où coexistent durablement et de façon relativement harmonieuse les activités économiques de l'État et du capital privé.

Mais c'est évidemment après la Deuxième Guerre mondiale que l'idée d'un mariage de raison entre l'État et le capital, efficace contre tous les maux, s'impose. On croit, dans la ligne de la « révolution keynésienne », que tous les problèmes de la croissance peuvent être maîtrisés consciemment [1], c'est-à-dire qu'une politique volontaire ou volontariste au niveau étatique surmonte toutes les difficultés conjoncturelles (surproduction, baisse de l'investissement) et

structurelles (inégalités de développement, retards sectoriels). Mais, pour soutenir ou étayer de telles affirmations, il faut démembrer la totalité complexe que forme le rapport social de production, le décomposer en domaines indépendants les uns des autres (production, distribution, etc.) et surtout diminuer l'importance de la production, la réduire à un aspect technique, pour ne pas dire secondaire, de l'activité sociale. C'est, en effet, ainsi qu'on peut relativiser la logique de la valorisation et présenter les problèmes à résoudre comme de simples problèmes d'équilibre, d'ajustement entre des flux divers ou encore comme des problèmes d'utilisation rationnelle des moyens disponibles (les ressources rares dont parlent les économistes). En termes keynésiens, on cherche à soutenir la demande globale, à réaliser l'égalité de l'épargne et de l'investissement, à déterminer le taux d'intérêt le plus favorable à l'activité économique, etc., sans se préoccuper de savoir quelles sont les causes profondes des mouvements auxquels on assiste. Le volontarisme, la surestimation des possibilités d'intervention consciente se combinent en fait avec une très forte dose d'empirisme conduisant à des théorisations descriptives. Les relations entre les différents moments de l'activité économique (production, circulation, consommation) sont technicisées alors que les comportements des agents-supports sont, eux, psychologisés.

Depuis la récession internationale de 1974-1975, qui a ébranlé bien des certitudes, le caractère idéologique de cette science économique dominante est devenu plus perceptible. On commence à se dire que la politique économique ne produit pas toujours des miracles, voire qu'elle n'est pas toujours en mesure d'empêcher les baisses d'activité. Il se révèle au contraire que l'intervention étatique véritablement efficace se produit *a posteriori* pour essayer de rétablir les conditions d'une meilleure valorisation lorsque celles-ci sont détériorées. L'intervention *a priori*, très souvent aveugle, ne peut guère aller au-delà de ce qui est indispensable à un bon fonctionnement de l'économie en général. Pour l'essentiel elle s'intéresse aux obstacles qui pourraient entraver la marche du capital, c'est-à-dire cherche à créer un environnement favorable à l'accumulation. Elle vise à bien organiser le système du crédit, à régulariser et à rationaliser le système fiscal, à limiter le poids du syndicalisme sur le marché du travail, etc. Même lorsqu'elle se présente comme une programmation ou comme une planification des grandes orientations de la production, elle relève plus d'une projection sur l'avenir des tendances de développement dominantes à un moment donné que d'une véritable planification. Son intérêt est surtout de tracer un cadre général à l'action des différents groupes capitalistes et d'indiquer dans leurs grandes lignes les conditions de compatibilité entre les bases matérielles de la production (démographie, utilisation des données naturelles et techniques, etc.) et la production en tant que production de valeurs. Autrement dit, la programmation capitaliste fait, dans la mesure du possible, la liaison entre les problèmes dits infrastructurels et l'accumulation du capital en tant qu'accumulation de richesses évaluées financièrement. Elle est bien cette immense étude de marché dont parle Pierre Massé, ce qui en montre toutes les limites [2].

C'est donc l'intervention *a posteriori* qui est la plus directement liée à la dynamique de l'accumulation, et qui épouse le plus étroitement les mouvements des capitaux. Son objectif est évidemment de corriger les ratés de l'initiative privée pour lui redonner toute sa vigueur. C'est dire qu'elle doit redoubler l'action des capitalistes, sinon la compléter en appuyant ses effets lorsqu'ils sont trop faibles. Concrètement, cela veut dire qu'elle doit rendre profitable la production qui ne l'est pas ou pas assez, en agissant sur les facteurs déterminant le rendement des capitaux. Cela n'exclut évidemment pas que l'État agisse comme un capitaliste collectif idéal (Engels) à l'encontre de tel ou tel secteur capitaliste pris en particulier, en favorisant un groupe d'entreprises, mais cela exclut qu'il agisse sur une période relativement longue sans tenir compte des conditions de valorisation du capital social et se refuse à connaître autre

chose que des intérêts par trop limités. L'État, en ce sens, doit se préoccuper de ce qui détermine la prospérité économique générale (des capitalistes) et les mouvements d'ensemble des capitaux. Il lui faut agir sur le taux moyen de profit, c'est-à-dire aussi bien sur le taux d'exploitation que sur les coûts de reproduction des différentes composantes du capital. Mais, au-delà de ces vérités de bon sens, qu'une grande-partie des économistes dits bourgeois sont prêts à reconnaître, il faut aussi considérer que l'État ne peut s'abstraire des rapports complexes qui s'établissent entre la production, la circulation et la consommation (des marchandises et des capitaux). Beaucoup de marxistes pensent qu'il y a là une question relativement simple à résoudre, en partant de la priorité de la production en tant que production de plus-value, mais ils ne se rendent pas compte qu'en suivant trop rapidement cette voie, on peut être tenté de sous-estimer l'importance ou l'autonomie de certains moments de l'activité économique comme la circulation. Faut-il rappeler que la circulation des marchandises n'est possible que grâce à l'intermédiaire de l'argent qui, de son côté, n'est pas réductible à un simple signe monétaire ou à du numéraire, mais exprime un dédoublement de la marchandise, sa cristallisation en moyen de paiement universel, qu'on peut retirer de la sphère de l'échange immédiat et opposer par là à la grande masse de marchandises comme la véritable incarnation de la richesse sociale. Comme le note Marx, l'unité de l'acte de vente et d'achat est, de ce fait, potentiellement rompue et dissociable (la circulation des marchandises de ce point de vue n'est pas la réalisation automatique de la production de plus-value). L'affaire se complique encore un peu plus lorsqu'on passe, au-delà de la circulation des marchandises, à la circulation du capital, à ses métamorphoses, capital industriel, capital commercial, capital-argent, capital-marchandise, et aux rapports qu'elles entretiennent avec les rotations et les cycles du capital productif. A ce niveau aussi, la circulation ne peut être confondue avec un pur moment technique de la production ne faisant qu'exprimer les nécessités intemporelles de l'échange. Elle se manifeste au contraire comme le jeu d'un ensemble de processus opposables à la production, c'est-à-dire faisant valoir au besoin leurs impératifs contre la production et les conditions de sa continuité. C'est ainsi que la rémunération du capital porteur d'intérêts peut entrer en conflit avec le maintien de conditions propices à l'accumulation du capital et que les difficultés du capital commercial peuvent se répercuter à brève échéance sur la production. L'unité du procès d'ensemble de la production est bien cette unité hautement contradictoire, écartelée entre l'identité et la rupture dont parle Marx dans l'« introduction de 1857 ». La production capitaliste en tant que production de plus-value est, en effet, perpétuellement marquée par des dédoublements en chaîne, dédoublement de la marchandise en valeur d'usage et valeur d'échange, du travail en travail abstrait et travail concret, de la marchandise encore en marchandise et argent, etc. Plus fondamentalement, il y a dédoublement irréductible de la production en production pour la valorisation et production matérielle de valeurs d'usage, dont les doubles exigences, loin d'être toujours compatibles, peuvent se révéler contraires à chaque pas, puisque le capital tend à se développer de façon illimitée sans s'arrêter aux contraintes matérielles (productivité physique du travail, disponibilité des ressources naturelles, surproduction par rapport à la demande solvable, relation entre valeur d'usage et valeur proprement dite). En d'autres termes, les flux financiers en tant que métamorphoses de la forme valeur se heurtent, sans pouvoir s'en abstraire complètement, aux relations matérielles qui s'établissent entre les hommes, la nature et leur environnement technique.

Il n'est donc pas possible de concevoir l'intervention étatique en dehors de ce contexte contradictoire d'interdépendances étroites et simultanément de mouvements autonomes (à partir des mêmes présuppositions sociales et matérielles). On ne peut traiter de la circulation, de la distribution ou de la consommation isolément de la production, et surtout traiter les symptômes de déséquilibre qui se manifestent à un niveau du procès de valorisation sans tenir

compte des déséquilibres présents à d'autres niveaux. Cela veut dire qu'on ne peut faire une théorie de l'intervention étatique sans comprendre tous les enchaînements et les répercussions des mouvements divers de ce même procès de valorisation, sans faire en réalité une théorie des mouvements propres à l'accumulation du capital, de ses équilibres et déséquilibres d'ensemble, c'est-à-dire sans faire une théorie des crises intégrant aussi bien les mouvements de la circulation que ceux de la production. On sait que les marxistes ont toujours eu du mal à faire cette théorie du mouvement de l'économie capitaliste et qu'ils ont eu tendance à mettre l'accent tantôt sur un aspect — la sous-consommation et les difficultés dans la réalisation de la plus-value —, tantôt sur d'autres — les disproportions entre les différents secteurs de la production (biens de production et biens de consommation) —, voire sur des aspects encore plus difficiles à déceler et à étudier — les variations à la baisse du taux de profit. Il ne peut être question ici de faire une théorie complète des crises, c'est-à-dire une synthèse de tous les niveaux d'analyse nécessaires pour dépasser les points de vue unilatéraux (encore prédominants dans la littérature marxiste), mais il s'agit de voir comment il est possible de dépasser les théorisations trop partielles.

Dans *le Capital*, Marx indique à plusieurs reprises que la dynamique de l'accumulation dépend du profit que les capitalistes retirent de leurs investissements, en même temps il montre que les mouvements du profit obéissent à des déterminations particulièrement complexes et produisent eux-mêmes des effets qui ne peuvent être présentés simplement. Le profit se mesure évidemment au capital total engagé (capital constant plus capital variable), mais comme seul le capital variable (rémunération de la force de travail) correspond à une production de plus-value, le capital constant (en tant que capital fixe et capital circulant) ne faisant que transmettre une partie de sa valeur au produit, il en résulte que le développement de la force productive sociale du travail est susceptible de conduire à une baisse du taux de profit. Il faut et il suffit, en effet, que le capital constant croisse plus vite que le capital variable pour qu'apparaisse, à plus ou moins long terme, une situation difficile du point de vue des capitalistes ; diminution de la croissance de la masse du profit disponible, difficultés à rémunérer toutes les fractions du capital et à susciter de nouveaux investissements. Cela n'a, il est vrai, rien d'obligatoire ou d'inéluctable sur une longue période, si l'on se contente d'examiner le problème dans l'abstrait. Marx lui-même a insisté sur le fait que l'élévation de la composition organique du capital était contrecarrée par plusieurs facteurs, notamment l'élévation du taux de plus-value (ou exploitation) et la baisse de la valeur du capital constant (un des effets possibles de l'élévation de la productivité du travail et de la baisse de la valeur de la force de travail). Il faut donc se garder de conclure que l'élévation de la composition technique du capital entraîne automatiquement une élévation de la composition organique (en valeur), et il ne faut pas oublier non plus que les rapports qui s'établissent à un moment donné entre production matérielle et valorisation peuvent être radicalement bouleversés à un autre moment (par la dévalorisation du capital notamment).

Toutefois, si ces considérations doivent mettre en garde contre toutes les conceptions mécanistes qui font de la baisse tendancielle du taux de profit une loi économique qui conduit par sa seule dynamique à la fin du capitalisme (un peu comme il y a perte d'énergie graduelle en thermo-dynamique), elles n'interdisent pas, au contraire, d'affirmer que, sous certaines conditions, il peut y avoir baisse du taux de profit. Il faut et il suffit pour cela — rappelons-le — que la masse du travail mort s'accroisse plus vite dans certaines phases de l'accumulation que la masse du travail vivant, et donc du travail nécessaire (rémunéré par le capital variable). Cela peut se produire notamment lorsque les investissements s'accroissent très rapidement (renouvellement accéléré du capital fixe) sans que l'emploi et l'exploitation fassent des bonds correspondants : d'un côté, les travailleurs mettent en branle une masse de plus en plus

importante de capital, de l'autre côté, les capitalistes retirent de leurs investissements proportionnellement moins de plus-value qu'auparavant. Une telle situation est d'ailleurs beaucoup moins exceptionnelle qu'on ne le croit, elle se rencontre chaque fois que les capitalistes sont confrontés à un marché du travail favorable aux travailleurs et que, sur la base d'une vague de prospérité, les investissements se multiplient sans modifications essentielles des données techniques (ce qui empêche la baisse de la valeur de la force de travail, et celle, encore plus rapide, de la partie constante du capital). Elle est, en ce sens, la manifestation des limites que le capitalisme met lui-même à son propre fonctionnement et, pourrait-on ajouter, des inconvénients qu'il y a à enfermer la production matérielle dans le carcan de la valorisation. La marche de l'accumulation n'est pas, ne peut pas être rectiligne, elle est heurtée ou cyclique par nature, parce que son moteur est la recherche du profit ou de la situation la plus favorable à l'exploitation de la force de travail dans le cadre de la concurrence des capitaux. En d'autres termes, elle repose sur les inégalités de développement ou sur les différences dans les conditions de valorisation entre les possesseurs de capitaux ; ceux qui utilisent les capitaux et la force de travail de la façon la plus efficace l'emportent sur ceux qui, pour telle ou telle raison, se révèlent incapables de bien se placer sur le marché et de produire de façon rentable. La répartition du travail social entre les différentes branches de la production se fait ainsi en fonction du rythme des affaires et des déplacements des capitaux à la poursuite des meilleurs investissements et, compte tenu de la vitesse de rotation du capital et du renouvellement du capital fixe, on voit s'instaurer des cycles économiques pluriannuels marqués par les alternances de la prospérité, de la dépression et de la reprise. La prospérité par ses excès mêmes engendre la dépression qui, en dévalorisant une partie du capital social et en exerçant une forte pression sur les salaires ouvriers, recrée un contexte favorable à l'accumulation sur une échelle élargie. Tout ceci peut apparaître au premier abord comme une pure mécanique économique (liée à des conditions naturelles variables), mais un examen un peu plus poussé montre qu'on ne peut faire abstraction des relations entre les classes, que ce soit les relations entre les différentes fractions de la bourgeoisie (concurrence au niveau des prix et de la présentation des produits, batailles autour de la dévalorisation, etc.), que ce soit les relations entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. En effet, l'extériorité du rapport social de production eu égard aux individus et aux groupes (son caractère de puissance étrangère imposant ses contraintes aux sujets sans qu'ils puissent s'y soustraire) n'empêche pas que les poussées sociales aient de profondes répercussions sur le rapport capital-travail, et donc sur la production de plus-value. En ce sens, on peut dire que la lutte des classes rythme autant la dynamique économique que la dynamique économique rythme la lutte des classes. Au-delà des fluctuations à moyen terme (les cycles pluri-annuels), on peut découvrir ainsi des fluctuations de longue période (sur des décennies) qui renvoient à des constellations précises des relations entre les classes (et les nations) : phases où les crises sont graves et peu espacées, phases au contraire où les crises n'entraînent pas des reculs trop importants de la production et tendent à être plus espacées. Comme l'a très bien montré Ernest Mandel dans *le Troisième âge du capitalisme*, la prospérité capitaliste des années 50 et 60 trouve en partie son origine dans les défaites subies par le prolétariat dans les années 20, 30 et 40 (fascisme, guerres), que les capitalistes utilisèrent comme autant d'occasions de redistribuer les cartes — élévation considérable du taux d'exploitation sur une longue période, conditions favorables à la restructuration du secteur des petites et moyennes entreprises, mobilisation du travail scientifique et préparation de ses applications à l'industrie [3].

Cela ne veut naturellement pas dire que l'accumulation du capital n'est que pure répétition, recommencement des mêmes mouvements cycliques, alternance de phases identiques de prospérité et de dépression. Tout au contraire, la production et la reproduction du capital a une dimension historique, cumulative qu'il est difficile de ne pas percevoir. Le capital, non

seulement révolutionne sans cesse les méthodes de production, mais il soumet à son empire des sphères de plus en plus nombreuses de la vie sociale et reconstruit à chaque étape les rapports de production comme ses formes d'affirmation. A la recherche d'une expansion illimitée — l'accumulation, c'est la loi et les prophètes —, le capital, malgré ses présuppositions matérielles limitées, s'incorpore, en effet, de plus en plus de substance (des activités anciennement indépendantes sont sans cesse transformées en travail abstrait). Le fait qu'il se heurte à des résistances (la résistance ouvrière, les contradictions de la valorisation) n'est pas un obstacle décisif, car ces résistances sont très inégalement réparties dans l'espace et dans le temps et laissent des marges de manœuvre à nombre de capitalistes épargnés par les plus graves difficultés (celles qui assaillent leurs concurrents moins favorisés). Dans une apparente anarchie, le capitalisme croît en étendue et en profondeur en multipliant les oppositions qu'il doit vaincre. Il centralise et concentre les capitaux, il transforme en réalité les capitalistes en fonctionnaires du capital et substitue à la « libre entreprise » d'origine artisanale et familiale, le grand trust, puis le conglomérat multinational. Les marchés nationaux se développent et s'opposent, se décomposent pour se recomposer sur des bases tout à fait provisoires dans un marché mondial qui prend de plus en plus corps par-dessus toutes les diversités et à travers elles. Concurrence et monopole se déploient à l'échelle internationale, après avoir bouleversé les conditions nationales et locales, sans s'arrêter, bien sûr, devant aucune situation acquise ; des branches économiques prospèrent, puis périclitent, d'autres naissent et progressent impétueusement dans un contexte très général de développement inégal. Le capital ne reste jamais en repos, il s'étale et renforce son emprise sans savoir où cette expansion le mène, c'est-à-dire sans qu'il y ait d'autres fins aux processus sociaux et économiques que sa propre reproduction sur une échelle élargie.

Tout ceci doit être présent à l'esprit, lorsqu'on parle de l'intervention étatique : celle-ci ne se produit pas dans le vide, mais au contraire dans un trop-plein de mouvements contradictoires et incontrôlables dont elle cherche à restaurer l'unité. Elle est fondamentalement une intervention-réflexe, ou plus précisément un ensemble de réactions pré-déterminées par un environnement non statique, par des situations qu'on ne saurait analyser en termes de confrontation pure entre la volonté et la réalité. Quoiqu'en pensent beaucoup, l'intervention étatique ne peut être une suite de décisions et d'actes arbitraires, mais rationnels, obéissant à des fins désirables plutôt qu'à des fins prescrites ou délimitées par un champ spécifique de forces spontanées. En réalité, elle s'intègre dans les cycles économiques, dans leurs engendremens et enchaînements successifs. Lorsque le capitalisme est encore peu développé, l'inclusion de l'activité étatique dans la dynamique de l'accumulation du capital est encore tout à fait dans l'enfance. L'État comme capitaliste collectif idéal intervient surtout pour donner les impulsions initiales à la production de plus-value (infrastructure, organisation de la circulation, etc.). Il semble par certains aspects encore proche de ses origines absolutistes et mercantilistes : les préoccupations de puissance occupent le devant de la scène, et la logique de l'activité étatique paraît étrangère à la logique du profit. Aujourd'hui, au stade monopoliste et impérialiste, il en va tout autrement : les interventions économiques de l'État ne peuvent en aucun cas s'abstraire de l'accumulation, elles en deviennent partie intégrante, c'est-à-dire concourent à la dynamique de la production et de la circulation du capital, et en général à sa valorisation. Pour parler le langage des économistes, l'activité économique de l'État devient un élément, une variable dépendante des fluctuations économiques. La part énorme du revenu national (plus de 30 % dans certains pays) qui passe par les mains de l'État en témoigne ; elle s'intègre à la prospérité comme à la dépression et ne peut donc être considérée comme une manifestation consubstantiellement étrangère à l'accumulation. Il suffit de songer au rôle du financement public des investissements pour s'en convaincre. On peut d'ailleurs faire le même genre d'observations en ce qui concerne le rôle de l'État dans le domaine de la circulation : les

autorités répondent plus aux mouvements du crédit et de la monnaie qu'elles ne les précèdent. De son côté, la redistribution des revenus, si vantée dans les discours électoraux, ne fait en réalité que régulariser et sanctionner une répartition des produits et des richesses suscitée par les rapports de force qui s'établissent dans la production et sur le marché, pour l'essentiel. C'est pourquoi toutes les théorisations qui font de l'extension qualitative et quantitative de l'activité économique la marque d'une socialisation effective des rapports de production sont parfaitement idéologiques. Le capitalisme d'aujourd'hui n'est pas moins capitaliste que celui d'hier, il l'est au contraire plus profondément dans la mesure où l'État interventionniste a cessé d'être un antécédent de la production capitaliste pour devenir un de ses rouages ou engrenages ordinaires, une des présuppositions qu'elle se donne à elle-même. Le secteur industriel d'État lui-même, dans son extension et ses contractions, n'échappe pas à ces contraintes ; dans la plupart des pays capitalistes, il ne joue plus le rôle pilote qui lui était échu après la Deuxième Guerre mondiale mais s'intègre de plus à la concurrence monopolistique. Il est également significatif que la politique fiscale des grands États devienne de plus en plus dépendante de la conjoncture, et qu'apparaisse maintenant au grand jour la difficulté à enfler encore un peu plus la masse budgétaire au détriment de la plus-value globale. Il est vrai que, parallèlement à cette inclusion renforcée de l'activité étatique — tout au moins d'une partie d'entre elle — dans la production de plus-value, on constate la régression de plus en plus rapide de l'entreprise capitaliste individuelle ou familiale, mais il faut se garder de conclure trop vite, car le rapport de production capitaliste n'est pas lié à l'appropriation et à l'entreprise individuelle. Il se développe tout aussi bien, si ce n'est mieux, dans un contexte de propriété de groupe (l'ère des *managers* ou la « techno-structure »), puisqu'en définitive, ce qui compte, c'est l'extorsion de la plus-value par des capitaux multiples et l'exploitation de la force de travail.

Il apparaît donc que l'État, de plus en plus impliqué dans l'accumulation du capital, plane moins que jamais au-dessus de la mêlée sociale. Loin de déterminer souverainement son activité économique, il ne fait que l'adapter aux conditions variables d'une accumulation du capital de plus en plus dégagée des limites héritées de l'entreprise artisanale et de l'espace national. Faut-il pour autant en conclure que les États et les monopoles forment un « mécanisme economico-social unique », comme on le dit dans les théories du « capitalisme monopoliste d'État » avancées par les partis communistes depuis un certain nombre d'années ? La réponse à cette question mal posée n'est évidemment pas simple — de toute façon l'État ne se réduit pas à l'économie et, en tant que capitaliste collectif idéal, il ne peut être confondu avec telle ou telle entreprise ou tel ou tel groupe d'entreprises pris en particulier. Toutefois, sans prétendre apporter sur ce point de lumières définitives, il est possible de faire un certain nombre d'observations. La première porte sur la nature des monopoles, ou tout au moins sur leur rôle dans la vie économique. La plupart des théoriciens communistes dits orthodoxes voient surtout dans les monopoles des entreprises géantes, des « trusts », disposant d'énormes pouvoirs dans la vie économique. Sur cette voie, ils ont tendance à raisonner en termes non économiques, comme si la force d'un monopole se manifestait immédiatement et avec le plus de force sur le plan politique. Dans cet esprit, les monopoles sont censés contrôler l'offre et la demande, déterminer les prix et imposer leur loi à l'ensemble de l'économie, ce qui a — si l'on est logique — des conséquences d'une très grande portée. La loi de la valeur avec tous ses corollaires, péréquation du taux de profit notamment, se trouve par là-même niée — au moins partiellement — dans sa validité. Autrement dit, à travers l'action des monopoles se développe un capitalisme sensiblement différent de celui analysé par Marx et qu'on peut caractériser par l'apparition de nouvelles formes d'exploitation, pour ne pas dire du pillage systématique. Les grandes entreprises, utilisant à fond leur force sociale et leur poids dans la vie publique, obtiennent des privilèges fiscaux, des subventions, des tarifs préférentiels, des facilités de crédit et le financement étatique de la recherche. Elles prélèvent, ainsi une grande part de la

plus-value produite dans le secteur non monopolistique, ce qui ne fait que s'ajouter aux transferts de plus-value déjà arrachés par les oligopoles sur le marché. Pour les théoriciens du capitalisme monopoliste d'État (C.M.E.), tous se passe comme si une superstructure parasitaire — les monopoles — rongerait insidieusement la substance économique [4], déviait le progrès technique à son profit et colonisait peu à peu les institutions et l'État. Il n'y a plus à proprement parler d'accumulation capitaliste — sauf dans le secteur des petites et moyennes entreprises —, mais la domination d'une accumulation monopoliste sur les principaux secteurs de la vie économique par la concentration des moyens d'investissement. C'est ainsi que les monopoles sont déclarés « responsables » (avec des connotations morales) de l'inflation, parce qu'ils procèdent — en vue de contrôler le marché — à des investissements superflus (créant des capacités de production lourdement excédentaires et par conséquent inutiles qui pèsent sur les prix). Une partie des moyens de la société est détournée de cette façon, ce qui ne manque pas de susciter des difficultés dans d'autres branches (insuffisance de la production et de l'offre). A partir de telles affirmations, les partisans du C.M.E. admettent implicitement que la concurrence a presque complètement disparu et que la multiplicité des capitaux n'est plus guère qu'un souvenir, ce qui est faire peu de cas des formes nouvelles de la concurrence monopoliste et des affrontements nationaux et internationaux auxquels on assiste aujourd'hui. Plus profondément, c'est aussi nier qu'on ait encore affaire à une production capitaliste véritable, puisque le prélèvement du surtravail — l'extraction de la plus-value — s'effectue de plus en plus selon eux par l'utilisation de la force pure (et plus particulièrement de l'État). Les économistes du P.C.F. n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'une « exploitation monopolistique » qui se superposerait, voire se substituerait à l'exploitation capitaliste dans les pays occidentaux les plus développés. Ce qui est une façon de dire que les contraintes objectives du rapport social de production doivent être minimisées et que l'intervention étatique — la force par excellence — doit être revalorisée. Il y a en quelque sorte « superpolitisation » de l'économie, dépérissement de la loi de la valeur, parce que les monopoles s'affranchissent de la concurrence et s'affrontent comme des féodaux pour obtenir l'aide de l'État et parce que cette dernière suscite de plus en plus de réactions populaires en sens contraire. Ces débats et ces luttes — reflet de la socialisation des forces productives — ont pour résultat de pousser la socialisation encore un peu plus loin. C'est pourquoi, si l'État moderne est un État de l'oligarchie financière, il est en même temps un instrument potentiel de transformation sociale, l'inscription dans le contexte socio-économique actuel de modèles d'organisation différents, c'est-à-dire la préfiguration d'une planification authentique des activités productives.

La dépendance de l'État — y compris dans ses activités non économiques — par rapport aux mouvements du capital est par là-même occultée, et son autonomie relative (l'organisation de l'hégémonie politique et idéologique de la bourgeoisie, au besoin contre les agissements des capitalistes eux-mêmes) est transformée, voire transfigurée ; elle devient une capacité abstraite et permanente à structurer et à re-structurer l'économie. Sans doute, les théoriciens des P.C. soulignent-ils l'étroitesse des liens présents entre le personnel dirigeant l'État et les « managers » des grands monopoles, mais il s'agit de rapports si peu nécessaires qu'ils peuvent changer relativement facilement (sans destruction de l'État bourgeois) par la victoire de la démocratie « avancée » contre une poignée de monopoleurs. Le « mécanisme unique », dans un premier temps, peut apparaître comme la manifestation de la domination des monopoles, mais à la longue et au fond il joue en faveur de l'État et de son rôle virtuellement « technique » au-dessus des classes. Il y a un face à face entre l'économie et l'État, une sorte de confrontation abstraite et sans fin dans laquelle l'État en tant que généralité de l'action est destiné à l'emporter sur le particulier de l'économie. C'est dire que la dialectique entre société et institutions étatiques est unilatéralement simplifiée par cette orientation théorique : les manifestations de crise économique ne sont pas reliées de façon suffisamment rigoureuse aux

déséquilibres et aux contradictions qui marquent la vie étatique. Au lieu d'analyser la contradiction qui s'approfondit entre l'extension de l'intervention étatique, voire son hypertrophie, et le peu de résultats obtenus par rapport aux objectifs proposés et proclamés dans l'idéologie, au lieu de comprendre les phénomènes d'étatisation comme des réponses particularistes à la socialisation qui serait nécessaire, au lieu, en somme de théoriser l'État comme un élément du rapport social de production capitaliste, les économistes des P.C. se contentent, en fait, d'explicitier les tâches que l'État devrait remplir dans l'idéal, un peu comme si la réalisation d'une socialisation non antagoniste dépendait seulement d'une meilleure politique dans les cadres traditionnels. Il y a, d'un côté, l'économie prise isolément et enfoncée dans des problèmes insolubles en raison de la malfaisance des monopoles, il y a, de l'autre côté, le politique, domaine de la conscience et de la volonté qui ne demande qu'à se révéler. Par conséquent, on perpétue au fond une séparation fétichiste entre économie et politique, ce qui ne peut manquer de conduire à des conceptions très mécanistes de l'une ou l'autre de ces sphères d'activité sociale. L'économie est conçue comme pure activité productrice n'ayant pas de relations organiques profondes avec les niveaux politico-juridique et idéologique. Au même titre que la politique, elle est susceptible de déployer une dynamique tout à fait autonome, compréhensible seulement à partir des règles qui lui sont propres. Il s'ensuit que les lois du mouvement de l'économie capitaliste sont interprétées de façon tout à fait linéaire et « économiste », ce qui donne à des lois comme la baisse tendancielle du taux de profit une acception tout à fait mécaniste, abstraite, de la lutte des classes et des conditionnements réciproques des différentes instances et pratiques sociales. Il n'est donc pas étonnant que la crise économique prenne dans ce contexte théorique des connotations très unilatérales. Chez la plupart des économistes des P.C., elle est saisie comme la marque de l'évolution irréversible vers la stagnation ou les catastrophes les plus diverses de l'économie des monopoles livrée à elle-même [5]. Mais, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, ces mêmes penseurs se hâtent d'ajouter que la crise ou les crises peuvent être combattues efficacement par l'État, grâce à des interventions qui, dans leur principe, sont contraires à la logique du profit et sont supposées conduire insensiblement à une autre organisation sociale dans le cadre bourgeois actuel. Catastrophisme d'un côté, angélisme de l'autre, les partisans du C.M.E. sont incapables de comprendre que les mouvements cycliques de l'économie, seraient-ils accompagnés de catastrophes de dimension planétaire, ne peuvent conduire à une crise durable du capitalisme et donc à son remplacement que s'ils s'insèrent dans une crise globale des rapports de production (rapports capital-travail), que si les crises de facteur de régulation et de reproduction de l'accumulation du capital se transforment en interruptions significatives des automatismes produits par le rapport social de production, entre autres au niveau du système de domination politique. C'est ainsi que les difficultés cumulées de l'économie (la détérioration progressive de la prospérité des années 50 et 60) jouent certainement un grand rôle dans la « crise de civilisation » que connaît le monde occidental aujourd'hui, mais qu'elles ne peuvent être coupées de la crise que connaît maintenant l'État-nation, en particulier d'une analyse de son écartèlement entre des tâches contradictoires — entre autres, insérer les firmes nationales dans la concurrence internationale tout en protégeant l'espace national contre les déséquilibres économiques et sociaux les plus graves — et de son incapacité à tolérer le moindre contrôle démocratique dans une période d'extension de l'intervention publique et donc de l'implication populaire. C'est d'ailleurs pourquoi ces manifestations de crise ou de malaise ne peuvent pas non plus être considérées isolément des bouleversements observés dans les pratiques sociales quotidiennes et dans l'idéologie ; crise de la famille, crise de l'éthique productiviste, crise des idéologies de la croissance et de la réussite sociale individualiste.

Ce qu'il faut, en réalité, c'est revenir à l'inspiration originaire du marxisme qui, s'il prévoit et

dénonce la barbarie produite par le système capitaliste, en même temps que sa dégénérescence de plus en plus avancée, ne veut voir de crises à conséquences révolutionnaires que là où l'objectivité fétichiste du rapport social est remise en question, que là où la circularité de la reproduction cède la place à des actions collectives conscientes. Ce n'est pas l'État qui est le démiurge de l'économie, c'est l'auto-organisation des travailleurs.

Notes :

[1] Voir à ce sujet le livre de Klaus O.W. Müller, *Neo-keynesianismus*, Berlin-Est, 1972.

[2] Voir le livre de Pierre Massé, *le Plan ou l'anti-hasard*, Paris, 1965.

[3] 10/18, Paris, 1976.

[4] Voir à ce sujet Paul Boccara, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Paris, 1973 et Philippe Herzog, *Politique économique et planification en régime capitaliste*, Paris, 1971.

[5] Tout cela est présenté comme une évolution « structurelle », largement indépendante des variations conjoncturelles.

6e et avant dernier épisode : extrait de la 3e partie, pp. 149-161. Ce texte a été publié dans *La Crise de l'Etat*, PUF, 1976.

L'État en crise

Les contours de la discussion actuelle

La récession internationale de 1974-1975 est maintenant terminée pour la plupart des grandes puissances économiques, mais elle laisse derrière elle bien des ruinés. Les moins spectaculaires ne sont certainement pas celles des illusions dans un progrès infini du capitalisme, et surtout l'écroulement des croyances en l'efficacité à toute épreuve de l'État-providence ou de l'État interventionniste. Contrairement à ce qui se passait il y a quatre ou cinq ans, il y a peu d'économistes pour s'aventurer à prédire maintenant la fin des crises ou une croissance économique sans problèmes sociaux majeurs. Les interrogations les plus diverses sont, de nouveau, à l'ordre du jour.

Elles concernent en particulier les conceptions keynésiennes de la politique économique, longtemps considérées comme des dogmes. On se rend compte aujourd'hui qu'il ne suffit pas de stimuler la demande globale ou les investissements pour garantir la prospérité d'une nation ou d'un groupe de nations. On sait aussi que la manipulation des taux d'intérêt ou de crédit (expansion, contraction, encadrement, etc.) peut avoir des effets tout à fait inattendus et contraires aux objectifs poursuivis. L'hypertrophie de l'État dans le domaine économique (développement des instruments d'observation et d'intervention) n'est plus perçue en ce sens comme l'expression d'une maîtrise renforcée des processus économiques et sociaux, mais comme un mal nécessaire, comme la rançon des déficiences des automatismes économiques auxquelles on fait face tant bien que mal.

Dans ce cadre, les idéologies de la politique et de l'État, dominantes ces vingt dernières années, se trouvent ébranlées. La thèse de la fin des idéologies, c'est-à-dire la réduction des problèmes de la vie politique à des problèmes de technique et de gestion, se voit contestée avec beaucoup de vigueur [1]. On croit de moins en moins que des élites « techniciennes » gèrent la société de façon à minimiser les phénomènes de domination et d'oppression. Il devient ainsi plus difficile de « neutraliser » le pouvoir, de le présenter comme la régulation scientifique des relations et des échanges sociaux, c'est-à-dire comme l'expression d'une véritable cybernétique sociale. Les théories systémiques de la vie politique trouvent, certes, toujours des adeptes en fonction de leur valeur heuristique, mais les idées d'un D. Easton, d'un K. Deutsch, d'un N. Luhmann sont de plus en plus attaquées parce qu'elles présupposent trop nettement l'unidimensionnalité ou l'homogénéité de la société [2]. L'État moderne ne serait-il qu'un centre réglant les rapports du système social avec son environnement (par la réduction de leur complexité) dans le but de favoriser la complexification de ses propres relations internes ? Nombreux sont aujourd'hui les politologues qui se refusent à le penser ou qui ne le pensent plus. Ils voient tout ce que peut avoir de dangereux ou d'illégitime la transposition analogique de la théorie des systèmes ouverts développée en biologie au domaine de la politique. Les limites des systèmes politiques, leurs différents éléments, les variables qui déterminent leurs états possibles sont trop imprécis, trop difficilement repérables, pour ne pas dire trop changeants. Il faut un véritable coup de force théorique pour l'ignorer et faire comme

si on se déplaçait dans un espace définitivement balisé, c'est-à-dire délimité de façon relativement stable et univoque.

Il apparaît au contraire beaucoup plus satisfaisant pour l'esprit d'admettre une discontinuité fondamentale du tout social, une hiérarchisation instable des rapports entre les individus et les classes dépassant, et de très loin, les différenciations et les spécialisations fonctionnelles. Pour beaucoup, l'État, ce n'est plus l'incarnation de la rationalité ou la réalité de l'idée morale comme disait Hegel, mais un ensemble structuré de forces et d'instruments d'intervention qui permet de faire face à des déséquilibres multiples et récurrents, tout en garantissant des relations dissymétriques entre les groupes sociaux. Il serait sans doute faux de ne voir que les aspects coercitifs de cette machinerie étatique, mais la production du consensus qui est une de ses activités principales n'est pas du tout innocente ou socialement neutre. L'acquiescement au pouvoir est largement basé sur le refoulement (chez les administrés) de problèmes ou de décisions potentielles qui refléteraient leurs intérêts (les non-décisions ou non-événements de Bachrach et Baratz). Comme beaucoup de spécialistes l'ont noté, la production symbolique de l'État masque de cette façon plus qu'elle ne les manifeste, les divergences ou les oppositions d'intérêt sous-jacentes aux relations sociales. Le plus souvent, elle ne présente que des enjeux limités ou biaisés au débat démocratique qui s'enlise facilement dans des affrontements triviaux. Ainsi pratiquée, la démocratie n'est plus que l'ensemble des moyens et des procédures employés pour légitimer l'activité étatique et contrôler les mouvements centrifuges qui pourraient se produire dans tel ou tel secteur du corps social. En d'autres termes, les conceptions pessimistes ou cyniques d'un Max Weber et d'un Joseph Schumpeter — en faisant de la démocratie l'expression de préférences ou de choix à peu près purement formels entre des hommes et des équipes sans programmes véritablement opposés — semblent à l'heure présente plus proches de la réalité étatique. De fait, le pouvoir, menacé de façon permanente par des conflits d'envergure, peut difficilement tolérer un trop haut niveau de participation politique. Il lui faut même obtenir une bonne dose d'apathie, voire de silence politique chez les gouvernés pour assurer la paix sociale et la continuité de la vie économique.

La théorie marxiste de l'État et la question des crises

Ces glissements idéologiques et ces remous théoriques récents redonnent une nouvelle actualité à la théorie marxiste de l'État. Mais, en même temps, ils font ressortir toutes les lacunes dont elle souffre, particulièrement lorsqu'il s'agit d'élucider une question aussi essentielle que celle des rapports entre l'État et l'économie. On peut, bien sûr, partir de l'intervention étatique et des progrès de la socialisation de la production, pour dépasser les vues par trop simplistes sur l'État comme pur agent d'exécution de la classe dominante, préoccupé essentiellement de créer ou de maintenir les conditions externes de l'accumulation du capital. Mais les véritables difficultés commencent lorsqu'il s'agit de qualifier cette socialisation de la production et de donner leur sens aux différentes formes d'interpénétration entre la politique et l'économie. Il faut interpréter des phénomènes aussi complexes et divers que les monopoles, les dépenses d'État, le secteur public de l'industrie, le rôle de l'État dans la création des infrastructures, etc. Sans entrer dans des controverses pourtant fort instructives, on peut dire que les conceptions les plus couramment retenues admettent maintenant que les dépenses d'État sont dans une proportion croissante des dépenses non parasitaires (au contraire des dépenses pour l'armée, la police et la souveraineté en général). C'est pourquoi les auteurs qui, comme Michael Kidron ou T. N. Vance, mettent l'accent sur les dépenses d'armements, se font de plus en plus rares [3].

En fait, beaucoup de marxistes sont aujourd'hui convaincus que la plupart des activités

économiques de l'État sont indirectement productives, c'est-à-dire concourent de façon médiate à l'accumulation du capital. Le système d'éducation contribue à la production et à la reproduction de la force de travail, la construction d'infrastructures nouvelles (routes, hôpitaux, logements sociaux), mais aussi les interventions dans le domaine de la recherche scientifique, agissent tant sur la production et la qualification de la force de travail que sur les conditions de la production matérielle et le renouvellement du capital fixe. On a sans doute observé, ces dernières années, une tendance à la baisse de la croissance des dépenses d'État, cela n'empêche pas toutefois qu'une partie importante de la reproduction de la vie matérielle de la société s'évade de plus en plus de la sphère immédiate de la valorisation. Les conséquences de ces transformations que les marxistes commencent seulement à analyser sont de très grande portée, en particulier en ce qui concerne la structure de la population. L'allongement des études accroît la proportion des inactifs alors que les actifs sont de plus en plus des salariés des services et du secteur d'État. Il y a donc des modifications considérables sur le marché du travail ; il se fractionne en s'opposant même en marchés partiels fort différents, l'un où la concurrence et l'insécurité de l'emploi jouent encore fortement, l'autre où la sécurité de l'emploi et les privilèges de qualification attachés aux formations reçues diminuent notablement la fluidité et la multiplicité des échanges. Le deuxième marché en se développant soustrait naturellement une forte réserve potentielle de main-d'œuvre au premier (ce qui améliore la position des travailleurs dans l'ensemble). Aussi bien, il peut être tentant d'en déduire qu'à plus ou moins long terme le salariat classique doit disparaître pour céder la place à un salariat « politique », bien plus marqué par les rapports de force entre les classes que par les mécanismes économiques et les mouvements de l'accumulation.

Sans aller aussi loin, Claus Offe [4], un des auteurs les plus intéressants de l'école néo-marxiste allemande, suggère que l'expansion du travail salarié dépendant dans le secteur d'État et dans le secteur des services est une expansion de travaux « concrets », absorbés et consommés pour leur valeur d'usage concrète (tel effet précis dans la production) et non pour leur valeur d'usage abstraite (la capacité de produire de la plus-value). Il en déduit que la classe dominante se trouve confrontée par là à une masse considérable d'actifs réels et potentiels (étudiants) ainsi que d'inactifs (retraités) de plus en plus étrangers ou rétifs aux impératifs de la valorisation. Sur cette base, il y aurait même, selon lui, croissance d'un principe d'organisation contraire à la dynamique capitaliste quoiqu'il sente lui-même qu'il ne faille pas s'aventurer trop vite et trop loin sur cette voie périlleuse. Il n'oublie pas, en effet, de souligner que les capitalistes combattent de toutes leurs forces cette évolution parce que les prestations fournies par le secteur d'État — même si elles accélèrent ou rendent moins coûteux les mouvements du capital (déplacement d'une branche à l'autre, rotation) — représentent malgré tout un manque à gagner en soustrayant des moyens importants à la formation du capital directement productif. Il faut ajouter par ailleurs que le travail effectué dans le secteur d'État n'échappe pas si totalement aux contraintes de la valorisation. Il y a déjà longtemps que le travail de bureau (comme une partie non négligeable du travail intellectuel associé à la production matérielle) tend à devenir un travail parcellaire et interchangeable. Ce travail, bien sûr, ne met pas directement de capital en valeur, mais l'État doit l'utiliser de façon efficiente, c'est-à-dire le combiner de façon économique et rationnelle avec les moyens de production intellectuelle et matérielle dont il dispose. C'est à cette exigence que répondent toutes les tentatives faites pour introduire le calcul monétaire dans les échanges de prestations et de services inter-administratifs, pour élever la productivité du travail dans le secteur public et, enfin, pour rationaliser les choix budgétaires. La socialisation progresse bien, mais de manière contradictoire, en reproduisant sans cesse la séparation entre les individus et le rapport social de production.

On peut et on doit faire des constatations analogues en ce qui concerne les consommations collectives et les formes indirectes ou différées du salaire. Sans doute contredisent-elles apparemment le principe de la rémunération selon le travail fourni, mais cela n'est vrai que jusqu'à un certain point. D'abord il subsiste des inégalités si considérables dans les modes d'accès aux différentes prestations sociales que les corrections apportées au système hiérarchisé des rémunérations et des fortunes se révèlent très minimes. De ce point de vue, la situation de classe d'un ouvrier ne se trouve pas fondamentalement modifiée par le fait qu'il peut envoyer son fils au lycée, visiter gratuitement des musées et des jardins publics, suivre des cours du soir dans certaines universités et se faire rembourser tout ou partie de ses frais de maladie. Ensuite, il faut noter que la résistance des capitalistes à l'expansion de ces consommations collectives est acharnée comme en témoignent dans de nombreux pays la dégradation et le retard des services publics depuis quelques années. Les capitalistes, en effet, n'entendent pas augmenter la rémunération globale de la force de travail au détriment de la production de plus-value, pas plus qu'ils ne tiennent à voir se multiplier les sphères de l'activité sociale d'où seraient bannis les échanges marchands. Il est donc ici aussi difficile de se prévaloir d'une logique qui serait opposée à celle du capital. La programmation à laquelle procède l'État pour déterminer *ex ante* son comportement dans différents domaines (dépenses sociales et militaires, prévision des investissements du secteur public industriel, etc.) ne doit pas faire illusion. Loin d'être l'affirmation d'une gestion sociale qui aurait pour objectif premier de développer au maximum la consommation ou le bien-être populaires, elle représente en réalité une systématisation des mesures nécessaires pour ajuster les activités de l'État aux mouvements de la valorisation, c'est-à-dire de la valeur qui, par excellence, s'auto-valorise, le capital.

Claus Offe remarque à ce sujet que l'État fonctionne comme un immense mécanisme de sélection des décisions et des orientations possibles dans une période donnée. Effectivement, les différentes instances étatiques retiennent de préférence les décisions qui favorisent, directement ou indirectement, la production du capital ou, lorsqu'elles sont soumises à de fortes pressions des travailleurs, celles qui ne s'opposent pas trop ouvertement à la logique de la valorisation. Ce n'est pas que l'État capitaliste moderne soit forcément dirigé par un personnel politique étroitement lié aux grands intérêts capitalistes — très souvent, ce n'est pas le cas —, mais il y a une correspondance indéniable entre la base fondamentale d'existence et de fonctionnement de l'État (la séparation entre le pouvoir et la grande masse des administrés) et la base essentielle de la production capitaliste (la séparation entre les travailleurs et les moyens de production possédés comme du capital). L'État n'a pas à défendre tous les intérêts capitalistes empiriquement constatables, il agit bien plus comme un « capitaliste collectif en idée » (Engels) dont l'action a pour but de maintenir la séparation entre la politique et l'économie, c'est-à-dire la politique comme complément et garant de l'économie autonomisée, et bien entendu l'économie comme justification de la politique en tant que jeu séparé de la vie sociale courante. C'est bien pourquoi il est impossible d'accepter l'idée que l'État serait au stade actuel l'expression concrète de compromis de fond entre les classes, c'est-à-dire l'expression de relations de symétrie durables par-delà les compromis temporaires qui peuvent s'imposer pour instaurer ou rétablir des situations d'équilibre politique... L'État n'est pas conscience des conflits sociaux et des solutions à leur apporter, il ne plane pas au-dessus de la mêlée. Il est partie prenante de la division sociale du travail, et s'il réagit aux déséquilibres de la société en cherchant à combattre leurs effets les plus désastreux, il ne maîtrise pas leurs causes. C'est dire qu'il est conduit par la « force des choses » (la marche de l'économie) autant qu'il conduit les affaires d'une nation. On peut rappeler, par exemple, qu'un des instruments les plus importants de l'intervention étatique, le budget, dépend des résultats de l'économie et

plus précisément du revenu national et de son taux de croissance. Autrement dit, l'État interventionniste, pour être compris dans son efficace, doit être rapporté à la dynamique de l'accumulation du capital : l'interaction qu'il forme avec l'économie doit être qualifiée.

Le capital monopoliste et l'État

Aujourd'hui, il est évident que la question principale est, à ce propos, celle du rôle des monopoles et de leurs rapports à la puissance publique. Malheureusement, beaucoup de marxistes ont tendance à y répondre superficiellement, c'est-à-dire par des théories tout à fait descriptives. Ils affirment trop vite et trop facilement que la concentration et la centralisation des capitaux suppriment la concurrence sans se rendre compte qu'ils sapent ainsi toute la théorisation marxiste basée sur la valeur. En effet, si la concurrence disparaît sous les coups de la cartellisation ou de la monopolisation proprement dite, la mobilité des capitaux disparaît elle aussi, et parallèlement s'instaure un véritable contrôle des marchés et des sources d'accumulation. Les rapports économiques (péréquation du taux de profit, répartition du travail social entre les différentes branches en fonction des variations de la demande sociale solvable) font place à de purs rapports de force, c'est-à-dire à des rapports politiques.

Il est alors tentant de parler de fusion entre l'État et les monopoles comme l'ont fait certains économistes soviétiques, il y a quelques années. Mais il faut bien voir que ces affirmations ont des conséquences redoutables ; il n'y a plus d'objectivité du rapport social de production et le capitalisme finit par se réduire à des phénomènes de monopolisation de la violence. Apparemment Eugen Dühring est ainsi en train de prendre sa revanche contre Friedrich Engels. En réalité, il n'en est rien ; les monopoles ne suppriment pas la concurrence, ils ne font que la freiner temporairement ou la transposer, dans certaines circonstances, du domaine des prix à celui de l'innovation technologique. Comme on le sait, les grandes firmes sont à la recherche de superprofits, mais elle ne peuvent procéder arbitrairement dans la lutte pour imposer à leur bénéfice des transferts de plus-value et pour s'assurer, sur un laps de temps plus ou moins long, un taux de profit supérieur à celui des secteurs non monopolistiques de l'économie. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler, non seulement que le maintien des superprofits sur une longue période est très rare en raison de l'arrivée quasi inévitable de nouveaux capitaux dans la branche concernée, mais aussi qu'il ne peut y avoir de transferts de plus-value sans accumulation sur une échelle élargie dans les secteurs non monopolistiques. Il n'y a pas, en fait, de rapports rigidement fixés entre les monopoles et les autres entreprises, les conditions de la concurrence étant beaucoup trop changeantes, aussi bien au niveau national qu'international, pour qu'on puisse considérer qu'il y a des situations définitivement acquises. Les changements technologiques, les conséquences qu'ils ont pour la valeur des produits (diminution du temps de travail nécessaire) et les économies d'échelle, l'expansion ou la contraction des marchés, tout cela entraîne des variations considérables, dans l'espace et dans le temps, des données qui président à l'accumulation.

L'État lui-même ne peut contrevenir à cette logique qui défie toute programmation monopolistique. Il peut sans doute financer sous différentes formes l'accumulation de certaines grandes firmes (subventions, crédits à bon marché, etc.), il peut aussi prendre à sa charge des secteurs en perte de vitesse et non rentables, mais ces interventions, qui peuvent être positives du point de vue capitaliste, ont l'inconvénient de consommer une part non négligeable de la plus-value globale qui, par là, n'est plus disponible pour d'autres investissements. Dans beaucoup de pays on est d'ailleurs arrivé à un niveau de dépenses étatiques qui atteint les limites du tolérable pour les économies capitalistes. Il est vrai que les économistes du P.C.F. [5] croient découvrir un autre mode d'intervention, la dévalorisation

par l'État d'une partie du capital social, qui serait moins problématique et, en tout cas, efficace pour combattre la baisse du taux de profit et la suraccumulation. Mais leur position à ce sujet est basée sur toute une série d'approximations et de postulats discutables. D'abord on voit mal comment la valorisation faible, nulle ou négative de certains capitaux pris en charge par l'État pourrait être assimilée à la mise en sommeil d'une partie du capital social telle qu'elle a été décrite par Marx. Dans la mesure où il y a production, la valorisation faible ou négative des capitaux d'État ressortit des transferts de plus-value ou de valeur, elle ne correspond pas du tout au processus de destruction du capital par faillite, liquidation judiciaire, rachat à vil prix, elle ne correspond pas non plus au retrait pur et simple du capital en attendant des jours meilleurs (fermetures d'entreprises, investissement dans la pierre, etc.). La valorisation faible ou nulle dans le secteur d'État permet, c'est indéniable, d'élever le taux de profit dans les secteurs monopolistiques pendant un certain temps, mais on retombe très vite sur les problèmes déjà posés à propos des transferts de plus-value du secteur non monopolistique. Le secteur d'État a besoin lui aussi d'accumuler pour continuer à produire et ne peut consentir en toutes circonstances à des transferts massifs de plus-value.

Mais ce n'est pas là le seul reproche qu'on peut faire à cette conception de la dévalorisation. Force est aussi de constater que chez les économistes du P.C.F., la notion de suraccumulation prend une trop grande extension, ce qui les conduit à des conclusions hasardeuses. Pour eux, en effet, il y a une tendance permanente à la suraccumulation exprimant la tendance ininterrompue à l'élévation de la composition organique du capital. De cette façon les rapports complexes entre la baisse tendancielle du taux de profit et les phases de l'accumulation (mouvements de longue durée et cycles conjoncturels de quelques années) peuvent être presque complètement ignorés. La suraccumulation au lieu d'être saisie comme un moment de crise est perçue comme une sorte de danger constamment présent auquel on échappe en se liant plus fortement à l'État et en organisant avec lui le pillage de l'économie au-delà des mesures prises pour dévaloriser une partie du capital. Il y a donc un rapport privilégié entre l'État et les monopoles. Ils forment, dit le *Traité d'économie marxiste*, une totalité organique, un mécanisme unique dans le but de faire face à la crise permanente de l'accumulation monopoliste. Le rapport entre l'État et l'économie devient, en ce sens, un rapport État-monopoles déterminé en dernière instance par les monopoles et par leurs pressions en vue d'obtenir des superprofits. De nouveau, on est en présence d'analyses réductrices qui mélangent les déterminations économiques et politiques, et dont l'effet le plus clair est de simplifier les mécanismes économiques et les interventions de politique économique. La conséquence inévitable de tout cela, c'est que l'État finit par remporter malgré tout la partie. Selon la théorie, les monopoles se subordonnent l'État, mais l'État devient le principal agent de la reproduction élargie du capital. Le traité déjà cité écrit sans ambages [6] : « Dans ces conditions l'État ne représente plus seulement le rapport "externe" de la reproduction et de l'accumulation, il tend à prendre le relais en tant que représentant des intérêts collectifs des groupes monopolistes [...] L'État tend à devenir un élément majeur, indispensable de la reproduction du capital, non seulement par son rôle institutionnel et politique, mais par l'action immédiate qu'il exerce sur la formation des profits monopolistes. L'État intervient maintenant directement comme l'organisateur du mode de production capitaliste [...] »

On sera, au contraire, beaucoup plus près de la vérité en avançant que l'État a un rôle très important pour compléter et prolonger l'accumulation du capital, partout où elle s'avère incapable de prendre en charge des secteurs importants de la production sociale. En effet, au fur et à mesure que les conditions générales de la production capitaliste deviennent plus complexes, des domaines d'activité entiers se « socialisent » en fonction des défaillances de l'initiative capitaliste ou en fonction des luttes menées par les exploités. La production

capitaliste a, en somme, besoin d'un environnement de plus en plus étendu et de supports matériels de plus en plus élaborés. Bien évidemment le rôle de l'État ne se résume pas à faire ces prestations complémentaires, il approche aussi de plus près l'activité courante des capitalistes, la plupart du temps sans se substituer à eux. L'État est souvent appelé à compenser des déséquilibres trop criants ou à faire face à des ratés de fonctionnement de la machine économique, soit en apportant une aide aux capitalistes en difficulté, soit en rationalisant les conditions de l'intervention privée (organisation des marchés de certains produits, par exemple, diffusion d'informations et de prévisions économiques). On le retrouve aussi prêt à ouvrir de nouvelles sphères à la valorisation (le nucléaire par exemple) et à combattre dans la mesure du possible la « socialisation » rampante dont il est pourtant partie prenante (retour au secteur privé d'entreprises d'État). Enfin, il contribue à structurer et à restructurer sans cesse la main-d'œuvre au niveau des formations et des qualifications, mais aussi de la mobilité (politique d'immigration, du logement social, des zones de salaires).

Rien dans cette énumération n'apparaît directement contradictoire avec les lois de la valorisation, et s'il faut retenir une idée directrice en la matière, ce n'est certainement pas celle d'un État tout-puissant, s'élevant au-dessus de l'économie pour la transcender. L'idée directrice qu'il faut au contraire adopter, c'est celle d'un État plongé jusqu'au cou dans les contradictions économiques et sociales. Ce qui caractérise en fait l'État contemporain, c'est d'être partagé entre des tâches ou exigences difficilement conciliables. Il balance entre les monopoles et les secteurs non monopolistiques, entre une intégration encore plus poussée au marché mondial et une défense systématique des industries nationales, entre la déflation et l'inflation, etc. Tout cela peut d'ailleurs donner lieu à des oscillations politiques d'assez grande ampleur, voire à des révisions déchirantes. Pendant des années ces problèmes ont été masqués par la longue période de prospérité due, entre autres, aux défaites de la classe ouvrière devant le fascisme et devant la Deuxième Guerre mondiale (le taux d'exploitation put être considérablement relevé). Maintenant, ils réapparaissent au grand jour et font toucher du doigt la crise d'un État moderne entraîné dans une sorte de fuite en avant par des processus qu'il ne contrôle pas et même qu'il ne prévoit pas. C'est pourquoi, il ne faut pas s'étonner si les difficultés que doivent affronter les grands États contemporains relèvent pour une bonne part d'une crise de direction ; les équipes dirigeantes se révèlent incapables de définir fermement leurs orientations et de s'y tenir afin de permettre à l'État de jouer son rôle de capitaliste collectif en idée. Dans de très nombreux cas, c'est l'immobilisme qui l'emporte avec, à terme, sa sanction inévitable, les prises de décision en catastrophe sous la pression des circonstances, sans se demander si ce qu'on fait sur le moment n'est pas contradictoire avec ce qu'on faisait quelque temps auparavant. Mais même quand le désarroi ne va pas si loin, on peut observer souvent que les politiques gouvernementales sont des mélanges éclectiques où l'on dose au petit bonheur des mesures parfois incompatibles entre elles. Ceci n'est naturellement pas fait pour renforcer l'hégémonie de la classe dominante sur les masses, et la crise de direction du pouvoir trouve son prolongement obligatoire dans ce qu'après Habermas [7] et Offe on peut appeler une crise de légitimation. Pour l'essentiel elle provient du fait que l'intervention accrue de l'État et l'extension de ses appareils ne s'accompagnent d'aucun approfondissement de la participation politique démocratique. Bien au contraire, le pouvoir légitime ses interventions nouvelles par des discours qui ne portent pas sur les enjeux essentiels et tentent d'occulter la portée de la « socialisation » rampante. Il va ainsi directement à l'encontre du désir de la grande masse des travailleurs de contrôler la marche et les conséquences de cette socialisation (changer la vie). Le problème est d'autant plus aigu que cette crise de légitimation se passe sur la toile de fond d'une crise des rapports de production et des rapports de travail marquée tant par le rejet de la vieille éthique productiviste de la réussite que par la condamnation des idéologies de l'ascèse. La crise de l'État ne fait que commencer.

Notes :

[1] Voir l'excellent livre de Pierre Birnbaum, *la Fin du politique*, Le Seuil, Paris, 1975.

[2] Voir J. Habermas, N. Luhmann, *Théorie der Gesellschaft oder Sozial-technologie*, Suhrkamp, Francfort, 1971.

[3] Voir la mise au point d'Ernest Mandel dans *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp, Francfort, 1972.

[4] C. Offe, *Strukturprobleme des Kapitalistischen Staates*, Suhrkamp, Francfort, 1972.

[5] *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'État*, Éditions sociales, Paris, 1971. A signaler que les positions du responsable du traité, P. Boccara, apparaissent beaucoup plus nuancées dans d'autres écrits.

[6] *Traité...*, *op. cit.*, t. II, p. 29.

[7] Voir J. Habermas, *Legitimationsprobleme im Spätkapitalismus*, Suhrkamp, Francfort, 1973.

7e et dernier épisode : il figure dans la quatrième partie du livre (pp.245-252), il s'agit en fait de la conclusion. Le texte a été publié initialement dans la revue *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n° 4, juin-septembre 1978.

En guise de conclusion Les mensonges de l'État

L'État, de nos jours, est une réalité omniprésente. On le pratique quotidiennement sans s'en rendre compte, sans prendre conscience qu'il influence une partie considérable de nos actes. Il ne fait pas que proscrire ou prescrire, c'est-à-dire circonscrire le licite ou l'illicite, de la sphère de l'école à celle des transports publics. Qu'on le veuille ou non, il détermine l'avenir professionnel de la majorité de la population active, il s'occupe de la formation professionnelle et des qualifications, de la hiérarchie du travail et de son organisation. Au-delà, c'est-à-dire hors de la production, il finance et surveille une bonne part des loisirs de chacun, il rend même possibles ou impossibles les communications et les échanges les plus décisifs entre les individus. Autrement dit, l'État est là comme un tiers dans les relations sociales que l'on croit ou que l'on veut les plus immédiates, dans les relations familiales et affectives comme dans les relations de travail. L'État sanctionne le mariage comme le concubinage, il règle les rapports de filiation comme les conditions de l'émancipation, les contrats de travail (licenciement économique, chômage, retraite, etc.). Sans lui, il n'y a pas de liens sociaux durables, sans sa permission il n'est pas non plus possible de s'isoler d'une trame sociale de plus en plus serrée. Hors de l'État point de salut, tel semble être l'horizon indépassable de notre époque.

C'est cette réalité, souvent occultée par la pensée libérale de l'État de droit, que Henri Lefebvre prend au sérieux, c'est-à-dire place au centre de ses réflexions dans son ouvrage *De l'État*, dont trois tomes sont déjà parus. Pour lui, et il le dit d'emblée, il y a mondialisation de l'État, ce qui veut dire qu'il n'existe plus de sociétés sur notre planète qui échappent à la gestion étatique et à sa pénétration en profondeur dans tous les pores de la vie sociale. Il y a un système mondial de l'État qui parachève les systèmes partiels des institutions politiques et économiques, se surimpose à eux en les alourdissant et les intègre dans une hiérarchie complexe d'États nationaux inégalement puissants dans l'espace et dans le temps. Cette mondialisation dépasse toutes les histoires partielles et les sphères nationales relativement isolées des débuts du capitalisme, elle surmonte peu à peu les différences d'évolution entre les zones du monde ou plus exactement les soumet à un rythme d'évolution général et globalisant. Selon Henri Lefebvre, le choc des stratégies et des tactiques étatiques est ce qu'il y a de plus essentiel pour comprendre les situations ou les conjonctures ; en d'autres termes, la stratégie — la poursuite rationnelle de certains objectifs sur la base de moyens limités — domine les déterminismes sociaux, notamment les déterminismes économiques. L'historicité, c'est-à-dire le mouvement déterminé des sociétés, est remplacée par une mondialité qui s'exprime par l'activisme gestionnaire des grands États et l'articulation sans cesse renouvelée de leur volonté de puissance. Stratégies et tactiques ne se manifestent évidemment pas de façon arbitraire, c'est-à-dire comme des interventions susceptibles de bouleverser complètement le contexte où elles s'appliquent, mais elles apparaissent — de façon très massive — comme l'utilisation systématique et relativement efficace de moyens qualitativement nouveaux (prévision et planification des mouvements de l'accumulation et de la consommation sociales, coordination et combinaison sur une large échelle de moyens à l'efficacité très partielle à l'origine). Henri

Lefebvre note qu'il y a un parallélisme de plus en plus étroit entre la croissance de l'industrie et la croissance de l'activité étatique, ce qui, à son sens, signifie que l'économie est stratégiquement orientée et tactiquement contrôlée. La politique économique, fait-il remarquer, est constamment sur la corde raide ; elle saute d'un déséquilibre à un autre, de la surchauffe à la déflation ou à la stagnation, précisément parce que l'État ne peut se satisfaire de l'immobilité, encore moins d'une reconstruction spontanée et anarchique des rapports sociaux. Il faut qu'il impose sa loi à l'enchevêtrement de processus contradictoires qui constitue la trame sociale, qu'il se déplace au dessus du remue-ménage des groupes sociaux et pour cela dépasse la puissance de tous les grands conglomérats économiques (ou de la plupart d'entre eux). De ce point de vue, H. Lefebvre croit pouvoir constater que la croissance des moyens de destruction (des armes atomiques aux forces de police) est supérieure à la croissance économique proprement dite et que le marché interétatique des armes tend à faire prévaloir la logique de l'intervention étatique à l'échelle internationale.

L'ère de l'économie politique — conçue comme l'agencement de systèmes relativement autonomes aux niveaux économique, social et politique — approche ainsi de sa fin. Après beaucoup d'autres, Henri Lefebvre note toutes les implications négatives de cet état de fait, et plus particulièrement l'étouffement de l'individuel et du social, coincés entre les contraintes de l'économie et du politique. La société civile, c'est-à-dire les réseaux de relations familiales et affectives, n'a plus qu'une importance décroissante et de plus en plus résiduelle face aux modes standardisés de satisfaction des besoins et face à l'encadrement étatique de la vie quotidienne, même et surtout lorsqu'on exalte les vertus de l'individualisme et de l'initiative privée. L'individuel, identifié la plupart du temps à des variations minimales par rapport à la norme sociale, sert d'alibi à une uniformisation idéologique ; les variations chatoyantes et éphémères des modes sociaux doivent faire oublier l'essentiel, la reproduction du même, la reproduction de l'État et de ses moyens d'intervention sur une échelle élargie. L'État, dit H. Lefebvre, organise sa propre méconnaissance, notamment en monopolisant le savoir social, en contrôlant sa production et sa distribution. Il s'ensuit que les masses n'ont accès qu'à un savoir fragmenté, pour ne pas dire pulvérisé. La multiplication des institutions étatiques, leur dispersion dans toute la société, sont données et prises pour la diffusion du pouvoir sur tout le corps social, un peu comme si l'extension des fonctions étatiques pouvait être comprise comme une véritable socialisation. On fait tout pour que soit ignorée la réalité articulée du pouvoir et son poids réel dans les rapports sociaux, ce qui contribue à en faire une entité tantôt mystérieuse et menaçante dans son ubiquité, tantôt fluide et insaisissable. Comme l'observe Henri Lefebvre, le mythe du pouvoir cache l'État et les modalités de son fonctionnement ainsi que les processus qui le traversent et le structurent. On peut ainsi passer de la négation du caractère oppressif des institutions étatiques (et de l'affirmation de leur nature fonctionnelle) à un sentiment de profonde infériorité devant leur toute-puissance supposée. Le pouvoir est conçu comme éternel, parce qu'il est naturalisé, fétichisé et assimilé à la nécessité abstraite de l'organisation, en dehors de tout examen sérieux de ses relations contradictoires aux rapports sociaux. C'est bien pourquoi la théâtralité médiocre des représentations étatiques, la pseudo-majesté des pouvoirs personnalisés peuvent se déployer au milieu des silences apeurés ou serviles et d'applaudissements obséquieux ou complices. Le propre de l'État est de toujours se donner pour ce qu'il n'est pas.

Le discours du pouvoir est pourtant un discours du vrai, au sens où il discrimine entre le vrai et le faux à partir de critères politiques, où il fait de la politique le vrai par excellence, en l'opposant à la contingence du quotidien. Il capte des forces innombrables, les conditionne et les fait siennes en reléguant au second plan leurs particularités. De façon analogue au capital, éliminant ou standardisant les différences dans la vie économique pour faire circuler des

équivalents, l'État réduit, en fait, la diversité des groupes sociaux et des individus, crée de l'interchangeable, en même temps qu'il assigne des places sur des échelles sociales graduées. Il est une machine qui produit de l'abstraction, les hommes abstraits qu'il faut pour soutenir passivement le pouvoir ou le représenter et le servir activement, mais aussi les relations sociales abstraites qui enserrant les individus et leur vécu. Le conçu affirme par là sa supériorité sur toutes les formes de l'expérience et de l'expérimentation spontanée, sur toutes les variétés d'échanges immédiats entre les individus, qu'il s'agisse d'échanges matériels ou de communications symboliques. L'État qui garantit le lien social, et pour une large part le rend matériellement possible, l'oppose aux individus et les en dépossède. Les individus et les groupes ne sont la plupart du temps liés les uns aux autres que par des liens qui leur sont extérieurs, les liens du marché et de la production capitalistes, mais aussi et surtout les liens tissés par les relations aux institutions étatiques. C'est largement en fonction de leur contribution à un intérêt général défini par la raison d'État qu'ils sont appréciés ou dépréciés, acceptés ou rejetés. L'État, comme le dit Henri Lefebvre, est le grand identitaire. Il proclame, énonce la conformité ou la non-conformité des exemplaires à l'espèce, il dit ce qui a le droit d'être et ce qui appartient à la non-existence ou aux ténèbres extérieures. Les libertés de critique reconnues dans les pays occidentaux aux intellectuels ne doivent pas faire illusion à cet égard. Il y a, constate Henri Lefebvre, une sorte de jeu, répété à l'infini, entre un pouvoir paré des couleurs du néo-libéralisme et une élite culturelle négativiste qui critique tout ponctuellement, mais s'abstient de le faire sur l'essentiel : le rôle concret de l'État. La philosophie n'est, à la vérité, plus qu'un monument funéraire, un cimetière des illusions de la modernité. Il n'y a plus que l'État qui puisse se présenter comme philosophie en acte, comme dépassement véritable du marché des idéologies et de la gratuité apparente de leur production. N'est-il pas au fond le *logos* moderne ?

Sur la base de ces analyses, il n'est pas étonnant qu'Henri Lefebvre ne fasse pas de l'État de type stalinien une exception historique ou une aberration sociologique ; il n'est au fond, pour lui, que la manifestation extrême, presque chimiquement pure, de courants prédominants dans le monde entier. On ne peut évidemment ignorer les circonstances particulières qui ont présidé à l'apparition du stalinisme (et en font un ensemble de phénomènes historiques), mais, en bonne méthode, il faut voir comment, à travers ces circonstances, s'expriment des tendances générales, comment la croissance de l'État stalinien s'insère dans le processus général de croissance des États. Face aux interrogations nombreuses que suscite la révolution d'Octobre, les réponses d'Henri Lefebvre sont on ne peut plus claires : les bolcheviks ont échoué, après des succès initiaux, parce qu'ils ont sous-estimé le poids des superstructures politiques et surestimé celui des infrastructures économiques. En somme, ils n'ont pas saisi les capacités d'intervention stratégique de l'État et sa relative indifférence par rapport aux transformations de la propriété et de certaines structures de production. En raison de l'insuffisance de la théorie politique marxiste, notamment du caractère à la fois trop tranchant et informe de la conception de la dictature du prolétariat, ils ont trop facilement assuré que le nouveau type d'État qu'ils mettaient en place échapperait à la logique des États déjà existants en développant une logique du dépérissement après avoir, bien sûr, surmonté ses plus grandes difficultés. L'évolution réelle fut tout autre, puisque la bureaucratie stalinienne, née au sein même du bolchevisme, porta à un très haut degré de sophistication, sinon de perfection, les méthodes de l'accumulation étatique, faisant par là même la démonstration que le capitalisme d'État des grandes nations occidentales pouvait être dépassé. A partir de cette analyse, Henri Lefebvre n'entend sans doute pas affirmer que l'État de type stalinien est l'avenir de tous les autres États, mais il lui reconnaît une valeur de paradigme ou de type idéal (au sens wébérien) de l'État contemporain. L'État soviétique, comme ceux des démocraties populaires, pousse à la limite du tolérable le terrorisme inhérent au fonctionnement des machines étatiques, il

accentuée, s'il en était encore besoin, l'atomisation politique des groupes sociaux et des individus en essayant simultanément d'obtenir une adhésion à peu près totale à ses objectifs. Plus qu'aucun autre, il est cet État de la philosophie absolue qui nivelle, ajuste et quelquefois broie les rouages de la machine sociale. Mais, en cela, il ne fait que montrer sous une forme concentrée et ramassée ce qui est à l'œuvre un peu partout, parfois avec une violence extrême comme dans le Chili de Pinochet ou l'Argentine de Videla. Cela ne veut pas dire que l'État transcende toutes les oppositions sociales et qu'il laisse derrière lui la lutte des classes. Selon H. Lefebvre, les antagonismes sociaux sont toujours aussi irréconciliables, mais ils acquièrent d'autres caractéristiques au stade actuel, parce que le capitalisme n'a pu s'affirmer ni comme véritable sujet de la vie sociale ni comme système suffisamment stable. En définitive, les formes étatiques viennent couronner les ensembles emboîtés et mêlés des formes sociales, forme marchandise, forme argent, forme entreprise, pour garantir les échanges sociaux comme échanges d'équivalents.

On ne peut donc s'étonner qu'Henri Lefebvre considère comme tout à fait dépassées les différentes variétés du marxisme « orthodoxe », voire qu'il puisse avancer à leur propos qu'on est en présence d'un « nouvel opium des peuples ». Dans son esprit, il faut faire faire un bond en avant à la théorie, et en particulier aller bien au-delà des analyses maintenant traditionnelles sur le mode de production capitaliste. C'est dans ce but qu'il forge et tente d'élaborer un nouveau concept, celui de mode de production étatique (M.P.E.), qui doit cerner aussi bien la réalité des pays capitalistes d'aujourd'hui que la réalité des pays marqués par le socialisme d'État. H. Lefebvre note, bien entendu, le rôle de plus en plus important que joue l'État dans la production et la répartition du surplus économique, mais c'est moins à l'aspect quantitatif du problème qu'à son aspect qualitatif qu'il s'intéresse. Il a en vue l'État dit keynésien qui bouleverse les conditions de l'accumulation pour rétablir des équilibres détruits par les mouvements spontanés de l'économie ; il a en vue aussi et surtout l'État post-keynésien qui agit sur les structures et tend de plus en plus à se subordonner les agents économiques, que ce soit l'immense masse des salariés ou les représentants du capital. La croissance actuelle des firmes multinationales, qui contredit apparemment cette évolution, ne fait en réalité que la confirmer, puisque les grandes firmes sont obligées d'intégrer leur propre concurrence dans la concurrence interétatique et qu'elles participent à des concertations multiples avec les grands États. Ce n'est toutefois pas à ce niveau que se situe l'essentiel de l'argumentation de l'auteur, étant donné qu'il récuse l'« économisme ». Pour lui, il y a mode de production étatique parce que, grâce à l'institutionnalisation de toutes les activités, habituelles, routinières, voire révolutionnaires, l'État devient le véritable producteur des rapports sociaux. Il y a, ainsi, un véritable renversement par rapport aux débuts du capitalisme où la relation sociale du capital et du travail trouvait son complément et sa garantie dans les institutions étatiques. Dans le contexte actuel, l'État ne peut, en effet, être considéré comme un instrument, il est au contraire une fin en soi, un ensemble de formes qui s'autoreproduisent, en absorbant la substance vive de la société. Comme le dit encore Henri Lefebvre, le M.P.E. intègre et désintègre tour à tour les relations capitalistes de production, de même il détourne le socialisme (l'appropriation collective des moyens de production) de ses finalités. Au fond, plus qu'aucun autre mode de production antérieur, il s'alimente de l'impuissance des relations sociales immédiates, de leur faible capacité de résistance au jeu étatique de la dissociation et des concurrences systématiquement entretenues. La politique étatique n'est pas une représentation plus ou moins déformée du corps social et de ce qui l'agite, ce n'est même pas au premier chef une manifestation d'activisme gestionnaire (vue très souvent idéologique), c'est, pourrait-on dire, la détermination en première instance de la vie sociale comme vide social, comme ensemble de relations désertiques ou encore comme trop-plein étatique.

Comme on peut s'en rendre compte, cette théorisation embryonnaire sur le M.P.E. ne manque pas de force suggestive, et on peut faire confiance à Henri Lefebvre pour lui ajouter beaucoup de raffinements. Mais il faut dire aussi qu'elle présente un certain nombre de faiblesses, sur lesquelles il n'est pas mauvais de s'interroger quelque peu. Le politique est-il aussi productif que l'affirme Henri Lefebvre ? Est-il une organisation à ce point efficiente du rapport social qu'il transforme l'économie en manifestation dérivée et secondaire ? Le pouvoir dans la société actuelle serait-il la technique par excellence, le dépassement au niveau de l'étatique de toutes les limites des pratiques plus ou moins amorphes qui se font jour au niveau de la production ? Autrement dit, le rapport social de production est-il essentiellement politique ? Est-il une relation de subordination et d'oppression qui recouvre et surdétermine les relations d'exploitation ? La crise des planifications nationales dans un environnement international de plus en plus tourmenté, la crise des politiques économiques de type keynésien (avec leurs objectifs du plein-emploi et de la croissance) ne vont certainement pas dans ce sens. Il n'y a sans doute pas décroissance du rôle de l'État dans l'économie, ni au niveau de la production (développement des infrastructures et du secteur d'État dans certaines branches), ni au niveau de la circulation (transferts de capitaux ou de plus-value de plus en plus considérables), ni au niveau de la distribution (action sur les revenus des différentes couches sociales). On peut même ajouter que l'État est de plus en plus présent dans les débats de classe autour des salaires et de l'agencement des rapports de travail. Il suffit de songer, à cet égard, aux différents plans de stabilisation et de lutte contre l'inflation dans un certain nombre de pays occidentaux. Mais cette implication grandissante des institutions étatiques dans les mécanismes de l'accumulation du capital ne veut pas du tout dire qu'elles ne sont pas elles-mêmes entraînées par les mouvements de l'économie et par les affrontements de classe débordant le politique au sens étroit du terme. En réalité, les décisions étatiques, même si elles semblent être le résultat d'un arbitraire tout à fait souverain, sont obligées d'emprunter des voies très balisées et surtout reçoivent leur impulsion de contraintes extra-politiques (voir les réactions des États à des données objectives telles que crises monétaires, chômage, baisse de la rentabilité des entreprises, crise des rapports de travail, etc.). Les stratégies dont parle Henri Lefebvre dirigent moins les comportements institutionnalisés qu'elles ne tentent de les prévoir et de les coordonner, voire simplement de les unifier dans leur multiplicité souvent contradictoire. A ce niveau, on serait tenté de dire que le politico-étatique est aujourd'hui devenu pleinement ce qu'il n'était encore que potentiellement au début du capitalisme, un des moments du processus d'ensemble de la production capitaliste. Cela expliquerait assez bien la pétrification des formes politiques qu'Henri Lefebvre dénonce avec tant de vigueur.